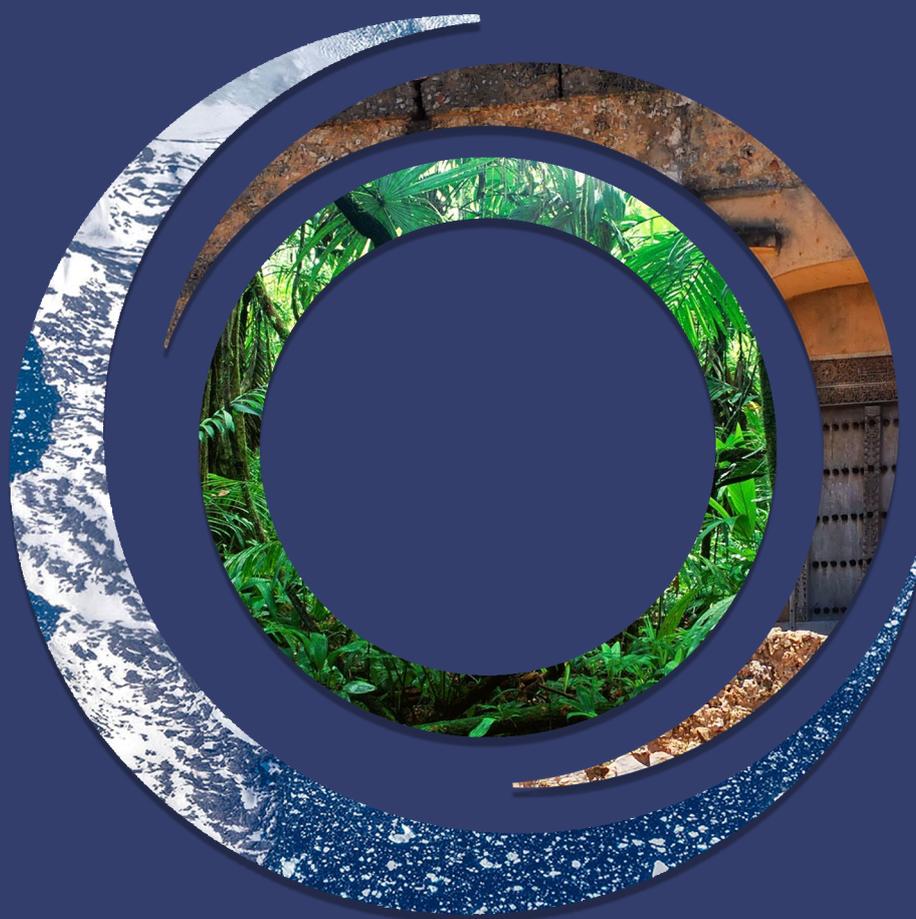


Programme mondial de recherche et d'action sur la **Culture**, le Patrimoine et le changement Climatique



Conclusions scientifiques de la réunion internationale coparrainée sur
la culture, le patrimoine et le changement climatique

© Copyright principal

ICOMOS

Publié sous licence Creative Commons



Note concernant la responsabilité

Les propos, idées et opinions exprimés dans ce Programme mondial de recherche et d'action : conclusions scientifiques de la réunion coparrainée par le GIEC sur la culture, le patrimoine et le changement climatique, sont ceux des participants à la réunion et ne représentent pas nécessairement le point de vue des coparrains de cette initiative (GIEC, UNESCO, ICOMOS).

Le coparrainage du GIEC n'implique pas l'approbation par le GIEC de ce compte rendu ou des recommandations ou conclusions qu'il contient. Les documents supports de l'atelier et le compte rendu des travaux n'ont pas été soumis à l'examen du GIEC.

© Cartes, photos et illustrations comme spécifié, les graphiques étant attribués à Sarah Forgeson, sauf indication contraire.

Format: en ligne

ISBN: 978-2-918086-79-6

URL: <https://openarchive.icomos.org/id/eprint/2795/>

Cette publication peut être reproduite en tout ou partie et sous quelque forme que ce soit à des fins éducatives ou non lucratives sans autorisation spéciale du détenteur des droits d'auteur, à condition que la mention de la source soit indiquée. Les représentants de l'ICOMOS et de l'UNESCO ici mentionnés apprécieraient d'être informés de toute publication qui citerait la présente publication

Il est interdit d'utiliser cette publication à des fins de revente ou à toute autre fin commerciale quelle qu'elle soit.

Coparrains:



Partenaires:



Financement assuré par la Fondation allemande pour l'environnement



Deutsche
Bundesstiftung Umwelt

Soutien complémentaire de :



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Eidgenössisches Departement des Innern EDI
Bundesamt für Kultur BAK



Co-présidents de la Réunion internationale coparrainée sur la culture, le patrimoine et le changement climatique

Jyoti Hosagrahar (UNESCO)
William Megarry (ICOMOS)
Debra Roberts (GIEC)

Coordinatrice scientifique de la Réunion internationale coparrainée sur la culture, le patrimoine et le changement climatique

Hana Morel

Comité directeur scientifique et auteurs collaborateurs de la Réunion internationale coparrainée sur la culture, le patrimoine et le changement climatique

Yunus Arikan
Eduardo Brondizio
May Cassar
Greg Flato
Jyoti Hosagrahar
Rohit Jigyasu
Valerie Masson-Delmotte
Hindou Oumarou Ibrahim
Hans-Otto Pörtner
Debra Roberts
Sandeep Sengupta
Pasang Dolma Sherpa
Richard Veillon

Spécialiste du patrimoine climatique de la Réunion internationale coparrainée sur la culture, le patrimoine et le changement climatique

Sarah Forgesson

Soutien au co-leadership

ICOMOS

Andrew Potts
Angelique Ploteau
Groupe de travail de l'ICOMOS sur l'action climatique
Groupe de travail des professionnels émergents de l'ICOMOS

UNESCO

Dorine Dubois
Maria Gropa
Sara García de Ugarte

GIEC

Melinda Tignor

Révision linguistique et traduction

Correctrice d'épreuves - Catherine Bradley
Traduction française - Jean-Marc Delugeau

Référence recommandée en cas de citation:

Morel H., Megarry W., Potts A., Hosagrahar J., Roberts D.C., Arikan Y., Brondizio E., Cassar M., Flato G., Forgesson S., Jigyasu R., Masson-Delmotte V., Oumarou Ibrahim H., Pörtner H. O., Sengupta S., Sherpa P.-D., Veillon R. *Programme mondial de recherche et d'action sur la culture, le patrimoine et le changement climatique*. Charenton-le-Pont et Paris, France : ICOMOS et Réunion internationale coparrainée sur la culture, le patrimoine et le changement climatique, 2022

Contenu

Contenu	II
Liste des études de cas	III
Partie I : la réunion internationale coparrainée sur la culture, le patrimoine et le changement climatique – contexte et résumé	2
Résumé des thèmes, du déroulement et des débats de la réunion	7
Thème 1 : Liens systémiques entre culture, patrimoine et changement climatique (Systèmes de Connaissances)	8
Thème 2 : Disparition, dommages et adaptation de la culture et du patrimoine (Impacts)	8
Thème 3 : Rôles de la culture et du patrimoine dans le changement transformateur et les avenir alternatifs durables (Solutions)	9
Partie II : Insuffisances en matière de connaissances et mesures à prendre déterminées lors de la réunion	14
1. Insuffisances en matière de connaissances transversales et de mesures à prendre	14
a. Approches globales et inclusives de la culture, du patrimoine et du climat	14
b. Gouvernance et cadres institutionnels	18
c. Intégration du patrimoine naturel et culturel	20
d. Le champ des droits de propriété intellectuelle	26
e. Avancées des pratiques et recherches relatives au patrimoine au soutien des actions de lutte contre le changement climatique	27
f. Inégalités, marginalisation et justice climatique	28
g. La capacité à tirer les leçons du passé	33
2. Principales insuffisances actuelles en matière de connaissances et mesures à prendre	38
a. Culture, patrimoine et pertes et préjudices	38
b. Possibilités de réponse : atténuation	45
c. Réponses possibles : Adaptation	50
d. Culture, patrimoine et capacité de changement transformateur	55
Partie III : Mener des actions en faveur d'une recherche collaborative et orientée vers les enjeux en matière de changement climatique, de culture et de patrimoine.	60
1. Décloisonner les systèmes de connaissances	60
2. Actions pour donner les moyens d'agir aux parties prenantes de la culture et du patrimoine	61
3. Actions pour le renforcement des collaborations fructueuses dans la recherche, la politique et la pratique	63
4. Actions pour le financement	64
References	66
Annexes	70

Liste des études de cas

Liste des études de cas et de leurs auteurs

- Les villes en tant que moteurs de transformation pour la durabilité mondiale dans le monde urbain du XXI^e siècle**
Auteurs : Yunus Arikan, ICLEI ; Andrew Potts, Climate Heritage Network 11
- Plan d'action climatique coproduit, Aotearoa/Nouvelle-Zélande**
Auteurs : Sarah Forgeson, University College, Londres ; Helen McCracken, JSC-ANZCOR 17
- L'impact du changement climatique sur le patrimoine inuit**
Auteur: Max Friesen, Université de Toronto 19
- Cadre national irlandais d'adaptation au climat**
Auteur : Dr Cathy Daly, Carrig Conservation et Université de Lincoln 23
- Peuples autochtones, connaissances écologiques traditionnelles et changement climatique : le patrimoine culturel subaquatique emblématique des déversoirs de marée en pierre**
Auteur : Akifumi Iwabuchi – Université des sciences et technologies marines de Tokyo (réseau UNITWIN de l'UNESCO pour l'archéologie sous-marine). 25
- Le changement climatique et les Amérindiens de Californie : chênes, feu et sécheresse**
Auteur : William Carmen, détenteur de connaissances autochtones/Pascua Yaqui 29
- Application des connaissances locales dans l'adaptation du paysage culturel des rizières en terrasses des Hani de Honghe**
Auteur : Rouran Zhang, Université de Shenzhen, ICOMOS Chine 34
- Peut-on reconstruire le Kasthamandap? Gestion des catastrophes au Népal**
Auteurs : Robin Coningham, Chaire UNESCO, université de Durham, Royaume-Uni/M. Kai Weise, ICOMOS (Népal) 37
- Connaissance locale et autochtone des régimes côtiers dans l'Ogun, Nigeria**
Auteur : Pr Ibidun Adelekan, Université d'Ibadan, Ibadan, Nigeria 40
- Autonomisation des femmes dans les zones rurales du Sri Lanka**
Auteur : Dr Dulma Karunaratna, Centre for Asia Pacific Initiative, Université de Victoria, Canada 43
- Sensibilisation au climat et élaboration de stratégies concernant le centre urbain historique de Macao**
Professeur adjoint Kin Hong Ip, Université des sciences et technologies de Macao 51
- Pratique de construction de murs en pierre dans la région de la Cordillère, nord des Philippines**
Auteur : Wilfredo Alanguí, détenteur de connaissances autochtones/Kankana-ey Igorot et Ilocano, université des Philippines de Baguio 53
- La culture sur brûlis en Asie du Sud-Est**
Auteur : Gabriel Caballero, point focal de l'ICOMOS concernant les Objectifs de développement durable de l'ONU 57



Programme
mondial de
recherche et
d'action sur la
Culture, le
Patrimoine, and et
le changement
Climatique

La culture et le patrimoine sont essentiels pour comprendre les causes et les impacts du changement climatique et pour y répondre, notamment grâce à des trajectoires à faible émission de carbone et résilientes face au changement climatique, conformément aux objectifs de l'accord de Paris de 2015 et d'autres accords internationaux relatifs au changement climatique. La conception, l'acceptabilité, la faisabilité et l'efficacité des mesures d'atténuation, d'adaptation et de résilience dépendent de la manière dont la culture et le patrimoine sont compris par les communautés, les régions et les États-nations. Le patrimoine est compris par les communautés, les régions et les États-nations. Le rôle de la culture et du patrimoine dans la lutte contre le changement climatique est particulièrement important au regard de l'interdépendance des êtres humains et des écosystèmes (y compris la biodiversité), des villes et de l'urbanisation, des pratiques d'utilisation et de gestion des terres et de l'eau, et de la gouvernance, y compris la justice climatique, le renforcement des capacités, l'équité et le bien-être. La reconnaissance et la valorisation des travaux qui mettent en lumière les contributions de la culture et du patrimoine à la compréhension et au traitement du changement climatique sont d'une importance capitale pour les démarches d'action climatique à tous les niveaux.

Ce document porte sur la culture ainsi que sur le patrimoine. Le terme « patrimoine » doit être interprété comme désignant à la fois le patrimoine naturel et culturel, immatériel et matériel. Il s'agit ici de surmonter les méthodologies actuelles qui établissent des distinctions entre les différents patrimoines ; en effet, une telle différenciation est complexe, voire problématique. Le patrimoine naturel est ici compris comme les éléments de l'environnement naturel, notamment la faune et la flore, les écosystèmes, les caractéristiques naturelles, les formations ou structures géologiques et géomorphologiques. Il comprend les sites naturels ayant une valeur pour les communautés en raison de leur importance scientifique, spirituelle, historique, esthétique ou toute autre signification sociale. Le patrimoine naturel contribue à la biodiversité et aux structures humaines, et peut être utilisé en tant que ressource naturelle.

Le patrimoine culturel est entendu comme l'expression matérielle et immatérielle des modes de vie développés par une communauté ou une société et hérités des générations passées. Il est, « dans son sens le plus large, à la fois un produit et un processus [des communautés et sociétés humaines] qui [leur] fournit un ensemble de ressources héritées du passé, créées dans le présent et mises à disposition pour le bénéfice des générations futures » (UNESCO, 2014). Le patrimoine culturel matériel comprend les sites archéologiques, les bâtiments, les structures et les monuments, les paysages, les collections muséales et les archives. Le patrimoine culturel immatériel comprend les pratiques, les représentations, les expressions, les connaissances, les compétences et les modes de connaissance – ainsi que les instruments, les objets et les espaces culturels qui leur sont associés – que les communautés, les groupes et, dans certains cas, les individus reconnaissent comme faisant partie de leur patrimoine culturel. Les spectacles, les cérémonies, la musique, la danse, l'art, les conceptions, les symboles et autres expressions artistiques et culturelles en sont des exemples. Le patrimoine culturel immatériel est parfois qualifié de « patrimoine vivant » dans la mesure où il est transmis tout en étant constamment recréé. En effet, les connaissances et les compétences sont en perpétuelle évolution. Elles sont constamment recréées par les populations et les groupes en fonction de l'environnement et pour interagir avec le reste de la nature et des personnes, passées et présentes. Certains éléments du patrimoine ont été classés, répertoriés ou inclus dans des inventaires par des instances gouvernementales ou professionnelles ; d'autres sont simplement reconnus comme tels par des groupes et des populations qui leur sont associés.

La culture et le patrimoine peuvent révéler des traces de variations paléoclimatiques, d'évolution sociale et de réponses humaines passées aux changements et aux stress environnementaux. Ils peuvent également refléter et incarner les connaissances contemporaines sur les environnements, l'utilisation

des terres et de l'eau et la bonne gestion des ressources acquises au fil des générations par les sociétés, les groupes et les populations. Par ailleurs, ils peuvent traduire des schémas et des événements ayant un impact sur le développement des peuples du monde, notamment les schémas historiques d'organisation sociale et politique (par exemple les injustices) ainsi que les pratiques relatives à l'agriculture, à la production d'autres biens et services, et les conséquences des activités passées d'extraction de ressources naturelles. La notion de transmission intergénérationnelle du patrimoine est essentielle.

Fruit d'une réunion internationale coparrainée, ce Programme mondial de recherche et d'action sur la culture, le patrimoine et le changement climatique consiste à considérer ces pratiques patrimoniales et culturelles comme une passerelle entre différents modes de connaissance, à incarner des connaissances héritées et accumulées au fil des générations et à servir de base pour l'action climatique. Pour ce faire, il faut reconnaître, respecter et mettre en œuvre une pluralité de systèmes de connaissances inhérents à la culture, au patrimoine et aux pratiques créatives.

Dans le présent Programme, « les personnes impliquées dans la culture et le patrimoine, y compris la compréhension du passé » incluent entre autres les chercheurs et les scientifiques (par exemple les archéologues, les anthropologues, les géographes, les géologues, les architectes, les conservateurs du patrimoine, les paléoclimatologues et autres chercheurs en sciences sociales et naturelles et en sciences humaines), les détenteurs de connaissances (tels que les membres des peuples autochtones et des populations locales), les praticiens, les femmes et les jeunes, ainsi que les personnes vivant au sein d'implantations informelles et d'autres acteurs marginalisés et vulnérables. Cela comprend les membres des communautés de la culture, du patrimoine, de la planification, de la création et de la conception, en plus des professionnels et des universitaires (par exemple des entreprises des secteurs privé et public, des organisations internationales et nationales, des organismes professionnels, des réseaux et des gestionnaires de sites et de musées de maisons historiques, la société civile et des décideurs politiques dans le domaine de la culture et du patrimoine).

Partie I : la réunion internationale coparrainée sur la culture, le patrimoine et le changement climatique – contexte et résumé

La proposition visant à organiser une réunion internationale coparrainée sur la culture, le patrimoine et le changement climatique répondait aux appels croissants en faveur d'une attention internationale à la culture, au patrimoine et au changement climatique. Ce fut notamment le cas du Comité intergouvernemental – établi en vertu de la Convention de 1972 de l'UNESCO concernant la protection du patrimoine mondial culturel et naturel –, qui a demandé en 2016 au Centre du patrimoine mondial et aux Organisations consultatives de collaborer avec le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) dans le but d'inclure dans les futurs rapports d'évaluation de celui-ci un chapitre spécifique sur le patrimoine mondial naturel et culturel. Ces appels ont permis de prendre la mesure de la compréhension largement insuffisante du rôle de la culture et du patrimoine dans la science du climat mondial et les réponses au changement climatique.

Un appel antérieur avait été lancé lors d'une table ronde organisée en 2015 à l'occasion de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC) COP21 à Paris. À cette occasion, le traitement du patrimoine culturel dans le cinquième cycle d'évaluation du GIEC a été abordé. Le présent

événement a été parrainé par le Conseil international des monuments et des sites (ICOMOS) et comptait parmi ses participants le Dr Youba Sokona, vice-président du GIEC, ainsi que des représentants du groupe de travail II du GIEC. Il a été motivé par la déclaration incluse dans le rapport de synthèse de la cinquième évaluation, selon laquelle « les pertes en termes de ... patrimoine culturel et de services écosystémiques, sont difficiles à valoriser et à monétiser, et sont donc mal reflétées dans les estimations de pertes ».

La Convention du patrimoine mondial de l'UNESCO est l'un des instruments du patrimoine culturel les plus reconnus au monde. La Convention, dont le titre complet est Convention concernant la protection du patrimoine mondial culturel et naturel, a été adoptée par l'UNESCO en 1972. Avec près de 200 États parties, elle est l'une des conventions internationales les plus largement ratifiées. La Convention fournit un cadre pérenne pour la coopération internationale en matière de sauvegarde du patrimoine culturel et naturel. Elle institue la notion spécifique de « patrimoine mondial », c'est-à-dire un patrimoine qui a une valeur pour l'humanité entière au-delà de sa spécificité locale ou nationale. La Convention est régie par le Comité du patrimoine mondial et l'Assemblée générale des États parties. Par la suite, la Convention de l'UNESCO pour la sauvegarde du patrimoine immatériel a été adoptée par l'UNESCO en 2003.

En 2016, lors de sa 40e session (Istanbul/UNESCO, 2016), le Comité du patrimoine mondial a recommandé que :

« Le Centre du patrimoine mondial renforce ses liens avec les autres organisations œuvrant dans le domaine du changement climatique, en particulier avec les secrétariats de la CCNUCC et du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), précisément en ce qui concerne les effets du changement climatique sur les biens du patrimoine mondial, et [a] demand[é] également aux États parties, au Centre du patrimoine mondial et aux Organisations consultatives [UICN, ICOMOS, ICCROM] de travailler en collaboration avec le GIEC dans le but d'inclure dans ses futurs rapports d'évaluation un chapitre spécifique sur le patrimoine mondial naturel et culturel.

(Décision 40 COM 7, paragraphe 15).

En 2017, l'ICOMOS et l'UNESCO ont proposé la tenue d'une réunion sur le patrimoine et le changement climatique coparrainée par le GIEC. Cela a conduit à la réunion internationale coparrainée sur la culture, le patrimoine et le changement climatique, ci-après dénommée « la réunion ». La proposition, d'abord avancée par l'ICOMOS, a été acceptée par les coprésidents des groupes de travail du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), approuvée par le Comité exécutif du GIEC en juin 2020, et le coparrainage confirmé par l'UNESCO en juillet 2020. Enfin, une note de synthèse collaborative a été finalisée pour la réunion, qui a eu lieu en ligne pendant cinq jours, du 6 au 10 décembre 2021. La réunion était coparrainée par le GIEC, l'UNESCO et l'ICOMOS, en partenariat avec l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN) et les Gouvernements locaux pour le développement durable (ICLEI).

L'objectif de cette réunion était de faire le point sur l'état des connaissances concernant les interactions entre la culture et le patrimoine et le changement climatique anthropique et de recenser les insuffisances s'agissant de la connaissance que nous avons de ces interactions. Une centaine de participants issus de milieux très divers ont assisté à cette réunion. Ils représentaient 40 pays répartis sur les six continents, avec 40 % de participants des pays du Sud et 61 % de femmes. Des chercheurs et des praticiens étaient présents (13 climatologues, 78 praticiens de la culture et du patrimoine et 7 praticiens des sciences naturelles).

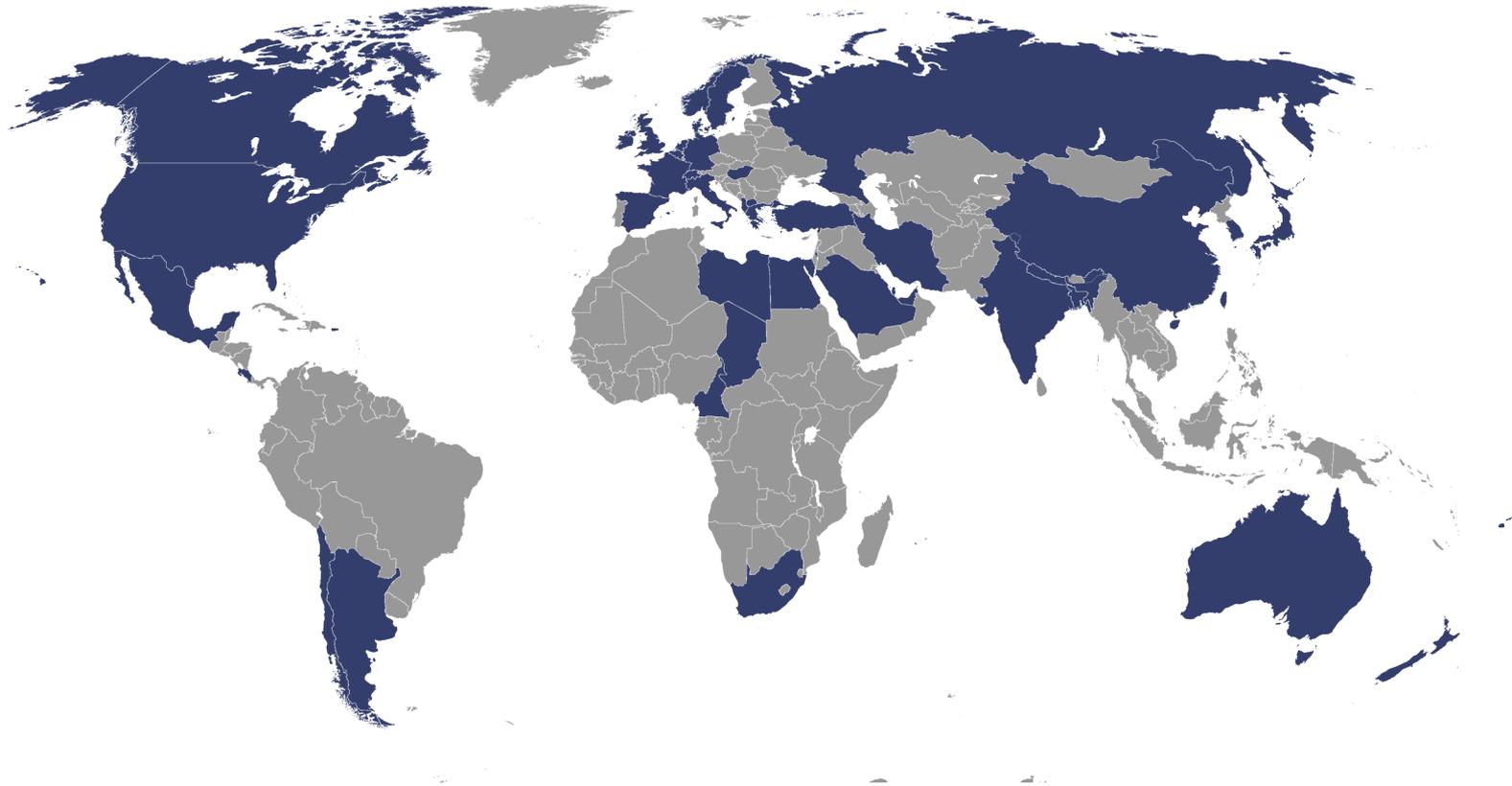


Illustration 1: Origine géographique des participants à la réunion d'experts

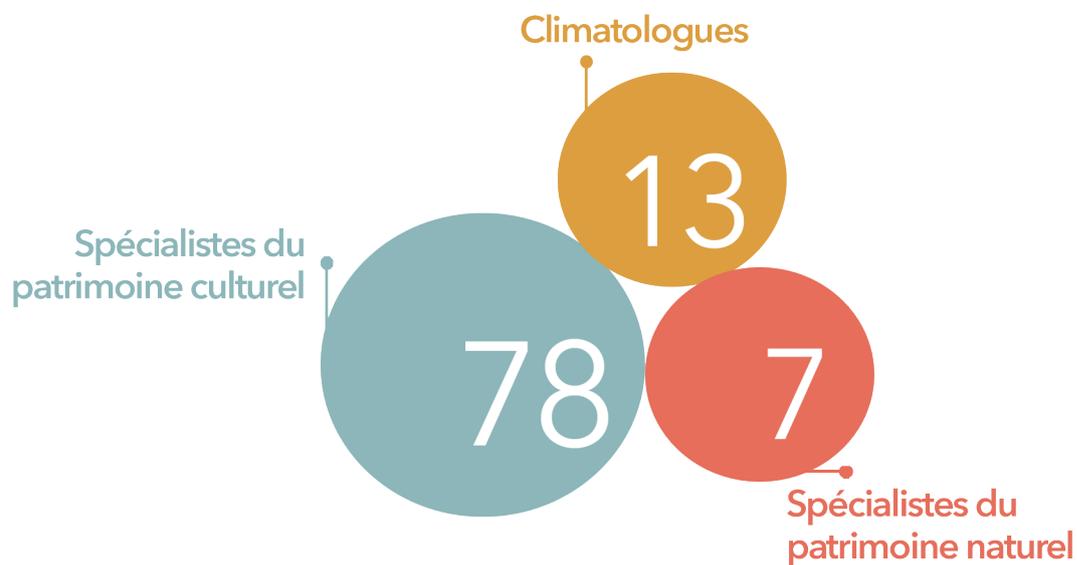
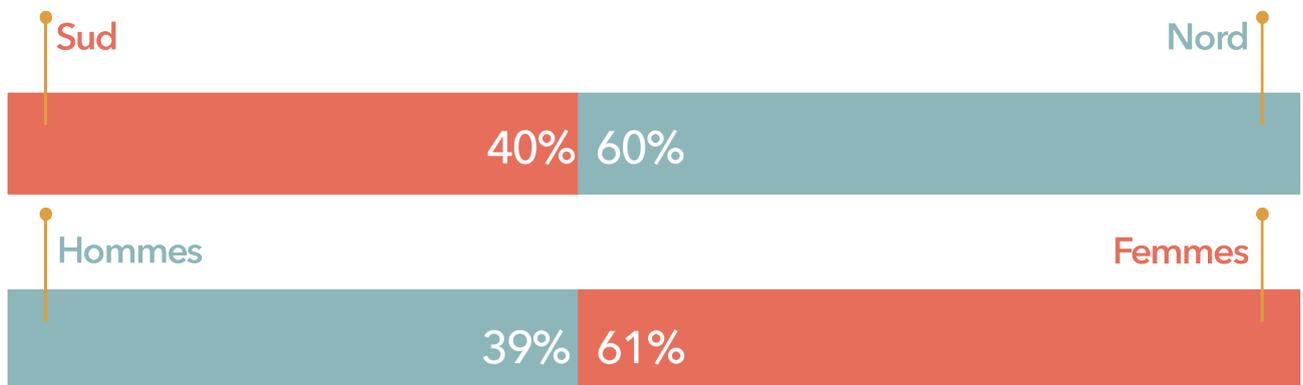


Illustration 2: Répartition des participants à la réunion

On comptait également des membres et des représentants des peuples autochtones et des populations locales.

Des rapports approfondis reprenant les contributions et les idées des participants ont constitué la base de ce Programme mondial de recherche et d'action sur la culture, le patrimoine et le changement climatique, ci-après dénommé « Programme du patrimoine en matière de climat », publié conjointement. L'étendue de l'expertise et des informations présentées lors de la réunion a mis en évidence le niveau significatif de connaissances et de travail réalisé et poursuivi par les peuples autochtones, la population locale, la communauté scientifique, les praticiens et la classe politique à travers le monde. Trois livres blancs, chacun ayant été confié à une équipe internationale d'experts, qui ont repris les questions scientifiques primordiales de la réunion (voir ci-dessous), et trois webinaires associés ont contribué à la réunion. La réunion proprement dite a consisté en trois débats publics, 15 ateliers et débats correspondants et deux jours de séances de débats avec une communication affichée, complétés par des échanges en ligne sur le site Web avant, pendant et après la réunion.

Les messages clés (MC) énoncés dans ce Programme du patrimoine en matière de climat identifient les insuffisances en matière de connaissances ainsi que les thèmes et les éléments d'action conçus pour contribuer à la croissance des capacités mondiales en reliant la culture, le patrimoine et l'action climatique. Ce programme a été élaboré afin de soutenir les parties concernées pour élaborer des plans directeurs, des propositions de financement et de plans d'action visant à favoriser la recherche et les collaborations, ainsi que pour susciter d'autres contributions, notamment des publications évaluées par des pairs et autres publications appropriées, des ressources de formation et de renforcement des capacités et tout autre document, en particulier qui émanent des peuples autochtones et de la population locale. Ce programme encourage la coopération qui réunit des systèmes de connaissances multiples et souligne l'importance d'autres modes de connaissance dans notre réponse au changement climatique.

Ce document comprend trois parties :

1. Un résumé des thèmes, du déroulement et des débats de la réunion
2. Les insuffisances en matière de connaissances et les mesures à prendre déterminées lors de la réunion
3. La réalisation des programmes de recherche et d'action issus de la réunion

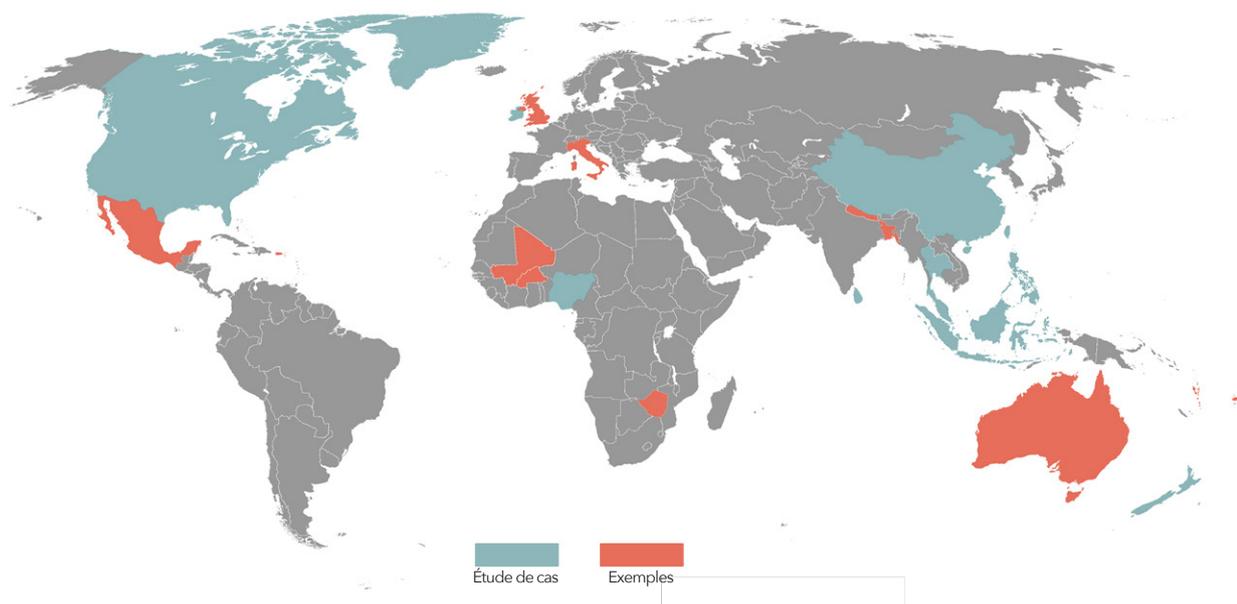


Illustration 3: Répartition mondiale des études de cas et des exemples fournis dans le présent programme

Tous les encadrés et exemples d'études de cas présentés dans le programme ont été examinés lors de la réunion et sont présentés ici avec l'accord des participants à la réunion qui ont participé aux travaux. Ils illustrent les messages clés et représentent l'importance de la culture et du patrimoine dans la compréhension et la lutte contre le changement climatique.

SOMMAIRE DES ÉTUDES DE CAS SÉLECTIONNÉES

13 études de cas ont été sélectionnées dans divers pays et régions du monde

Pays	Étude de cas	Thème
 Dimension mondiale	Étude de cas 1: Cette étude présente le rôle des villes dans l'action et le programme climatiques en s'appuyant sur les travaux de la Conférence internationale sur les villes et le changement climatique coparrainée par le GIEC.	3
 Nouvelle-Zélande Aotearoa	Étude de cas 2: Intégration du Te Ao Māori (savoir autochtone) dans la planification de l'adaptation des grandes villes au changement climatique	1 3
 Canada Inuit Nunangat	Étude de cas 3: Impacts du changement climatique sur le patrimoine inuit dans l'Inuit Nunangat (Arctique canadien) et collaborations engagées pour aborder ces questions collectives	1 2 3
 Irlande	Étude de cas 4: Cette étude présente le travail effectué par le gouvernement irlandais pour mieux intégrer le changement climatique au plan national du patrimoine bâti et archéologique	2
 Japon	Étude de cas 5: Utilisation et conservation des connaissances écologiques traditionnelles liées aux déversoirs de marée en pierre	1 2 3
 États-Unis d'Amérique	Étude de cas 6: Rôle des pratiques traditionnelles de brûlage dans la conservation des forêts de chênes du Sud-Ouest des États-Unis d'Amérique	1 2 3
 Chine	Étude de cas 7: Efficacité des connaissances locales dans l'adaptation des grands et complexes paysages culturels des rizières en terrasses des Hani de Honghe	1 3
 Népal	Étude de cas 8: Description de la collaboration entre les institutions occidentales et les communautés népalaises pour faire face à l'impact des catastrophes naturelles sur Katmandou	1 2 3
 Nigeria	Étude de cas 9: Impact du changement climatique sur les communautés côtières d'Ogun et comment les connaissances locales et traditionnelles sont adaptées pour réduire les graves impacts	1 2 3
 Sri Lanka	Étude de cas 10: Comment l'autonomisation des femmes en matière d'action climatique a renforcé les connaissances locales et la résilience climatique	1 3
 Macao Chine	Étude de cas 11: Revitalisation des compétences traditionnelles pour contrer les impacts du changement climatique et de l'urbanisation galopante sur l'architecture urbaine historique	1 2 3
 Philippines	Étude de cas 12: Utilisation de la technologie autochtone des murs en pierre dans l'adaptation au climat et transposition en milieu urbain	1 3
 Asie du Sud-Est	Étude de cas 13: Recours maladapté à l'agriculture traditionnelle sur brûlis et nécessité de mieux adapter les pratiques traditionnelles par une méthode maîtrisée	1 2 3

1 Systèmes de connaissances 2 Impacts 3 Solutions

Résumé des thèmes, du déroulement et des débats de la réunion

Le mandat de la réunion consistait à aborder trois questions scientifiques primordiales et deux questions transversales :

1. Liens systémiques entre culture, patrimoine et changement climatique (Systèmes de Connaissances)

- Nature et portée de la représentation des diverses formes et échelles de la culture et du patrimoine dans la documentation et les évaluations relatives au climat
- Intégration de divers systèmes de connaissances, notamment les systèmes de connaissances autochtones, dans les domaines de la recherche et de la réponse au changement climatique
- Histoire du changement climatique et son inscription dans l'histoire de toutes les sociétés ; nature et portée des contextes historiques, sociaux et culturels de l'Anthropocène

2. Pertes, préjudices et adaptation de la culture et du patrimoine (Impacts)

- Impacts du climat sur la culture et le patrimoine, notamment les méthodes de description de la vulnérabilité de la culture et du patrimoine à ces impacts
- Méthodes d'adaptation et de préservation de la culture et du patrimoine, notamment la compréhension de l'importance de la priorisation des actions et des approches en la matière
- Compréhension et approches en matière de pertes et de changements

3. Rôles de la culture et du patrimoine dans le changement évolutif et les avenir alternatifs durables (Solutions)

- Capacité des bâtiments historiques, des paysages et de l'utilisation traditionnelle des terres à piéger le carbone
- Le patrimoine culturel et naturel en tant que source de résilience ou de refuge en cas de catastrophe
- Le patrimoine comme source d'inspiration pour l'art, la cohésion, la compréhension et l'action sur le climat

4. Questions transversales : a) La gouvernance culturelle ; b) La capacité à tirer les leçons du passé

- Qui décide de ce qu'est le patrimoine?
- Comment la connaissance du patrimoine est-elle gérée?
- Quand patrimoine et conflits se rencontrent
- Utilisation des données et des connaissances du passé dans les modèles et les politiques climatiques
- Trouver un terrain d'entente entre les approches climatiques et patrimoniales des sujets de recherche

Pour faire le point sur l'état des connaissances concernant ces questions primordiales et pour stimuler la réflexion, trois livres blancs ont été commandés avant la réunion (annexe B). Les thèmes des livres blancs sont alignés sur les questions scientifiques primordiales convenues et décrites ci-dessus et ont permis de développer les sujets et les considérations abordés lors de la réunion. Ces thèmes sont présentés ci-dessous.

Thème 1 : Liens systémiques entre culture, patrimoine et changement climatique (Systèmes de Connaissances)

Comme le souligne le livre blanc sur les systèmes de connaissance, ceux-ci peuvent être « définis comme des ensembles d'agents, de pratiques et d'institutions qui interagissent et organisent la génération, le transfert et l'utilisation des connaissances » et comme « des ensembles complexes de valeurs, de pratiques et d'institutions liées entre elles, ainsi que des croyances, visions du monde, émotions et perceptions ». (Orlove et coll. 2022). Il est possible de transcender les différents systèmes de connaissances (les connaissances autochtones, les connaissances locales, les connaissances des praticiens et les connaissances scientifiques) et de renforcer la volonté des individus et des groupes issus de différents systèmes de connaissances à collaborer pour faire face à la menace largement reconnue du changement climatique.

Les débats relatifs au Thème 1 ont porté sur ces considérations et ont été axés sur les sujets suivants :

- 1) Systèmes de connaissances, ampleur et interprétation du changement climatique
- 2) Nouvelles conditions, nouvelles connaissances
- 3) Défis et perspectives en matière d'intégration des systèmes de connaissances

Thème 2 : Disparition, dommages et adaptation de la culture et du patrimoine (Impacts)

Le livre blanc sur les impacts a mis en évidence un déséquilibre mondial quant à la compréhension de ces impacts, résultat d'une vision incomplète des conséquences du changement climatique sur la culture et le patrimoine dans le monde. Il a souligné l'importance des pertes et préjudices au regard de l'action climatique et comment ce déséquilibre en matière de compréhension des impacts entraîne une reconnaissance inégale et incomplète des pertes non économiques. Cette dynamique est encore exacerbée par la littérature actuelle, qui évalue principalement l'exposition au changement climatique en s'appuyant sur les données disponibles ; cela engendre un parti pris pour le patrimoine classé et protégé ainsi que pour les zones dans lesquelles le patrimoine est bien documenté et bien décrit. Dans l'ensemble, le livre blanc note que les implications du changement climatique pour la culture et le patrimoine sont diverses et complexes. Cela est dû à la variété des changements climatiques et environnementaux mondiaux, auxquels s'ajoutent des facteurs anthropiques locaux soulignant « le besoin urgent de promouvoir une compréhension et une utilisation collectives des représentations de l'incertitude et de la probabilité, tant au sein du GIEC que dans les domaines relatifs au patrimoine, en accord avec les communautés plus larges concernées, afin de favoriser la collaboration et le rayonnement interdisciplinaires » (Simpson et coll. 2022).

Les débats du thème 2 ont porté sur toutes ces considérations, avec un accent particulier sur les sujets suivants:

- 1) Compréhension collective de l'incertitude
- 2) Identification des facteurs communs de vulnérabilité et de résilience
- 3) Impacts, ampleur et interprétations du changement climatique

¹This report utilises the definitions of 'Loss and Damage' and 'losses and damages' used in the Glossary to the 2022 IPCC WGII report, namely, 'Loss and Damage (capitalised letters)' refers to the political debate while 'Lowercase letters (losses and damages) have been taken to refer broadly to harm from (observed) impacts and (projected) risks and can be economic or noneconomic'. See IPCC, 2022: Annex II: Glossary [Möller, V., J.B.R. Matthews, R. van Diemen, C. Méndez, S. Semenov, J.S. Fuglestedt and A. Reisinger (eds.)]. In: Climate Change 2022: Impacts, Adaptation and Vulnerability. Contribution of Working Group II to the Sixth Assessment Report of the Intergovernmental Panel on Climate Change [H.-O. Pörtner, D.C. Roberts, M. Tignor, E.S. Poloczanska, K. Mintenbeck, A. Alegría, M. Craig, S. Langsdorf, S. Lösschke, V. Möller, A. Okem and B. Rama (eds.)]. Cambridge University Press.

Thème 3 : Rôles de la culture et du patrimoine dans le changement transformateur et les avenirs alternatifs durables (Solutions)

Le livre blanc sur les solutions laisse entendre que les solutions scientifiques sont susceptibles d'être intimement liées sur les plans social, économique, politique et culturel. Ainsi, « la mobilisation de la force affective du patrimoine devient un outil potentiellement puissant pour organiser l'action climatique – bien que cela implique de mettre l'accent sur une conception différente du patrimoine, moins soucieuse des passés nationaux que de la volonté humaine collective ». (Shepherd et coll. 2022).

Pour établir des priorités en matière de changement, il faut comprendre ce que les individus apprécient et ce qu'ils sont prêts à changer ou pas. Les valeurs sont souvent implicites ou non formulées ; l'identification explicite des valeurs peut améliorer les performances en matière d'atténuation et d'adaptation. Avec ce thème, on a étudié comment la culture et le patrimoine peuvent aider les personnes et les populations à imaginer et à concrétiser un avenir à faible émission de carbone, juste et résilient au regard du changement climatique. Le passé peut être une ressource clé dans ces efforts, témoignant de millénaires de résilience humaine et d'adaptation aux changements environnementaux et climatiques.

Les débats du thème 3 ont porté sur toutes ces considérations, avec un accent particulier sur les sujets suivants :

- 1) La justice climatique
- 2) Les impacts et le renforcement des capacités
- 3) La force du patrimoine

Dans le cadre de la réunion, les participants ont été invités à réfléchir à la manière dont nous pourrions : renforcer la résilience, l'action et le soutien en matière d'adaptation et d'atténuation ; comment mieux maîtriser les méthodologies, les indicateurs et les ensembles de données, les différentes formes de données et de faits ; repenser la planification et la mise en œuvre de l'action climatique nationale ; et disposer de rapports et de moyens de communication améliorés.

Les domaines d'entrée envisagés sont les suivants : réseaux terrestres et d'eau douce ; villes et établissements humains ; océan, côtes et zones intertidales ; patrimoine et sécurité liés à l'eau ; sécurité alimentaire et agriculture ; santé et bien-être ; économies et moyens de subsistance. Un accent particulier a été mis sur les villes et zones urbaines et leur gouvernance en raison de leur culture et patrimoine complexes, de la « forte proportion des émissions mondiales de gaz à effet de serre ... générées par les activités urbaines » (Revi et coll., 2014), et des possibilités pour favoriser les changements évolutifs. Le rapport du groupe de travail III du GIEC intitulé Résumé à l'intention des décideurs indique que « la part mondiale des émissions qui peut être attribuée aux zones urbaines est en augmentation » et que « les facteurs d'émissions urbaines de gaz à effet de serre sont complexes et comprennent la densité de population, les revenus, l'état d'urbanisation et la forme urbaine ».

L'étude de cas de l'encadré 1 décrit certaines synergies et insuffisances des connaissances sur la relation entre la culture et le patrimoine et l'adaptation transformatrice du climat urbain, l'atténuation et le développement durable résilient face au changement climatique.

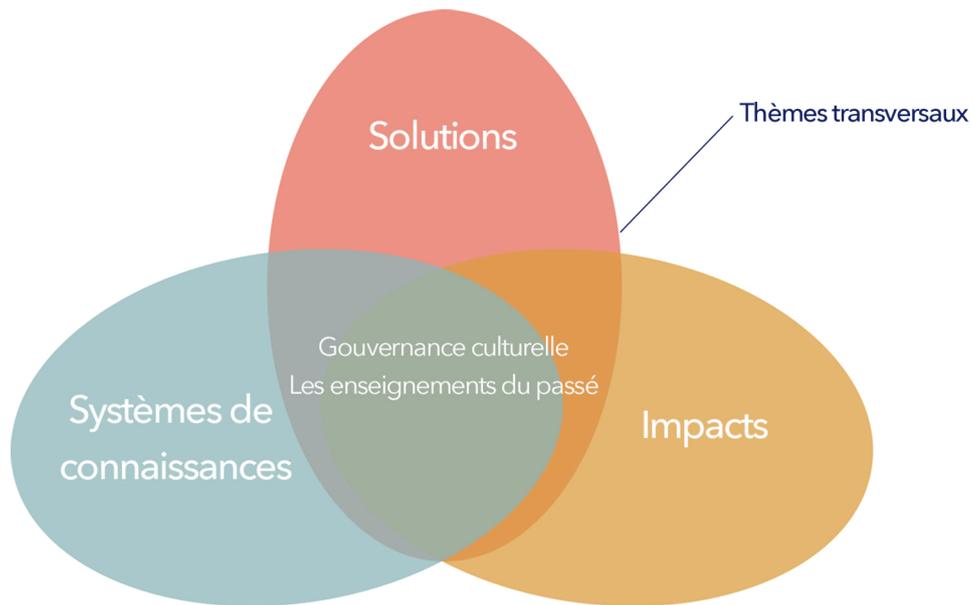


Illustration 5: Représentation de la relation entre les différents sous-thèmes

Étude de cas, Encadré 1

Les villes en tant que moteurs de transformation pour la durabilité mondiale dans le monde urbain du XXI^e siècle

Auteurs : Yunus Arikan, ICLEI ; Andrew Potts, Climate Heritage Network



Lors de sa 43^e session, en 2016, le GIEC a convenu de préparer un rapport spécial sur les villes dans le cadre de son 7^e rapport d'évaluation et de convoquer une réunion spéciale en vue du processus préparatoire. La conférence internationale coparrainée par le GIEC relative aux villes et à la science des changements climatiques s'est tenue en mars 2018 et s'est conclue par le Programme mondial de recherche et d'action relatif aux villes et à la science des changements climatiques. Le GIEC a pris note de ce rapport, dont une version complète a été publiée par le Programme mondial de recherche sur le climat en 2019.

Selon le Programme mondial de recherche et d'action relatif aux villes et à la science des changements climatiques, les actions visant à lutter contre le changement climatique par l'adaptation et l'atténuation au niveau des villes contribueront de manière déterminante aux efforts nationaux visant à respecter les engagements internationaux. Ces actions reposent sur trois piliers : les questions transversales et les insuffisances en matière de connaissances, les principaux domaines de recherche thématiques et les approches de mise en œuvre envisagées. En 2021, « l'histoire et le patrimoine culturel » ont été ajoutés en tant que domaines thématiques lors de la conférence Innovate4Cities 2021 et plusieurs insuffisances en matière de recherches futures ont été répertoriées.

Le contexte urbain présente des défis de taille car les villes sont en première ligne face aux problèmes tels que l'inégalité et le besoin d'institutions transparentes. En tant qu'entités socialement construites, les villes constituent sans doute également l'une des plus grandes réalisations de l'humanité pour élaborer des solutions d'avenir. En effet, des anciennes cités de Mésopotamie aux métropoles d'aujourd'hui, les villes ont rassemblé et rassemblent toujours des personnes créatives et actives.

En s'appuyant sur les données relatives au rôle de la culture et du patrimoine en matière de changement climatique dans les zones urbaines, certaines des synergies et des insuffisances relevées lors de la réunion (2022) ont été dégagées :

- La capacité des méthodologies patrimoniales et des approches sensibles à la culture à parvenir à une inclusion plus équitable des divers individus et communautés dans les processus de prise de décision en matière d'adaptation et d'atténuation à l'échelle urbaine.
- Les différentes strates du milieu bâti urbain, notamment les sites archéologiques et patrimoniaux, constituent des sources d'informations sur la manière dont les humains vivent dans des agglomérations ont fait face aux changements environnementaux au cours des époques. Non seulement ces données scientifiques doivent être mieux regroupées, mais la non-utilisation des données existantes laisse également supposer l'existence de « mises en œuvre insuffisantes ».
- La culture et le patrimoine sont des clés pour comprendre : la dimension spatiale des villes et son interaction avec l'économie circulaire ; la mobilité et l'accessibilité piétonnière ; l'autosuffisance locale ; la gastronomie et les modes de vie sains. Il est nécessaire d'établir de meilleurs liens entre

- a) ces dimensions culturelles de l'aménagement et de l'urbanisme et
- b) les mesures d'atténuation et d'adaptation au changement climatique.

- Les recherches montrent que les changements touchant les normes culturelles sous-jacentes sont plus difficiles à réaliser que les changements de comportement transitoires. Cependant, une fois établis, ils sont susceptibles d'être plus durables et de favoriser un plus large éventail de modes de vie à faible émission de carbone. Il faut davantage de connaissances et de réalisations pour montrer comment les dimensions culturelles et patrimoniales de la vie urbaine – tant la forme matérielle que les relations sociales – affectent la consommation, influencent la capacité d'adaptation et recourent la possibilité d'un développement résilient au changement climatique.

À l'approche de la COP26, la « culture circulaire » est apparue comme une notion novatrice et une approche pouvant répondre à l'urgence climatique. Dans l'ensemble, les données examinées ont souligné la nécessité de nouveaux partenariats, de nouveaux liens et de nouvelles recherches à l'appui d'un rôle plus important accordé à la culture et au patrimoine dans la science du changement climatique des villes. Il sera essentiel que ce rôle plus important se concrétise dans les prochaines phases de mise en œuvre de l'Accord de Paris avec la reconnaissance de l'action coopérative à plusieurs niveaux dans le Pacte climatique de Glasgow ainsi que dans la définition de la portée et la publication du prochain rapport spécial sur les villes et le changement climatique du 7e rapport d'évaluation (AR7).



Illustration 6: Représentation de la notion de culture circulaire élaborée par Eurocities. La vision de la culture

²La culture circulaire est définie comme « la culture en tant que lien entre l'économie, la nature, la justice sociale et l'histoire » (Eurocities, 2022).



Partie II : Insuffisances en matière de connaissances et mesures à prendre déterminées lors de la réunion

1. Insuffisances en matière de connaissances transversales et de mesures à prendre

Une série de questions transversales qui doivent être abordées à tous les stades de l'action climatique a été identifiée lors de la réunion. Il s'agit notamment de la reconnaissance et de l'inclusion de la diversité, du rôle, de la fonction et de la valeur de tous les systèmes de connaissances ; de la coproduction de la recherche et de la conception des politiques et de leur mise en œuvre ; de l'évaluation et de l'apprentissage. Il est essentiel de disposer de plusieurs méthodes de connaissance et de mesure du changement climatique pour comprendre l'ampleur et la portée des impacts de celui-ci, des pertes et des préjudices, notamment en matière de culture et de patrimoine, ainsi que le rôle que la culture et le patrimoine peuvent jouer en faveur de perspectives d'avenir durables.

a. Approches globales et inclusives de la culture, du patrimoine et du climat

L'étude de réponses alternatives et durables au changement climatique nécessite de toute urgence des approches globales et inclusives de la culture et du patrimoine au potentiel libéré pour que les individus conçoivent et concrétisent un avenir résilient face au changement climatique. Cette démarche peut être facilitée par la reconnaissance et la prise en compte des divers systèmes de connaissance (c'est-à-dire les modes de connaissance, de mesure et de documentation) et de la manière dont chacun de ces modes de connaissance appréhende la relation et les interrelations entre les systèmes humains et naturels. La participation véritable à la prise de décision et au renforcement des capacités de manière à promouvoir la diversité, l'inclusion et la justice passe par la collaboration entre les climatologues, les peuples autochtones et la population locale, les autorités, le secteur privé, les praticiens de la culture et du patrimoine, les professionnels et les décideurs politiques dans tous les systèmes humains et naturels. Plus précisément, la participation véritable répond à la nécessité d'éviter les silos et de reconnaître la pluralité et l'inclusivité des systèmes de connaissances, en supprimant toute raison de privilégier un système plus qu'un autre. Les personnes impliquées dans la culture et le patrimoine, y compris dans la compréhension du passé, peuvent aider à aborder les perspectives et les obstacles au sein des cadres de gouvernance et des cadres juridiques.

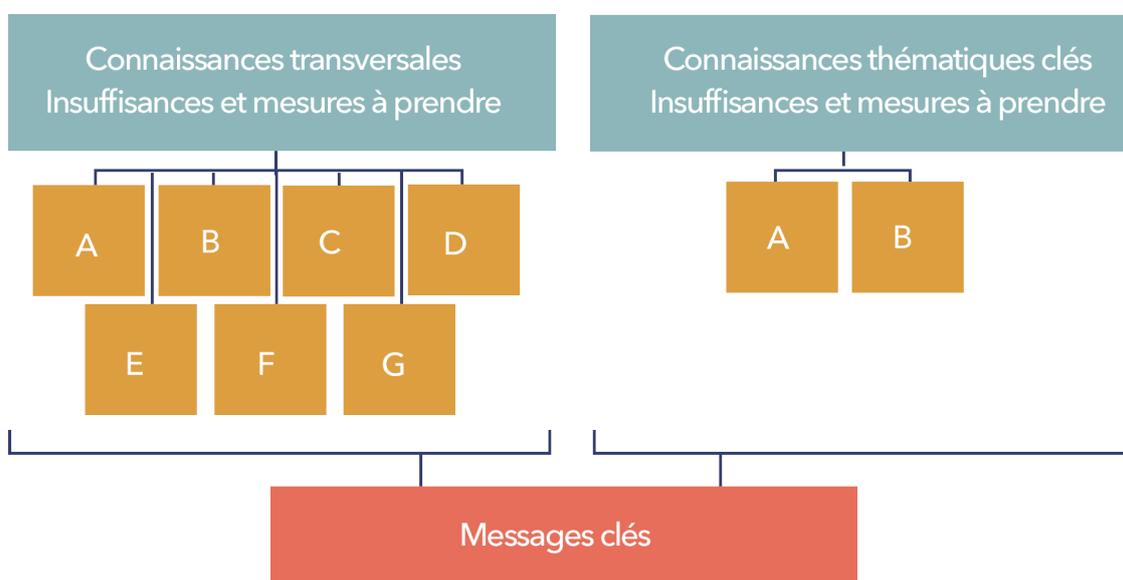


Illustration 7 : Relation entre les différents thèmes et questions plus larges soulevés lors de la réunion, et comment ils ont été synthétisés en messages clés

Message clé (ci-après MC) 1 :

Les collaborations en matière de climat et de culture doivent partir du principe que toutes les voix et tous les systèmes de connaissances ont la même valeur en matière de rôle, de fonction, de caractère distinctif et de contribution à la lutte contre le changement climatique et les problèmes émergents.

Les droits et la capacité des peuples autochtones et des populations locales à participer à des actions sur un pied d'égalité avec les autres parties prenantes ont notamment été longtemps bafoués, et cela est à l'origine d'un déséquilibre qui doit être davantage reconnu lors de la planification d'actions collectives en faveur du climat. Des protocoles pour la protection, la promotion et la collaboration entre divers systèmes de connaissances (y compris les modes de connaissance et les pratiques des peuples autochtones et des populations locales) existent et peuvent être promus par des approches participatives et collaboratives. Ce changement de paradigme impliquerait de passer d'un modèle où les connaissances et les préoccupations des peuples indigènes sont présentées et réinterprétées de manière objective à un modèle laissant toute latitude pour que ces peuples partagent leurs connaissances et leurs expériences selon leur propre vision du monde, et ce, sur un pied d'égalité. De nouvelles approches en matière de conception des systèmes de gestion et de prise de décision (y compris les appels d'offres et les contrats) peuvent renforcer et appuyer divers systèmes de connaissances, par exemple grâce à des approches de coproduction. Cela demande un examen continu et critique des approches existantes et de la prise en compte des enjeux (tels que le consentement libre, préalable et éclairé ; les droits de propriété intellectuelle ; les droits fonciers ; la reconnaissance du droit coutumier ; la reconnaissance de la souveraineté autochtone), ainsi que leur capacité à évoluer pour aborder les questions émergentes de manière efficace et inclusive. Au cours de la réunion, Chrissy Grant (aborigène Kuku Yalanji du clan Jalun-Warra et insulaire du détroit de Torres [Mualgal de Kubin, sur l'île de Moa]) a évoqué les activités menées dans la Grande Barrière de Corail qui donnent la priorité au consentement, lequel doit être demandé et accepté dès le départ – a) pour s'assurer que les peuples indigènes ne sont pas désavantagés de quelque manière en raison de la divulgation ou de l'utilisation de leurs connaissances sans leur consentement, et b) pour s'assurer que ces peuples bénéficient du partage de leurs connaissances grâce au renforcement des capacités et au partage des informations dans leurs systèmes également (comm. Pers. Grant, 2021).

MC2:

Les décideurs des autorités nationales, infranationales et locales en matière de politique climatique doivent collaborer avec les chercheurs, les professionnels de la culture et les détenteurs de connaissances locales de manière anticipée pour reconnaître, traduire et intégrer les données sur les dimensions sociales, culturelles, spirituelles et naturelles afin d'éviter toute appréhension et analyse en silo de l'action et de la pratique climatiques, et pour élaborer et améliorer une politique globale, équitable et inclusive fondée sur des éléments factuels.

Des données provenant de divers systèmes de connaissances fournissent des informations sur les systèmes humains et naturels passés et présents quant aux implications de certaines mesures, telles que les synergies et les compromis, ainsi que le rôle que les acteurs de la culture et du patrimoine peuvent jouer dans ce domaine. Les entités gouvernementales, nationales et locales, dans des domaines tels que la planification climatique, la conservation de la nature, la culture ou l'environnement, sont souvent cloisonnées, ce qui empêche d'aborder les questions de manière intégrée, notamment s'agissant des aspects géographiques, les dimensions sociales et culturelles, les facteurs écologiques, économiques, techniques et de développement. Ceci est particulièrement évident au regard des structures de gouvernance, juridiques ou gestionnaires qui séparent artificiellement nature et culture et qui accentuent la partition des aspects matériels et immatériels de la culture. Au Népal, par exemple, les travaux effectués à la suite du séisme de Gorkha, en 2015, ont été confrontés à des difficultés car les systèmes de connaissances autochtones pluriels n'étaient pas articulés avec les systèmes gouvernementaux et universitaires ; cela a entraîné de grandes difficultés sur le plan du partage et de la diffusion de l'information et du dimensionnement du projet (comm. pers. Coningham, 2021). Les approches intersectorielles, intégratrices et paysagères permettent de considérer les zones de manière plus globale afin de mieux soutenir la planification et les réponses climatiques. Ces approches peuvent contribuer à une application efficace des réussites et des pratiques d'une localité avec ses spécificités à une autre, ainsi qu'à une évaluation de l'impact potentiel des interventions sur les cultures locales. L'étude de cas de l'encadré 2 donne un exemple de différents plans sectoriels pris en compte dans la planification du patrimoine afin de faciliter cohérence et vision stratégique entre les différentes politiques sectorielles. Il s'agit d'une initiative d'autonomisation dans laquelle les premiers peuples de Nouvelle-Zélande, les Māori (tangata whenua), travaillent aux côtés des autorités locales pour élaborer des plans d'adaptation avec une vision partagée.

MC3:

Il convient que scientifiques et chercheurs en sciences sociales et naturelles collaborent de manière anticipée avec les peuples autochtones et la population locale par une démarche de coproduction et qu'ils reconnaissent la valeur des pratiques de recherche traditionnelle en ce qu'elles contribuent à la compréhension des questions patrimoniales liées au climat au même titre que les approches scientifiques.

Pour ce faire, il est nécessaire de reconnaître l'intégrité des systèmes de connaissances et leur large éventail d'éléments, notamment la dimension spirituelle, éléments qui fournissent un cadre global pour relever les défis du patrimoine liés au climat. Des signes incessants d'inégalité et d'absence de reconnaissance des populations et connaissances locales sont constatés dans le monde entier. Par exemple, dans les Caraïbes, à Porto Rico, l'absence de reconnaissance ou d'intégration des connaissances des populations locales est fréquente dans la planification de la gestion. Ainsi, ces points de vue, ces expériences et ces situations sont largement ignorés ou absents – notamment après des catastrophes et des situations d'urgence telles que les ouragans dévastateurs (comm. pers., Flores Román 2021). À l'inverse, un exemple de projet co-conçu avec des groupes autochtones ou la population locale est démontré par l'étude de cas de l'encadré 3.



Plan d'action climatique coproduit, Aotearoa/Nouvelle-Zélande

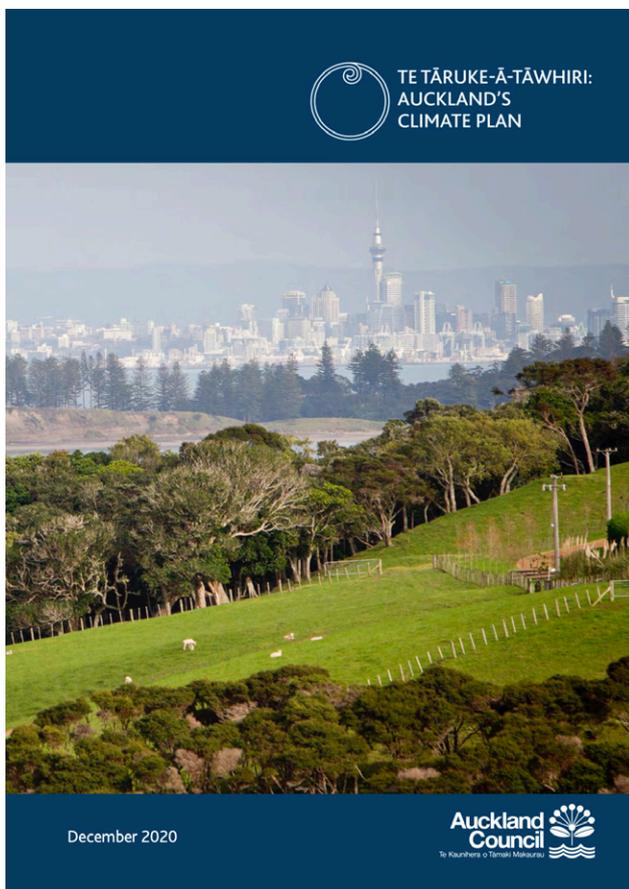


Région de l'étude de cas: [Nouvelle-Zélande](#), Pacifique Sud

Auteurs : Sarah Forgesson, University College, Londres ; Helen McCracken, JSC-ANZCOR

En Nouvelle-Zélande, on s'efforce continuellement, avec plus ou moins de succès, de recenser et d'intégrer les iwi (tribus) locales dans les plans d'adaptation. Le cas le plus notable est celui de la plus grande ville de Nouvelle-Zélande, Auckland, dans laquelle les habitants se mobilisent autour de missions aux conceptions différentes, mais avec une vision commune. En recourant et en adaptant le *Dynamic Adaptive Pathways Planning (DAPP)*, conçu initialement aux Pays-Bas, le Conseil d'Auckland, en collaboration avec les iwi Tāmaki Makaurau, a élaboré le « Te Tāruke-ā-Tāwhiri : plan d'action climatique d'Auckland » (Conseil d'Auckland, 2020).

Le plan reconnaît l'importance des connaissances indigènes et des « *mana whenua* en tant que premiers peuples de Tāmaki Makaurau (nom indigène d'Auckland) et partie intégrante du tissu écologique et culturel de la région ». Pour faire suite au Plan, les *mana whenua* ont élaboré un cadre pour le bien-être Te Ao Māori dénommé Te Ora ō Tāmaki Makaurau, à mettre en œuvre conjointement avec Te Tāruke-ā-Tāwhiri.



D'un point de vue Te Ao Māori nous devons considérer l'équité et la justice selon la perspective de la nature, des lieux et des personnes. Il est essentiel de reconnaître les droits et les intérêts de la nature, des lieux et des personnes dans une perspective d'ensemble de systèmes vivants.

Extrait du plan, page 12.

b. Gouvernance et cadres institutionnels

La gouvernance et les cadres institutionnels comportent plusieurs niveaux en ce sens qu'ils couvrent plusieurs niveaux hiérarchiques ou horizontaux, impliquent une série d'intervenants et se rapportent à une variété de questions et d'aspects. Les personnes impliquées dans la culture et le patrimoine, y compris dans la compréhension du passé, sont en mesure de mettre en perspective les tensions liées aux questions de légitimité, d'appropriation et d'inclusivité qui s'expriment dans les structures de gouvernance et les cadres institutionnels. Il s'agit notamment d'étudier la répartition historique et actuelle des pouvoirs, de déterminer pourquoi et comment cette répartition a été rendue possible par les formes existantes d'enchaînements historiques et d'examiner les conséquences passées et présentes de ces inégalités sur la capacité décisionnelle des divers intervenants. La complexité de la gouvernance et des cadres institutionnels est encore accrue par l'échelle géographique (c'est-à-dire par la reconnaissance de la culture et du patrimoine à l'échelle internationale, régionale, nationale et locale) et par ses conséquences en matière de limitation, par exemple sur les aspects suivants : le mandat et le pouvoir d'une agence, la participation à la prise de décision, l'accès aux financements ou la représentation, en raison de formes alternatives (et non reconnues) de structures de gouvernance. Cette gouvernance et ces cadres peuvent radicalement marginaliser divers intervenants en perpétuant les disparités de pouvoir au sein des structures.

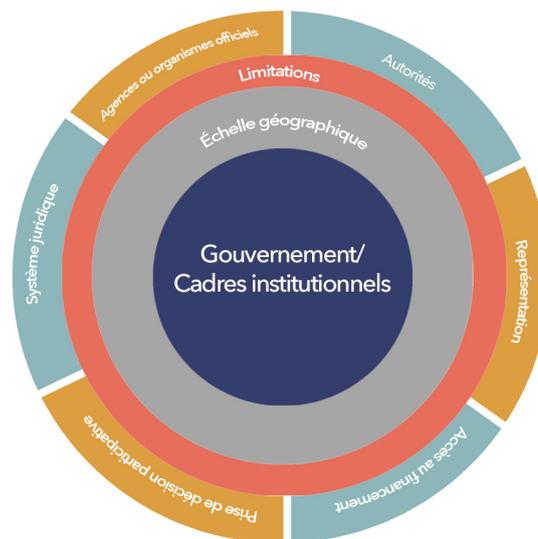


Illustration 8: Illustration de la manière dont les cadres gouvernementaux et institutionnels sont affectés par l'échelle géographique (c'est-à-dire par la manière dont la culture et le patrimoine sont reconnus au niveau international, régional et local)

MC4:

Les facteurs qui privent certains intervenants de leurs droits et éloignent les groupes et les individus de la culture, du patrimoine et de la planification du changement climatique doivent être traités afin de renforcer la diversité.

Les différents intervenants et groupes de différentes régions vivent des expériences diverses auxquelles la gouvernance et les cadres institutionnels doivent répondre, ce qui implique l'inclusion effective de cultures, d'intérêts et de voix plurielles dans la planification, la prise de décision, le suivi et la révision des activités. De nombreuses méthodologies de recensement et de documentation du patrimoine tiennent compte du fait que la contestation identitaire et la diversité des valeurs font partie intégrante du processus, même si la pratique doit être améliorée ici et là. De plus, ces pratiques devront s'étendre aux valeurs qui appuient l'action climatique et devront renforcer le soutien aux populations traditionnelles et associées dans leur

Étude de cas, Encadré 3 :

L'impact du changement climatique sur le patrimoine inuit

Région de l'étude de cas : **Canada/Inuit Nunangat (l'Arctique canadien)**, Amérique du Nord
Auteur : Max Friesen, Université de Toronto



Deux organisations autochtones de l'Inuit Nunangat (Arctique canadien) et l'archéologue arctique Max Friesen (université de Toronto) collaborent depuis plus de 20 ans. Leur premier projet, dans le delta du Mackenzie, a été mis en œuvre en collaboration avec le Centre culturel inuvialuit, qui a co-conçu les travaux de recherche et les a soutenus tout au long de leur réalisation. Leur second projet, au Nunavut, a été lancé et dirigé par l'organisation dynamique Pitquhimikutt Ilihautiniq/Kitikmeot Heritage Society (PI/KHS) de Cambridge Bay, dirigée par des aînés ; Max Friesen s'y est naturellement impliqué, ayant collaboré avec PI/KHS depuis 1999.

L'Arctique connaît un réchauffement climatique important qui suscite de graves préoccupations dans le quotidien des peuples autochtones circumpolaires en matière de logement (la fonte du pergélisol entraîne l'affaissement des bâtiments), d'érosion (de nombreux villages côtiers subissent une érosion accélérée) et de déplacements (les routes d'hiver sur la glace de mer ne sont plus sûres). Parallèlement à ces enjeux, on prend conscience du fait que le patrimoine nordique est également touché. Dans le cas du premier projet, dans la région du delta du Mackenzie, le Centre culturel inuvialuit s'est associé à l'université de Toronto pour étudier et traiter la question de la destruction des sites archéologiques ancestraux des Inuvialuits due à l'érosion côtière. Pendant cinq ans, des centaines de kilomètres de littoral ont été arpentés et deux grandes maisons à fosse menacées de destruction imminente ont été sauvées et fouillées. Le second projet a été organisé par la PI/KHS. Celle-ci a évalué les avantages d'une collaboration avec les archéologues et s'est engagée à leurs côtés.

La PI/KHS et l'université de Toronto ont depuis lors partagé la prise de décision à toutes les étapes, ainsi que les activités de recherche, au profit des deux groupes. La PI/KHS est actuellement préoccupée par les impacts du changement climatique sur les sites ancestraux. Elle a lancé un programme de suivi de l'érosion dans des régions clés et prévoit de mener des recherches sur les incidences du dégel du pergélisol sur les sites archéologiques. En outre, l'organisation est à l'avant-garde de l'application des connaissances inuites pour résoudre les problèmes liés au climat. Sous son égide, un prototype de bâtiment neutre a été conçu et construit pour la population arctique. Fondé sur les principes inuits de flexibilité et de durabilité, le bâtiment recourt à des matériaux modernes inspirés des formes architecturales traditionnelles à base de neige, de pierre, de bois flotté et de peaux d'animaux : snow, stone, driftwood, and animal skins.



Des aînés inuits et des chercheurs examinent une maison ancestrale thuléenne lors de sa fouille. Certaines caractéristiques des connaissances traditionnelles et de l'archéologie de la région sont utilisées pour concevoir des bâtiments durables dans le Nord en voie de réchauffement. Photo © Max Friesen



Des chercheurs examinent le sol d'une hutte de terre inuvialuit de 400 ans qui s'est effondrée en contrebas d'un talus érodé. Deux ans plus tard, il ne restait plus rien de cette habitation. Photo © Max Friesen

anticipation des pertes et préjudices, en utilisant des instruments documentaires culturellement appropriés. Les personnes impliquées dans la culture et le patrimoine, y compris la compréhension du passé, ont recours à ces instruments pour aborder de manière critique l'inégalité et l'exclusion systémiques, ainsi que leurs causes, dans la gouvernance de la réponse au changement climatique.

MC5:

Les méthodes et méthodologies des sciences de la culture et sociales qui impliquent des formes de suivi, d'observation et d'interprétation doivent être reconnues comme des vecteurs de données solides pour les domaines scientifiques ayant principalement trait à l'étude du changement climatique et pour les délibérations entourant la prise de décision en matière d'action climatique.

La valeur des sciences sociales pour comprendre et répondre au changement climatique est ancrée dans les comportements, les dimensions et les contextes humains, sociaux, politiques et culturels, qui à leur tour soulignent les liens entre les personnes et les écosystèmes, et la dépendance de ces personnes aux écosystèmes. Pourtant, ces comportements, de même que les dimensions et contextes sociaux et culturels, présentent de multiples facettes et sont complexes ; leur quantification est difficile, voire impossible. Une prise de conscience transversale aux sciences naturelles et du changement climatique est nécessaire pour reconnaître le fait que la culture et le patrimoine sont liés aux interventions humaines passées et présentes, aux pratiques d'occupation et de gestion des terres, ainsi qu'aux dynamiques et inégalités de pouvoirs, aux modèles de consommation et de production, et aux pratiques et comportements durables ou pas. Les sciences sociales se concentrent sur le « comment » et le « pourquoi » du « quoi » et du « où » sur le plan de l'impact du changement climatique et de l'action sur celui-ci. Elles facilitent également la diffusion et l'amplification de diverses voix. Les méthodes et méthodologies des sciences de la culture et sociales qui impliquent des formes de suivi, d'observation et d'interprétation doivent être reconnues comme des vecteurs de données solides pour les domaines scientifiques ayant principalement trait à l'étude du changement climatique et pour les délibérations entourant la prise de décision en matière d'action climatique.

c. Intégration du patrimoine naturel et culturel

Le patrimoine est souvent classé en silos (c'est-à-dire naturel, culturel, immatériel, matériel) à des fins de gouvernance, ce qui rend difficile la mise en œuvre d'approches de gestion globales (qui reconnaissent les liens, l'indissociabilité et l'importance des multiples dimensions du patrimoine). Le rôle des peuples autochtones et des populations locales dans la conception, la gestion et la mise en œuvre de changements positifs est un moteur essentiel de la gestion durable des écosystèmes. De nombreux peuples autochtones et populations locales sont profondément liés à la nature et conçoivent la relation homme-nature comme étant équilibrée et interdépendante. Ce n'est que récemment que la relation entre les environnements culturels et naturels a été de plus en plus reconnue par des organisations telles que l'UNESCO, l'ICOMOS, l'UICN et l'IPBES, par exemple, qui abordent cette relation dans leurs travaux.

Plus importante encore est l'occasion manquée d'aborder l'environnement de manière globale, parallèlement à d'autres priorités nationales : la culture et le patrimoine devraient faire partie du processus décisionnel concernant les priorités et les aménagements en matière de construction et d'infrastructures durables ; la gestion et la gouvernance de l'occupation des sols ; l'agriculture et la sécurité alimentaire ;

l'efficacité des ressources et la séquestration du carbone ; les mouvements de ruralisation et d'urbanisation ; l'adaptation fondée sur les écosystèmes (EbA). Les obstacles à la reconnaissance du caractère indissociable des patrimoines culturels et naturels ne sont pas dus à l'incertitude scientifique, mais plutôt à un déficit de compréhension politique. Des intervenants et groupes divers ont besoin de plus d'autodétermination et d'autonomie locale au regard de ces processus. Les personnes impliquées dans la culture et le patrimoine, y compris celles qui comprennent le passé et le rôle des divers intervenants et groupes, sont à même de mieux documenter le rôle et la fonction des pratiques traditionnelles et de la gestion des infrastructures vertes et bleues.

MC6:

Des connaissances sont nécessaires pour améliorer la capacité actuelle des secteurs de la culture et du patrimoine à contribuer à la planification du changement climatique.

Un consensus existe quant au fait que les institutions culturelles et les organismes publics manquent de ressources humaines, de formation, de moyens financiers, sans parler de la souplesse d'organisation nécessaire, pour participer aux programmes et politiques de lutte contre le changement climatique et pour intégrer explicitement la planification du changement climatique dans les cadres et programmes de travail existants. Les causes méthodologiques, psychologiques, organisationnelles et autres de la non-inclusion des organismes culturels et patrimoniaux dans la planification climatique officielle doivent être mieux comprises afin que ces obstacles puissent être levés. L'étude de cas de l'encadré 4 fournit un exemple de la manière dont le patrimoine, notamment le patrimoine bâti et les sites archéologiques, a été solidement inclus dans la planification nationale et multisectorielle de l'adaptation au climat. Les questions relatives à l'intégration de l'attention aux dimensions culturelles dans la planification climatique institutionnelle ont leur pendant avec l'incorporation des sciences sociales dans la science climatique. Cette étude fournit également un exemple de la manière dont différents plans sectoriels ont été pris en compte dans la planification du patrimoine afin de faciliter la cohérence et la vision stratégique entre les différentes politiques sectorielles.

MC7:

La future gestion et planification du climat doit incorporer des approches qui intègrent à la fois le patrimoine naturel et culturel (matériel et immatériel), patrimoine qui doit à son tour être nourri et intégré par un éventail d'expertises, en particulier celle des peuples autochtones et des populations locales.

La future gestion et planification du climat doit incorporer des approches qui intègrent à la fois le patrimoine naturel et culturel (matériel et immatériel), patrimoine qui doit à son tour être nourri et intégré par un éventail d'expertises, en particulier celle des peuples autochtones et des populations locales. that are not necessarily culturally appropriate, making them feel that their own response mechanisms are ignored (pers. comm., Ballard 2021).

³Notons que le terme « Solutions fondées sur la nature » a été contesté lors de l'approbation du WGII, ce qui a conduit à la note de bas de page suivante : « L'adaptation fondée sur les écosystèmes est reconnue au niveau international dans le cadre de la Convention sur la diversité biologique (CBD14/5). La notion de solutions fondées sur la nature est proche, mais elle comprend un éventail plus large d'approches assorties de garde-fous qui contribuent notamment à l'adaptation et l'atténuation. Le terme de "solutions basées sur la nature" est largement répandu mais pas universellement reconnu dans la littérature scientifique. Ce terme fait l'objet d'un débat actuel, et l'on pourrait craindre qu'il ne conduise à un malentendu selon lequel les solutions basées sur la nature peuvent fournir à elles seules une solution au changement climatique. »

MC8:

Les connaissances et méthodes existantes en matière de gestion durable des écosystèmes sont ancrées dans les systèmes de connaissances et les pratiques des peuples autochtones et de la population locale.

Les peuples autochtones et la population locale détiennent des connaissances, une expertise et des données qui ont une importance équivalente à celles des sciences naturelles. Les peuples autochtones et la population locale, grâce à des générations d'observation et de compréhension des cycles et des phénomènes naturels, à la pratique de mécanismes et de formes de conservation autonomes et à la protection des écosystèmes, sont tout à fait capables de proposer des alternatives et des solutions significatives et efficaces en vue d'un changement évolutif, y compris une réflexion sur les systèmes socio-écologiques et des approches bioculturelles. Par exemple, dans le nord du Canada, le conseil de cogestion du caribou a permis aux communautés de chasseurs de caribous auparavant marginalisées de se faire entendre ; ce conseil comprend maintenant des individus représentant divers groupes autochtones (Inuits, Dénés, Premières Nations) majoritaires aux côtés d'agences gouvernementales, de scientifiques et d'universitaires. Grâce à la connaissance de l'écologie du caribou et des comportements des exploitants de cette ressource dans le but commun de sauvegarder la population de caribous, ce modèle de cogestion a connu des succès en fournissant des approches et un soutien appropriés à des systèmes complexes (comm. pers., Friesen 2021).

Étude de cas, encadré 4E

Cadre national irlandais d'adaptation au climat



Région de l'étude de cas : **Irlande**, Europe

Auteur : Dr Cathy Daly, Carrig Conservation et université de Lincoln

Le cadre national irlandais d'adaptation au climat (NAF) est composé de neuf plans sectoriels, tous rédigés selon un cadre en six étapes stipulé par le Department of Communications, Climate Action and Environment (2019), le ministère chargé de coordonner le NAF. Le plan relatif au patrimoine bâti et archéologique repose sur les recherches existantes et intègre la consultation d'experts et du public. Les autres plans sectoriels ont également été examinés de près afin de renforcer la cohérence au sein du NAF et de veiller à ce que les enjeux transversaux soient soulignés. Parmi les nombreux impacts potentiels du changement climatique, ont été identifiés comme prioritaires les inondations (intérieures et côtières), les préjudices causés par les tempêtes, l'érosion côtière, les mouvements du sol (glissement de terrain ou érosion), l'évolution des conditions de préservation du patrimoine enfoui, les parasites et les moisissures, les incendies de forêt et l'adaptation inappropriée.

Des objectifs et un plan d'action ont été élaborés pour correspondre à la durée quinquennale du plan, mais ils amorcent également une vision stratégique à long terme. Bien que le plan d'action d'adaptation se concentre sur les impacts prioritaires, de nombreuses mesures de renforcement des capacités portent sur un éventail plus large d'effets, ce qui constitue un atout étant donné les incertitudes relatives au changement climatique. Une stratégie de suivi a été élaborée pour suivre les avancées, identifier les problèmes et guider les améliorations du plan d'adaptation dans le cadre d'un processus itératif.



Toutes les images © Carrig Conservation International Ltd.

Le processus de rédaction du NAP a montré que l'adaptation au changement climatique peut donner l'occasion de lancer une approche plus globale de la politique et de la gouvernance du patrimoine, notamment des possibilités de rapprochement des politiques intersectorielles

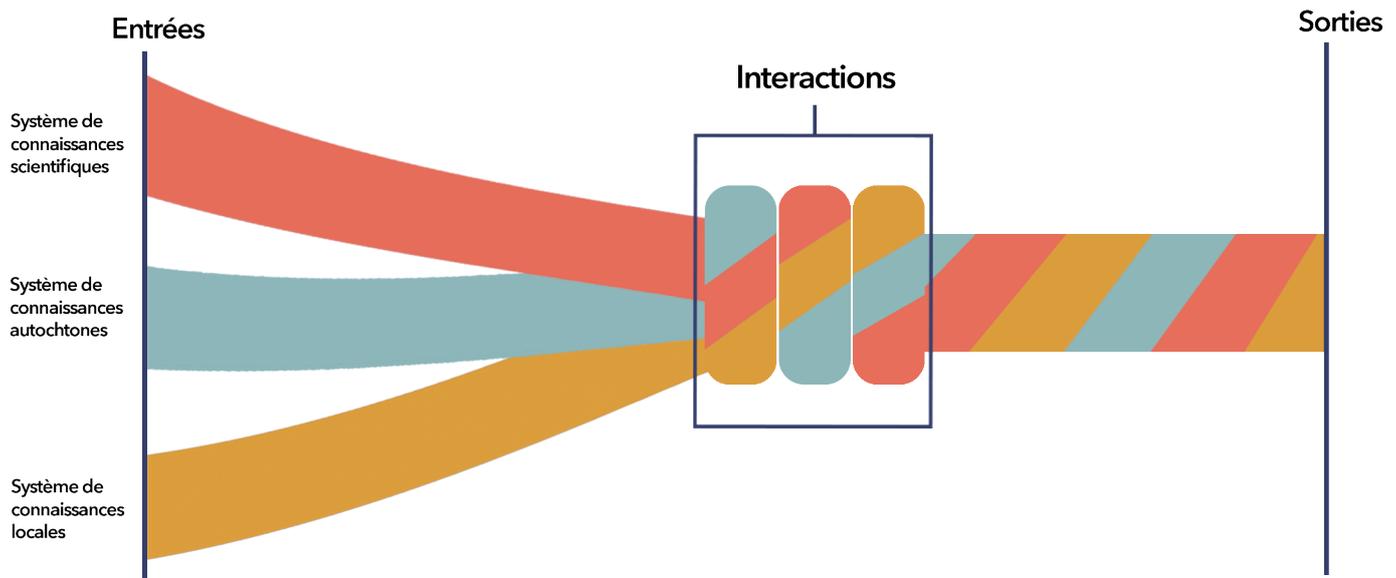


Illustration 9: Il est important de noter que lorsque l'on a recours aux trois systèmes de connaissances, le caractère distinctif de chacun est reconnu, permettant ainsi l'autonomie des différents systèmes de connaissances plutôt que leur intégration dans un seul système de connaissances hybride. Cela permet de s'assurer que chacun est considéré comme un tout complexe. Cette illustration représente la notion de « connaissances tressées » connue des populations autochtones et locales, qui montre que chaque système de connaissances est reconnu comme une entité distincte, mais qu'il est en même temps entrelacé avec les autres systèmes, ou brins, pour former un ensemble plus robuste (Orlove et coll. 2022, Snively et Williams, 2016)

MC9:

Faire progresser les connaissances sur les impacts du changement climatique anthropique sur les océans et autres environnements aquatiques et son imbrication avec les populations et le patrimoine.

Les dimensions du patrimoine culturel des océans, des réseaux hydrographiques et autres environnements aquatiques sont souvent négligées. Les impacts physiques, biologiques et chimiques du changement climatique sur le patrimoine culturel subaquatique et le patrimoine associé restent mal compris, ce qui met en péril le patrimoine (sites) et les modes de vie culturels traditionnels (pratiques) (comm. pers., Underwood, 2021). Il est nécessaire d'intensifier la recherche sur les réseaux hydrographiques et leurs interactions, d'autant plus que les populations côtières sont vulnérables aux effets du changement climatique. « Les personnes et les populations exploitent depuis longtemps les étendues d'eau telles que les rivières, les lacs et les côtes pour accéder à des ressources vitales et à des écosystèmes riches, y compris à l'eau », et les connaissances locales englobent les moyens par lesquels les populations existantes comprennent leur environnement et renforcent leur résilience (Morel et coll., à paraître). Par exemple, au Royaume-Uni, le Coastal and Intertidal Zone Archaeological Network (CITiZAN) – Réseau archéologique des zones côtières et intertidales –, CHERISH et SCAPE collaborent avec les populations côtières d'Angleterre, d'Écosse, du Pays de Galles et d'Irlande. Fruit d'une collaboration, les trois projets ont permis de produire 14 courtes vidéos sur le patrimoine climatique pour illustrer comment la compréhension des populations et des environnements côtiers permet de mieux appréhender le changement climatique et son impact sur les populations et les établissements côtiers et intérieurs – notamment la vie économique, la biodiversité, les écosystèmes, les paysages terrestres et marins, les bâtiments et les infrastructures, la sécurité alimentaire, etc. L'étude de cas de l'encadré 5 illustre également comment le patrimoine, en l'occurrence les déversoirs à poissons, fournit des témoignages de pratiques et d'industries culturelles durables qui ont été conçues grâce à la connaissance locale de l'environnement et aux possibilités offertes.



Peuples autochtones, connaissances écologiques traditionnelles et changement climatique : le patrimoine culturel subaquatique emblématique des déversoirs de marée en pierre

Région de l'étude de cas : Japon, Asie de l'Est

Auteur : Akifumi Iwabuchi – Université des sciences et technologies marines de Tokyo (réseau UNITWIN de l'UNESCO pour l'archéologie sous-marine).

Le patrimoine culturel subaquatique des déversoirs de marée en pierre est extrêmement vulnérable aux impacts du changement climatique. Ces éléments d'architecture traditionnels et une partie de ce système de connaissances perdront leur fonction de piège à poissons si le niveau de la mer s'élève de plus d'un mètre. Par ailleurs, après avoir été endommagés par des tempêtes destructrices ou de hautes vagues, désormais plus fréquentes, la plupart des populations côtières sont incapables de les réparer ou de les reconstruire, les laissant à l'abandon.

Pour certaines populations, les déversoirs de marée jouent un rôle important de dispositif de pêche écologique ; ils contribuent au maintien de la biodiversité marine et de la diversité culturelle et constituent également une attraction touristique, ce qui a entraîné un mouvement de revitalisation. Par exemple, l'île de Hainan possédait autrefois de nombreux déversoirs de marée en pierre. Malgré leur détérioration, l'adaptation et l'utilisation des connaissances écologiques traditionnelles, exprimées par les chants traditionnels, illustrent la persistance de ce patrimoine. Le calendrier lunaire des marées est toujours utilisé pour la pêche à l'intérieur des déversoirs en pierre, transmis de génération en génération par les insulaires, et une partie de la population a tiré parti des cycles de marée qui transforment les déversoirs en pierre en bassins de pêche. Une telle résilience et adaptation des communautés côtières a également été observée dans les îles Hawaï, qui possèdent des déversoirs de marée et des bassins à poissons en pierre similaires.

Pourtant, sous l'effet conjugué des changements environnementaux et des aménagements côtiers modernes, ces déversoirs sont sur le point de disparaître, souvent sans être étudiés plus avant ni sauvegardés par les autorités locales et centrales.



Déversoirs de marée en pierre dans les îles Peng hu © A. Iwabuchi



Local exploitant d'un déversoir de marée dans la province de Fujian © A. Iwabuchi

d. Le champ des droits de propriété intellectuelle

Un mouvement est en cours pour offrir de meilleures protections dans le cadre des systèmes internationaux pour les droits de propriété intellectuelle (DPI). Les règles ou dispositions relatives aux DPI doivent fournir des instruments juridiques internationaux qui reconnaissent les droits des peuples autochtones et de la population locale sur leurs connaissances, ressources, expressions, créativité et innovations ; ils donnent à tous les acteurs divers la possibilité de disposer souverainement de leur propriété intellectuelle. De nombreuses organisations de recherche reconnues continuent de recourir à des méthodes de collaboration non éthiques et inappropriées avec divers acteurs, notamment les peuples autochtones et la population locale. Les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (ADPIC), peuvent également avoir des effets négatifs sur l'environnement, la sécurité alimentaire, la santé humaine, la biodiversité, les moyens de subsistance et d'autres droits, et nécessitent donc une représentation et une délibération égales et équitables.

MC10:

Des approches efficaces (par exemple des dispositifs permettant le partage des avantages) sont nécessaires pour garantir la reconnaissance, la contribution et les droits sur les connaissances et les ressources, en particulier celles des peuples autochtones et de la population locale, et pour veiller à ce qu'elles ne soient pas détournées, mal représentées ou utilisées hors de leur contexte – ni appropriées d'une manière non autorisée par ces peuples (c'est-à-dire par la commercialisation ou la la privatisation des propétés

Il est important que la consultation et le recours aux systèmes de connaissances fassent l'objet d'un consentement libre, préalable et éclairé, et que la propriété intellectuelle culturelle et traditionnelle soit correctement protégée pour garantir l'autodétermination, l'intégrité culturelle, le respect et la protection des droits, notamment des droits culturels. Cela comprend la collecte, le stockage, le brevetage et le recours aux œuvres littéraires, de spectacle vivant et artistiques, aux langues, aux types de connaissances (y compris les connaissances spirituelles), au patrimoine culturel (matériel et immatériel), aux vestiges ancestraux et au patrimoine génétique, aux ressources culturelles ou environnementales, au patrimoine d'importance et à d'autres documents. Lors de la recherche et des activités de collaboration entre systèmes de connaissances, il est essentiel d'être clair sur les accords de partage des données et des avantages afin que les DPI soient maintenus, que le consentement soit transparent et que les groupes (par exemple, les peuples autochtones et la population locale) ne soient en aucun cas désavantagés en donnant ou en voyant leurs connaissances utilisées, détournées ou exploitées abusivement. Les populations autochtones et la population locale doivent en bénéficier de manière tangible, notamment par le biais de la création ou du renforcement des capacités, de la planification du développement et du partage des informations avec leurs propres structures. Par exemple, en Australie, l'intégration des systèmes de connaissances en matière de gestion de la Grande barrière de corail comprend des réflexions essentielles sur les accords de partage des données et le maintien des DPI sur les connaissances divulguées. Il est nécessaire de procéder à une consultation sérieuse et d'être ouvert et transparent en matière de consentement. À titre d'exemple des possibles résultats de cette démarche, des travaux sont en cours en Australie pour élaborer un texte de loi autonome traitant des DPI autochtones, texte qui sera distinct de celui portant sur la propriété intellectuelle de droit commun (comm. pers., Grant, 2021). comms. Grant, 2021).

MC11:

Le respect mutuel, les synergies et la collaboration entre divers intervenants issus de systèmes de connaissances, de domaines d'études, de perspectives et d'approches différents sont des éléments essentiels pour favoriser de toute urgence une action climatique efficace

Le fait de transcender les barrières permettra d'instaurer la confiance et de créer un espace de réconciliation entre les divers intervenants, dont beaucoup ont été historiquement exclus des processus décisionnels alors qu'ils agissent comme de véritables gardiens des écosystèmes. Les préjugés historiques et institutionnels ont limité – et continuent de le faire – la capacité des institutions locales, des divers intervenants et des différents secteurs, notamment dans les domaines de la réponse au changement climatique et de la préparation aux catastrophes. Par exemple, en Australie, un projet de collaboration – Healthy Country Ai – est en cours entre des co-chercheurs aborigènes et des gardes forestiers autochtones, l'entreprise mondiale Microsoft, le site du patrimoine mondial de l'UNESCO, le Kakadu Board of Management et l'agence scientifique nationale australienne CSIRO, comprenant des chercheurs du Northern Australia National Environment Science Program (NESP), de l'université d'Australie-Occidentale (UWA) et de l'université Charles Darwin (CDU). L'objectif est de favoriser une meilleure prise de décision pour prendre soin des espèces et des habitats importants sur les terres autochtones. De nombreuses données obtenues par drone, recueillies par les gestionnaires fonciers autochtones, sont associées à la recherche scientifique et aux connaissances écologiques autochtones. Ces données sont interprétées par l'intelligence artificielle pour fournir des informations en temps réel aux gardes autochtones qui gèrent le parc (comm. pers., Gorrington, 2021).

e. Avancées des pratiques et recherches relatives au patrimoine au soutien des actions de lutte contre le changement climatique

Les connaissances et les pratiques issues d'interventions collaboratives qui profitent également à la population locale font bel et bien partie des politiques d'adaptation et d'atténuation, des stratégies de développement local et de la recherche sur le patrimoine elle-même. Les personnes impliquées dans la culture et le patrimoine, y compris la compréhension du passé, sont bien placées pour contribuer à un recueil plus efficace d'une série d'observations, de données et d'approches qui peuvent alimenter une modélisation et des solutions. Ces personnes peuvent également aider à déterminer, à traiter et à surmonter les biais liés à la recherche et à la situation régionale et les problèmes d'accessibilité aux données et aux connaissances, ainsi qu'à mettre en évidence d'autres formes de données. L'action et la recherche sur le changement climatique axées sur le patrimoine (voir partie I) fournissent des formes nécessaires de participation et de collaboration qui peuvent ouvrir des trajectoires vers de nouvelles formes de respect mutuel et de gouvernance. Ces évolutions garantiront le fait que la recherche et le recueil de données sont menés au moyen de la coproduction plutôt que par des méthodes extractives et contraires à l'éthique.

MC12:

Des efforts supplémentaires sont nécessaires pour garantir le fait que la recherche sur le changement climatique adopte une vision plus large des données, y compris la nécessité de reconnaître et d'intégrer diverses méthodes de recherche.

Cela inclut les éléments factuels relatifs au changement et à l'adaptabilité relevés dans le passé lointain et

que nous connaissons grâce à l'archéologie et à la géoarchéologie. Grâce à des approches participatives de la recherche, il est possible de déterminer si les systèmes de connaissances existants sont pertinents pour les paysages terrestres et marins actuels, en mutation et en évolution, et comment les systèmes de gestion traditionnels continuellement adaptatifs, ancrés dans les valeurs et l'expérience, répondent au changement climatique. Il est nécessaire de mieux comprendre comment le changement climatique s'ajoute et interagit avec diverses vulnérabilités déjà existantes qui affectent les populations autochtones et la population locale, et de mettre les systèmes de connaissance autochtones et locaux sur un pied d'égalité avec la science en vue d'un changement évolutif. Dans le même temps, il faut reconnaître que les approches de la science du patrimoine ont adopté au cours des dernières années la science citoyenne et les réalisations participatives et partant d'un déficit de capacités, qu'elles ont mis en place des approches solides et enracinées localement pour comprendre le changement climatique.

MC13:

Des efforts supplémentaires sont nécessaires pour garantir le fait que la recherche sur le changement climatique adopte une vision plus large des données, y compris la nécessité de reconnaître et d'intégrer diverses méthodes de recherche.

La documentation des préjugés (y compris les méthodes normalisées utilisées et la prise en compte du positionnement) permet d'aborder les postures historiques de méfiance entre groupes disciplinaires, sociaux, culturels, politiques et locaux. Les préjugés, par exemple, se manifestent également dans la manière dont les connaissances sont citées et reconnues, et dans l'utilisation d'une expertise évaluée par des pairs par rapport à une expertise non évaluée par des pairs (par exemple par les dépositaires des connaissances traditionnelles). L'éducation, à son tour, peut également renforcer les préjugés, et a donc un rôle essentiel à jouer dans l'examen et la reformulation des systèmes par lesquels ces préjugés sont transmis. Ces préjugés font obstacle à une utilisation plus large des capacités d'adaptation des humains et des ressources du patrimoine culturel dans les données scientifiques relatives au changement climatique. Les données non instrumentales, qualitatives et quantitatives observées ou mises en évidence par les populations autochtones et locales restent sous-utilisées pour comprendre et communiquer sur le changement climatique. L'étude de cas de l'encadré 6 illustre l'expertise, les connaissances et les compétences hautement spécialisées que les peuples autochtones de Californie possèdent par rapport à leur environnement et aux changements climatiques observés. L'étude révèle également comment les méthodes existantes sont utilisées – dans le cas présent, il s'agit de la préservation des chênes.

f. Inégalités, marginalisation et justice climatique

La culture, le patrimoine et le changement climatique sont fortement liés aux questions et aux préoccupations relatives à la justice et à l'équité. Les causes du changement climatique et de la crise qui affecte les êtres humains et les écosystèmes sont exacerbées par les inégalités sociopolitiques et la marginalisation, voire l'exclusion, de divers individus. Les personnes impliquées dans la culture et le patrimoine, y compris la compréhension du passé, offrent des perspectives et des outils essentiels pour aider à mieux expliquer, étudier et combattre le changement climatique ainsi que les inégalités et injustices historiques. Il s'agit notamment des injustices causées par le traitement différencié des diverses cultures, du patrimoine et des systèmes de connaissances, ainsi que de la manière dont ces éléments se recoupent avec la vulnérabilité aux impacts du

Le changement climatique et les Amérindiens de Californie : chênes, feu et sécheresse



Région de l'étude de cas : **Sud-Ouest**, États-Unis d'Amérique

Auteur : William Carmen, détenteur de connaissances autochtones/Pascua Yaqui

Les sécheresses constituent l'événement climatique le plus important dans le sud-ouest des États-Unis. Des études sur les anneaux de croissance des arbres en Californie indiquent que le siècle dernier a été l'un des plus humides des 7 000 dernières années et nos villes, notre agriculture, nos infrastructures et notre consommation d'eau actuelles sont naturellement basées sur ces conditions « humides » les plus récentes. Nous avons récemment connu de courtes sécheresses périodiques alors que les mégasécheresses des IX^e, XII^e, XIII^e et XVI^e siècles ont duré des décennies. Les mégasécheresses ont perturbé les cultures amérindiennes – certaines moins que d'autres – et cela nous laisse entrevoir comment nous pourrions nous adapter (ou pas) aux futures conditions plus chaudes et plus sèches. Les chênes sont un élément fondamental de la culture et des traditions tribales en Californie ; ils couvrent environ 5,2 millions d'hectares. Les peuples autochtones ont développé des traditions très spécialisées pour l'entretien des bosquets, la récolte et le stockage des glands, ainsi que leur transformation en plusieurs étapes pour les rendre comestibles, ce qui demande beaucoup de travail. Le changement climatique (températures plus élevées, diminution des ressources en eau, sécheresses extrêmes prolongées) réduira, sans l'éliminer, la production de glands, et aura un impact négatif sur la distribution, la sélection et la santé des chênes (Carmen et coll., 1987). On assistera à une perte globale de l'étendue de l'habitat des chênes, certaines espèces en supplantant d'autres.

Les pratiques traditionnelles de brûlis peuvent jouer un rôle dans la conservation du chêne, lequel est menacé par la fragmentation de l'habitat, les maladies et le manque de régénération (Long et coll., 2016). Les Amérindiens ont appris à vivre dans des environnements propices aux incendies et à façonner ces écosystèmes à leur avantage à l'aide du brûlage culturel ; ils ont recouru à des pratiques sophistiquées pour assurer la disponibilité de la nourriture et du gibier, des plantes médicinales et d'une myriade de produits de la nature notamment utiles à la vannerie (Lake, 2021). Par exemple, les tribus locales Wintu et Pit River ont pratiqué des brûlis culturels de faible intensité pour améliorer la production de glands et accroître la population de cerfs et de wapitis. Des études récentes ont montré que la pratique du brûlage au sein des peuplements en janvier faisait augmenter la récolte de glands par rapport aux zones non brûlées. Le peuple Jemez Pueblo utilisait également 27 pratiques de brûlage relatives au paysage domestique, villageois, agricole et forestier plus étendu (Roos et coll., 2021).

L'intérêt du gouvernement pour le brûlage traditionnel s'est surtout concentré sur les brûlages contrôlés de prévention des grands incendies destructeurs de haute intensité, en particulier dans les zones de contact entre la nature et les villes. Des accords récents, à petite échelle, entre les services forestiers américains et les communautés tribales constituent les premières étapes de l'utilisation des connaissances et des pratiques traditionnelles en matière de gestion du feu pour améliorer et protéger les écosystèmes et les infrastructures forestières. Toutefois, il s'agit toujours d'un processus difficile, car certaines personnes craignent de devoir être évacuées en raison des incendies et sont contre les effets nocifs de la fumée sur la qualité de l'air ; beaucoup considèrent également que la pratique du brûlis ne fait qu'augmenter les émissions de dioxyde de carbone. Cependant, nous devons prendre conscience du fait que les écosystèmes californiens sont adaptés au feu, et que nous devons l'être aussi – à nouveau. L'adaptation impliquera de réorienter notre approche de l'environnement, qui ne sera plus une exploitation utilitaire. La clé réside dans une relation mutuelle avec la nature plutôt que dans une relation d'exploitation.

changement climatique et l'adoption de modes de vie à faible émission de carbone ou fondés sur l'économie circulaire.

MC14:

Des initiatives et des approches de réconciliation élaborées conjointement sont nécessaires pour déterminer et promouvoir des mécanismes et des pratiques permettant de venir à bout de l'annihilation des moyens d'expression et des droits de divers groupes.

De nombreuses activités économiques fondées sur l'extractivisme sont responsables de la dégradation de l'environnement et perdurent actuellement, entraînant de grandes vulnérabilités, et « *sont le corolaire de modèles inégalitaires historiques et durables comme le colonialisme* » (GIEC, 2022 ; 35) et le capitalisme. Ces activités sont oppressives dans la mesure où leurs processus répriment activement la capacité des peuples autochtones et des populations locales à avoir accès à leurs propres modes de connaissance et d'existence, à les exercer et à les cultiver. Cela a conduit des populations locales, entre autres, à abandonner certaines connaissances et pratiques traditionnelles précieuses en matière d'atténuation, d'adaptation au changement climatique et de renforcement de la résilience, et à abandonner également le recours à certaines pratiques utiles lorsque les capacités d'adaptation sont épuisées. facilitate the implementation of climate change responses and mechanisms for more appropriate management frameworks i.e. for land use.

Ces pressions, notamment celles exercées par les politiques, limitent également la transmission de certaines langues – autochtones et autres – et contribuent ainsi à la disparition des langues. On le constate par exemple là où l'agriculture traditionnelle manque de soutien, ce qui conduit à l'abandon des pratiques traditionnelles en raison des pressions financières. Les pratiques durables qui favorisent l'action climatique en promouvant la diversité agricole et culturelle, notamment les pratiques traditionnelles, et qui favorisent la biodiversité doivent donc être encouragées et récompensées d'une manière ou d'une autre. Par exemple, les mécanismes et pratiques existants pourraient être inclus dans des cadres traitant des questions agricoles afin que les systèmes traditionnels en place qui favorisant la biodiversité soient mieux soutenus (comm. pers., Fuller, 2021).

MC15:

Assurer le suivi des approches qui impliquent et responsabilisent divers intervenants (peuples autochtones et population locale, chercheurs, praticiens) au sein des ministères afin de s'assurer que les divers processus décisionnels sont intégrés à la planification de l'action climatique.

Bien que l'on s'efforce d'améliorer la représentation de diverses voix, les structures strictes et rigides de participation, les programmes de financement difficilement accessibles, les cycles et calendriers politiques fixes et les mécanismes inflexibles constituent autant d'obstacles à l'inclusion et empêchent la participation significative de divers acteurs. L'absence de mécanismes et de compétences entre les différents ministères crée des obstacles qui empêchent les détenteurs de connaissances autochtones et locales d'accéder aux niveaux supérieurs de gouvernement pour communiquer avec eux. Par exemple, dans des pays comme le Mexique, la nécessité de rétablir la confiance entre la population locale et le gouvernement ou les institutions de recherche est vitale ; les autorités locales sont actuellement peu incitées

incitées à prendre en compte les préoccupations liées au changement climatique, ce qui fait que les populations locales ont des difficultés pour se mobiliser et exprimer l'ampleur et la portée de l'impact du changement climatique (comm. pers., Mora Navarro, 2021). Les personnes impliquées dans la culture et le patrimoine, y compris la compréhension du passé, sont exclues des politiques considérées comme indépendantes des questions de culture et de patrimoine. Cependant, une prise en compte de la culture et du patrimoine peut faciliter la mise en œuvre de réponses au changement climatique et de mécanismes pour des cadres de gestion plus appropriés, par exemple s'agissant de l'utilisation des terres.

MC16:

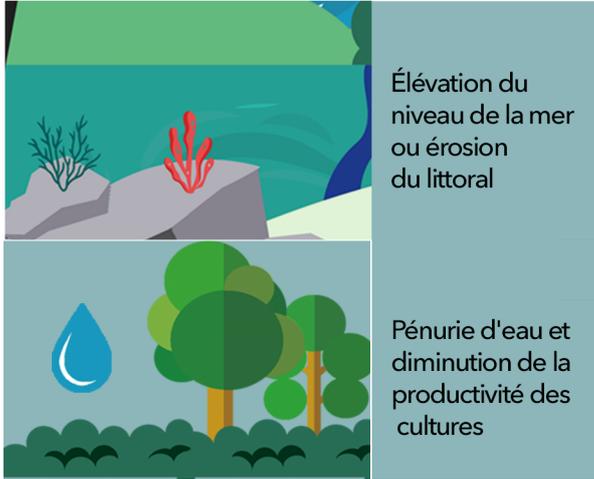
De nouvelles connaissances sont nécessaires pour établir une compréhension nuancée et localement ancrée de la perte culturelle, des inégalités économiques et de l'injustice engendrées par la migration et la relocalisation, qu'il s'agisse de repli planifié, de déplacement, de catastrophes climatiques, de conflits ou de situations d'urgence.

Le traumatisme engendré par la migration, la relocalisation et le déplacement est durable et comporte de multiples niveaux, par exemple la séparation d'avec les territoires et la perte du patrimoine culturel, la solastalgie et d'autres formes d'éco-anxiété liées à la séparation d'avec sa communauté, la culture et le patrimoine. Cependant, le fait de fournir les outils permettant aux populations de se recréer présente des avantages évidents : « Les repères physiques du patrimoine, en particulier le paysage culturel de la "maison", peuvent atténuer les effets à long terme du traumatisme lié à la migration, ainsi que la perte de sécurité ontologique » (comm. pers., Brabec). Par exemple, le gouvernement des Fidji a publié en 2019 des directives en matière de relocalisation, soulignant l'importance du leadership local et de la participation des ménages aux processus décisionnels. Cependant, la relocalisation est une démarche complexe. De nombreux défis se présentent lorsqu'il s'agit de trouver un équilibre entre l'impact économique du changement climatique et la valeur culturelle immatérielle que les Fidjiens autochtones entretiennent avec la terre sur laquelle leurs ancêtres vivent depuis des générations. La capacité pratique consistant à équilibrer les risques et la valeur du patrimoine culturel s'est avérée dépendre du lieu pour chacun des quatre villages relocalisés aux Fidji (comm. pers., Forgesson, 2022).

Aléas et facteurs de stress climatiques

Réponses possibles

Manifestation lente



Déplacement des populations à longue échéance

Rester et s'adapter

Manifestation lente/intermédiaire



Déplacement

Manifestation soudaine



Déplacement des populations cyclique ou temporaire

Impacts sur le patrimoine



Illustration 10: Répartition des impacts éventuels des aléas et facteurs de stress climatiques sur les migrations et les déplacements de populations.

g. La capacité à tirer les leçons du passé

Les faits historiques ne sont ni statiques ni constitués d'une série fixe d'événements, mais impliquent plutôt un échange actif et sociopolitique avec le présent. Ils concernent également la continuité historique des connaissances toujours actuelles fondées sur les interactions avec l'environnement. Par ailleurs, la capacité à tirer des enseignements de toute expérience, qu'elle soit liée au passé ou non, est liée à une série de variables qui peuvent dicter la pertinence et l'adéquation du recours à diverses approches dans des contextes différents. Ces variables comprennent : la diversité des territoires ; les histoires et conflits économiques, politiques et culturels des territoires ; l'importance de liens singuliers avec la nature environnante, les ressources naturelles et les écosystèmes ; les systèmes sociaux, politiques et économiques et leurs capacités et stabilité ; la relation et l'accès à la culture, aux systèmes de croyances, aux systèmes de connaissances, aux visions du monde et aux langues ; l'accès aux connaissances traditionnelles. Il est important de considérer sous un angle plus critique le recours et la pertinence de l'adaptation passée pour éclairer le présent, tout en reconnaissant que l'avenir sera très différent et pourrait mettre à mal notre capacité d'adaptation. Des enseignements généraux peuvent par exemple être tirés des facteurs qui ont rendu les sociétés passées plus résilientes face au changement climatique, même si chaque cas doit être compris dans son contexte particulier.

MC17:

De nouvelles connaissances sont nécessaires pour mieux comprendre les perspectives et les défis relatifs à la réaction passée et présente des différents systèmes de connaissances face au changement climatique.

Chaque système de connaissances présente des moyens et des manières différents d'observer, d'interpréter, de comprendre et de réagir au changement climatique. Il est important de respecter ces approches et d'accroître la sensibilisation et la compréhension de chaque point de vue pour appréhender et répondre à l'ampleur, à la portée et à la vitesse sans précédent du changement climatique. Le passé peut contribuer à mieux comprendre les répercussions de l'intervention humaine sur les environnements et les milieux, et la manière dont les environnements bâtis, les paysages terrestres et marins ont été gérés et exploités par les humains du passé. Les enseignements liés aux compromis, aux co-bénéfices et à l'adaptation ou la maladaptation potentielle sont utiles pour comprendre comment différentes interventions peuvent avoir un impact différent sur la population, sa culture et son patrimoine. L'étude de cas de l'encadré 7 ci-dessous illustre comment les Hani, l'une des tribus des collines les plus marginalisées et les plus pauvres d'Asie de l'Est, maintiennent des pratiques traditionnelles favorisant la résilience climatique. Ces pratiques sont transmises de génération en génération grâce à des chants anciens qui consignent les connaissances sur les migrations ethniques, les savoir-faire et les cultes.



Application des connaissances locales dans l'adaptation du paysage culturel des rizières en terrasses des Hani de Honghe

Région de l'étude de cas : Province du Yunnan, Chine, Asie de l'Est

Auteur : Rouran Zhang, université de Shenzhen, ICOMOS Chine

Le paysage culturel des rizières en terrasses des Hani de Honghe est composé d'un ensemble traditionnel « forêt-village-terrasses-eau ». Il s'agit d'une association d'agriculture, de sylviculture et d'irrigation, ainsi que d'un système socio-économique et religieux « vivant » unique. Dans ce système, la forêt située au sommet de la montagne est considérée par la population locale comme une « forêt sacrée » pour stocker l'eau de pluie. L'eau est ensuite acheminée par un système complexe de canalisations jusqu'à chaque village, où elle se déverse dans les terrasses en contrebas du village et finalement dans la rivière. Ce système a été conçu au cours de 1 300 ans de pratiques agricoles, puis transmis de génération en génération. Il est constitué d'un réseau de fossés gérés par quelques villageois seulement, appelés Gangouren (赶沟人), et ésignés par l'ensemble du village. Le cœur du système est dénommé « découpe du bois et distribution de l'eau », ce qui signifie qu'un morceau de bois ou une pierre horizontale est placé à l'extrémité du fossé. Les Gangouren découpent ensuite des fentes dans le bois en fonction de la quantité d'eau effectivement nécessaire à chaque champ en terrasse.

En raison de son système unique « forêt-village-terrasses-eau », ces pratiques agricoles se sont avérées avoir de bonnes fonctions de rétention et de régulation de l'eau. Entre 2008 et 2012, la province du Yunnan a souffert d'une rare période de cinq ans de sécheresse, mais les champs en terrasses Hani ont conservé une bonne productivité. Cela montre que les rizières en terrasses Hani ont la capacité d'être très résistantes au changement climatique. Il s'agit d'une bonne illustration de soutien efficace à des méthodes de gestion traditionnelles qui contribuent à l'adaptation et à la résilience au climat.

La persistance de ces systèmes provient également de croyances traditionnelles bien établies dans la région. Les villageois Hani pensent que la biodiversité de la forêt située derrière le village est habitée par le dieu de la montagne. Le sacrifice annuel à la forêt est donc une partie importante du festival unique du peuple Hani, « le festival Angmatu (昂玛突节) », manifestation de la culture écologique ancienne du peuple Hani. Les villages eux-mêmes ont également été désignés et construits grâce à une consultation menée avec les « chants anciens Hani 哈尼古歌 ». Ces chants témoignent des connaissances du peuple Hani en matière de migration ethnique, de savoir-faire de production et de culte ; on les appelle « l'encyclopédie sans paroles » du peuple Hani.



Paysage culturel des rizières en terrasses des Hani de Honghe © R. Zhang



Exemple d'un Gangouren entretenant les canaux © R. Zhang

MC18:

Des recherches et des pratiques plus poussées sont nécessaires pour comprendre si les réussites locales peuvent être appliquées à plus grande échelle ou dans des lieux différents, et quels sont les compromis impliqués par les pratiques en matière de développement durable (dans un contexte national, régional, local, traditionnel ou autochtone).

La présence d'éléments culturels soulève des questions quant à la transférabilité et à la possible extension de mesures d'adaptation et d'atténuation. Par exemple, le rapport du groupe de travail III du GIEC (Changement climatique 2022 : Atténuation du changement climatique) contient un exemple lié au fait que les chocs énergétiques passés et la situation de la pandémie de COVID-19 ont joué sur la cyclabilité des villes. En examinant les passages historiques à la pratique du vélo à travers les villes européennes, Oldenziel et coll. (2016) ont constaté que les facteurs contextuels, notamment les dispositions propres aux acteurs, conduisent à des résultats très différents. Kraus et Koch (2021) ont constaté qu'un choc social à court terme (c'est-à-dire la crise du COVID-19) entraînait une augmentation différentielle du comportement cycliste, sous réserve d'autres conditions favorables. Les impacts du changement climatique et les impacts en chaîne affectent également différentes régions de différentes manières, tout en se produisant sur des échelles de temps ou des périodes différentes selon les régions. Par exemple, la hausse des températures ou du niveau de la mer dans une région ou pour une communauté peut déclencher des réactions différentes, et donc donner lieu à des expériences différentes de celles d'une autre région ou communauté confrontée au même impact. Les différentes communautés perçoivent l'exposition, le risque et l'impact – ou les points de bascule pour les humains et l'écosystème – de différentes manières. La gravité des impacts dépend de l'emplacement, des perspectives et de l'approche des populations concernées, ainsi que de leur capacité d'adaptation. Cela dit, les données historiques relatives à l'existence de points de bascule et de fréquences d'évolution au sein des systèmes climatiques, des systèmes sociaux et des systèmes socionaturels couplés peuvent nous aider à identifier l'imminence de points de bascule dans les sociétés (locales) contemporaines. Il convient d'encourager l'analyse de la réaction ou de l'interaction des sociétés passées avec le changement climatique afin que les sociétés contemporaines en tirent parti pour prévoir leurs propres réactions ou interactions avec le changement climatique et connaître leurs limites d'adaptation. La détermination de la meilleure façon d'y parvenir devrait être prioritaire – par exemple, en prenant explicitement en compte les facteurs qui différencient les sociétés modernes des sociétés passées (taille de la population, structures de gouvernance, ressources disponibles et technologies) et en recourant à des protocoles qui incluent ces facteurs en tant que variables dans l'analyse des bases de données qui englobent les trajectoires sociales passées et présentes.

MC19:

Alors que le changement climatique anthropique actuel semble être sans précédent, une compréhension plus approfondie des interactions observées entre les systèmes humains et écologiques est indispensable pour traiter et prévoir les problèmes liés au climat.

La capacité de compréhension, d'observation, de suivi, de mise en récit, de dénomination et de personification, ou de réponse au changement climatique peut être ancrée localement, en particulier chez les populations autochtones et locales. Cependant, une meilleure compréhension des relations observées peut contribuer à une meilleure compréhension des indicateurs climatiques pour les futures prévisions. Par exemple, les systèmes calendaires reposent sur l'observation et la compréhension des relations au sein des écosystèmes. En Australie, les aborigènes et les insulaires du détroit de Torres établissent des calendriers

reposent sur l'observation et la compréhension des relations au sein des écosystèmes. En Australie, les aborigènes et les insulaires du détroit de Torres établissent des calendriers saisonniers en fonction de leurs terres et territoires uniques. Ils se fient notamment à une plante à fleurs qui leur signale la présence d'un poisson particulier (comm. pers., Grant, 2021), reconnaissant ainsi les liens au sein des écosystèmes. De même, au Bangladesh, un calendrier bengali dénommé « Fasli San », utilisé par les agriculteurs depuis 1584, permet d'entretenir et de cultiver correctement les terres en vue des récoltes. Ces calendriers ont recours à des indicateurs pour comprendre le climat et les changements. Cependant, au cours des cinq à dix dernières années, ces calendriers ont perdu de leur précision ; le nombre des saisons est passé de six à trois, et d'autres ajustements sont nécessaires en raison des changements accélérés et anthropiques du climat (hiver court et saisons estivales et pluvieuses prolongées). Les calendriers « Fasli San » reflètent néanmoins la relation qui sous-tend les systèmes humains et écologiques (comm. pers., Darain, 2021).

MC20:

Nous devons examiner d'un œil critique les initiatives passées en matière de préparation aux situations d'urgence afin de tirer les enseignements des pratiques réussies et non réussies pour faire face aux aléas naturels.

Il s'agit d'analyser de manière critique 1) la période de réaction après une catastrophe naturelle (période d'urgence et période d'assistance) ; 2) la phase de relèvement (notamment la restauration des services publics [infrastructures]) ; 3) les mesures structurelles et non structurelles adoptées lors des précédentes périodes de prévention des catastrophes ; 4) la période de préparation (par exemple la planification des catastrophes, les systèmes d'alerte précoce adoptés, la planification logistique du sauvetage des biens culturels et du patrimoine mobilier, les exercices d'urgence). Au Népal, par exemple, un travail approfondi est réalisé pour étudier l'adaptation passée aux catastrophes et aux activités post-sismiques. Ce projet présente des leçons immédiates pour relever les défis posés par le changement climatique (équipes de recherche et de pratique interdisciplinaires, intégration des systèmes de connaissances « scientifiques », traditionnelles et autochtones). La question centrale est de savoir comment partager, diffuser et transposer à plus grande échelle les leçons tirées des méthodes d'adaptation passées (comm. pers., Coningham, 2021). Ceci est expliqué plus en détail dans l'étude de cas ci-dessous.

Étude de cas, Encadré 8 :

Peut-on reconstruire le Kasthamandap? Gestion des catastrophes au Népal



Région de l'étude de cas : **Népal**, Asie du Sud

Auteurs : Robin Coningham, Chaire UNESCO, université de Durham, Royaume-Uni/M. Kai Weise, ICOMOS (Népal)

Les catastrophes, humaines ou naturelles, dépassent très souvent les interventions planifiées, situation qui compromet à son tour les programmes de recherche et de protection du patrimoine. De ce fait, les pratiques et interventions d'atténuation prévues sont quelque peu aliénantes pour les populations locales et les praticiens autochtones. Dans de tels contextes, l'archéologie et les sciences du patrimoine, bien que rarement mobilisées, sont particulièrement adaptées pour mieux comprendre l'impact du changement climatique sur les infrastructures urbaines du passé ; elles facilitent également la réflexion sur les enseignements en matière d'adaptation et de résilience pour les villes modernes et leurs habitants.

S'appuyant sur des partenariats Nord-Sud, un programme de recherche interdisciplinaire et collaboratif a intégré l'archéologie, la géoarchéologie, la visualisation 3D, l'ingénierie géotechnique et structurelle et fait appel à des architectes et des artisans afin de coproduire et de diffuser de nouvelles méthodologies pour caractériser l'adaptation environnementale au sein des infrastructures urbaines historiques de Katmandou. En analysant et en séquençant les échantillons de sol des fondations des monuments, et en évaluant leurs liens avec les superstructures, nous avons pu déterminer pourquoi certains monuments se sont effondrés et comment ils pourraient être reconstruits. Ce faisant, nous nous sommes inspirés des méthodes traditionnelles pour préserver les valeurs immatérielles tout en réduisant au minimum les risques de futures catastrophes environnementales. Notre projet a notamment guidé la reconstruction du Kasthamandap à Katmandou, dont le coût s'élève à 1 million de dollars. Ce projet a impliqué une étroite collaboration entre chercheurs et artisans pour transposer les conclusions des domaines de la « science » et celles du « savoir autochtone ». Cela a conduit à de nouvelles réflexions sur l'amélioration du statut des artisans et sur les procédures officielles leur permettant d'être impliqués dans les projets de passation de marchés et de restauration, faisant ainsi le lien entre ces domaines. Ce faisant, nous avons redéfini la manière dont l'archéologie et la science du patrimoine peuvent jouer un rôle plus important dans l'aménagement urbain durable futur et dans le passage de l'observation à l'action pour les praticiens.

Ce faisant, nous avons redéfini la manière dont l'archéologie et la science du patrimoine peuvent jouer un rôle plus important dans l'aménagement urbain durable futur et dans le passage de l'observation à l'action pour les praticiens.

2. Principales insuffisances actuelles en matière de connaissances et mesures à prendre

Cette section présente des domaines de recherche et de pratique actuels où la disponibilité de connaissances plus factuelles aiderait les protagonistes, les opérateurs et les décideurs (par exemple les politiciens, les praticiens, les dirigeants locaux) à mieux prendre en compte les dimensions culturelles et patrimoniales du changement climatique et les réponses à y apporter. Il s'agit notamment de domaines dans lesquels des connaissances culturelles et patrimoniales utiles existent déjà mais ne sont pas systématiquement mises à profit ni incluses dans la planification climatique. Ces domaines indiquent l'existence d'« insuffisances dans la mise en œuvre » qui, comme indiqué dans le MC42, doivent elles-mêmes être mieux appréhendées.

a. Culture, patrimoine et pertes et préjudices

Tous les individus perçoivent, comprennent et réagissent au risque d'impacts climatiques en fonction de la culture et du patrimoine qui les éclairent et les conditionnent de manière complexe. Le recoupement de considérations culturelles (par exemple l'attitude à l'égard de l'égalité et des pratiques de mobilité) et « le processus historique et continu du colonialisme et du capitalisme » (GIEC, 2022 ; 4.3.8) en ce qui concerne l'utilisation et la gestion des terres et de l'eau, peuvent amoindrir ou accroître la vulnérabilité des personnes et des écosystèmes au changement climatique. Ces considérations permettent de reconnaître, déterminer, mesurer et évaluer la portée et l'ampleur des pertes et préjudices dans les systèmes naturels et humains. Pour appréhender les pertes et préjudices, il est nécessaire de se pencher sur l'échelle et la disponibilité des données pertinentes relatives au traitement des impacts du changement climatique au sein des cadres passés et contemporains, et de coordonner les perspectives de la communauté du patrimoine. La possibilité d'évaluer les pertes et préjudices subis par la culture et le patrimoine eux-mêmes a des implications importantes concernant le débat juridique et politique sur les pertes et préjudices. Les dimensions culturelles et patrimoniales de notions telles que le risque, la vulnérabilité et les pertes et préjudices ont des conséquences importantes pour la conception et la mise en œuvre des mesures de réponse au changement climatique correspondantes. L'expérience des pertes et des préjudices causés aux ressources culturelles peut être liée non seulement à la reconnaissance des pertes, mais aussi à l'action de l'homme face à ces pertes, et avoir une incidence sur les mesures adoptées pour faire face et assurer une reconstruction.



Illustration 11: Schéma des pertes et préjudices possibles causés au patrimoine par le changement climatique. Adapté de McNamara et. coll. 2021

MC21:

Il est essentiel d'élaborer des approches pour évaluer les « pertes et préjudices » subis par la culture et le patrimoine.

Les pertes qui concernent les pratiques culturelles, les traditions, les lieux et les systèmes de connaissances traditionnelles sont parfois dénommées « pertes non économiques ». La perte d'une langue peut entraîner une perte correspondante de connaissances en matière de pratiques durables. Il est nécessaire de reconnaître l'absence de notions reconnues et partagées de capital et de valeur du patrimoine et de la culture, ainsi que les répercussions de cette situation sur la mise au point de stratégies de lutte contre les pertes non économiques. Les méthodologies de comptabilisation des pertes et préjudices subis par la culture doivent être envisagées, et il en va de même pour les conséquences de la perception de la culture et du patrimoine en termes économiques. Il est difficile d'évaluer en termes économiques l'absence de notions et de compréhension reconnues et partagées du capital et de la valeur du patrimoine et de la culture au sein des populations, et comment cela joue sur la sauvegarde de la culture et du patrimoine. Il est également nécessaire de mieux connaître le degré de changement et de perte acceptable pour chaque population locale, car les paramètres actuels en matière d'acceptation du changement sont souvent imposés par des experts extérieurs. Les personnes impliquées dans la culture et le patrimoine, y compris la compréhension du passé, peuvent contribuer à l'examen de méthodologies appropriées, et notamment aux conséquences de la valorisation de la culture et du patrimoine en termes économiques. Elles peuvent également tirer des enseignements et valoriser l'expérience des populations touchées par une migration, un déplacement ou une réinstallation (notamment à la suite d'un désastre ou d'une catastrophe). Ce faisant, elles permettent de mieux comprendre les dimensions culturelles impliquées dans la reconnaissance des pertes et des préjudices, et la manière dont elles influent sur l'élaboration et la hiérarchisation des réponses à apporter.

MC22:

Afin de réduire les risques pour la culture et le patrimoine, une meilleure appréhension de leur relation avec les impacts climatiques, de leur exposition et de leur vulnérabilité est nécessaire.

À l'heure actuelle, il n'existe pas d'évaluation systématique de l'éventail des types de patrimoines (par exemple naturel, culturel, matériel, immatériel) menacés par le changement climatique, ni de l'éventail et de la gravité des facteurs d'impact du changement climatique, ni des pertes et préjudices subis par le patrimoine du fait de ce changement. Des études supplémentaires sont nécessaires pour comprendre comment les aléas affectent le patrimoine culturel des sites, y compris l'intégration de la vulnérabilité matérielle, socio-économique et culturelle et l'exposition des sites particuliers (voir Simpson et coll., 2022). Des méthodes révisées ou nouvelles sont nécessaires pour évaluer la vulnérabilité du patrimoine, et notamment de ses valeurs, à une série de scénarios climatiques et à la gravité, la répartition et la portée correspondantes des impacts du changement climatique, en particulier pour les peuples autochtones et les populations locales. Les réponses au changement climatique peuvent également accroître les risques pour la culture et le patrimoine en raison d'une mauvaise adaptation et atténuation⁴ ; le suivi et l'évaluation des résultats sont donc essentiels. Ces nouvelles méthodes doivent répondre aux conséquences plus larges des impacts sur le patrimoine pour les populations

⁴L'utilisation et la définition de la mauvaise atténuation sont tirées du rapport du GIEC : https://www.ipcc.ch/site/assets/uploads/sites/2/2019/02/SR15_Chapter1_Low_Res.pdf. Il stipule que « la mauvaise atténuation comprend des changements qui pourraient réduire les émissions à court terme, mais qui pourraient bloquer les choix technologiques ou les pratiques qui présentent des compromis importants pour l'efficacité de l'adaptation future et d'autres formes d'atténuation » (Allen et coll. 2018).

Connaissance locale et autochtone des régimes côtiers dans l'Ogun, Nigeria

Région de l'étude de cas : Nigeria, Afrique de l'Ouest

Auteur : Pr Ibidun Adelekan, université d'Ibadan, Ibadan, Nigeria

La zone côtière de l'Ogun, dans le sud-ouest du Nigeria, est une région constamment soumise à de graves inondations. Cela est dû aux fortes précipitations et à une fréquence et une intensité accrues des tempêtes pendant les mois de la saison des pluies. La population de pêcheurs vit sur ce littoral depuis plus de 200 ans. Actuellement, on compte 24 villages de pêcheurs qui abritent plus de 30 000 habitants. Ils sont actuellement considérés comme très marginalisés, manquant d'infrastructures et de services de base, notamment de routes praticables par tous les temps, d'électricité, d'approvisionnement en eau potable et d'installations sanitaires convenables.

Les populations locales sont inondées par les crues pendant une grande partie de la saison des pluies en raison de l'accroissement de ces phénomènes climatiques. L'augmentation des précipitations a ainsi provoqué le déversement des plans d'eau (zones humides de beels) et des rivières de la zone côtière dans les zones d'habitation locales et les terres environnantes. Les activités socio-économiques, notamment la circulation des personnes, la transformation et la commercialisation du poisson, s'en sont trouvées fortement compromises. Par le passé, le dragage des beels situés près des habitations pour drainer les eaux de crue vers la mer était effectué au maximum trois fois au cours d'une saison des pluies. En 2007, ces activités étaient effectuées plus de cinq fois tous les deux mois. Cependant, de nombreuses collectivités ne sont toujours pas parties prenantes dans les processus généraux de gouvernance et de développement, ce qui entrave leur accès à des équipements appropriés et accentue leur isolement par rapport aux autres collectivités et aux villes voisines. Cette situation a mis en péril leur capacité à présenter des solutions et des enseignements tirés des compétences acquises grâce à une compréhension approfondie de solutions fondées sur la nature et de leur environnement. Certaines stratégies locales d'adaptation des ménages ont été déployées pour faire face à la recrudescence des inondations ; elles comprennent la construction de nouvelles unités d'habitation tous les trois à cinq ans, le renforcement annuel de la superstructure des maisons et l'utilisation d'herbes locales et de remèdes maison pour le traitement des maladies liées au climat et aux inondations. Parmi les autres mesures locales adoptées, citons la construction de ponts anti-inondation au sein et à l'extérieur des agglomérations pour faciliter les déplacements, le drainage de l'eau des beels vers l'océan Atlantique pour faciliter l'évacuation des crues au sein des agglomérations, le remblaiement des pistes routières et le rapprochement des populations avec la mer (Adelekan et Fregene, 2015).



Exemple de beel aménagé par les habitants pour drainer les crues © I. Adelekan



Impact des inondations sur la population côtière © I. Adelekan

associées, et permettre de gérer les pertes et préjudices et de définir les rôles et responsabilités des gestionnaires et décideurs des sites, zones protégées ou paysages. Des projets de recherche à travers le monde commencent maintenant à examiner la meilleure façon d'appréhender, d'articuler et de traiter les pertes. Par exemple, le projet « Landscapes Futures » dirigé par l'université d'Exeter a développé la notion de « libération adaptative », cadre qui permet de prendre des décisions pour s'adapter au déclin ou à la perte du patrimoine (comm. pers., Fluck, 2021)

MC23:

De nouvelles méthodes permettant de mieux appréhender la manière dont les divers intervenants ont des vues et des perspectives différentes sur les pertes et préjudices sont essentielles pour reconnaître les différentes perceptions du risque, ainsi que les formes de pertes et de préjudices.

Si le changement climatique met la culture et le patrimoine en danger, il est également possible d'utiliser la culture et le patrimoine comme une ressource pour améliorer l'évaluation des risques et la réponse au changement climatique pour l'ensemble des populations. Il est également nécessaire de s'attaquer aux préjugés inhérents aux évaluations des risques et des vulnérabilités, lesquelles ignorent les approches communautaires et ne tiennent pas compte des visions du monde, des valeurs, des pratiques et des préférences des divers intervenants, notamment des populations autochtones et locales. Parce qu'une inclusion véritable (par exemple grâce à des consultations, au consentement et à d'autres moyens) est souvent absente des évaluations des risques et de la vulnérabilité, l'échelle, la portée et l'impact du changement climatique sur les peuples autochtones et les populations locales ne sont pas correctement reconnus par les décideurs politiques et la littérature sur le changement climatique. Les personnes impliquées dans la culture et le patrimoine, y compris la compréhension du passé, peuvent combler ces insuffisances grâce à des méthodologies et des processus liés à la culture et au patrimoine, et en reconnaissant et incluant une pluralité de valeurs dans les évaluations. L'étude de cas de l'encadré 9 illustre l'impact que cette exclusion peut avoir sur les communautés (cas de la zone côtière de l'Ogun, au Nigeria).

MC24:

Il est nécessaire de mieux valoriser et intégrer les connaissances sur les impacts climatiques ancrées dans les populations aux processus décisionnels locaux, nationaux et sectoriels en matière de climat.

Les ressources (infrastructures, technologies, financement, ressources humaines, capacités) nécessaires au suivi ou à la documentation des impacts du changement climatique font défaut en de nombreux endroits. Cependant, les populations qui subissent ces impacts sont souvent en mesure de fournir des connaissances, des observations et des informations pertinentes sur ces changements, par exemple en recourant à des méthodes et techniques scientifiques participatives allant des traditions orales ou des témoignages photographiques à la connaissance de l'âge des arbres ou de la superposition des niveaux des constructions au fil du temps. Les sites patrimoniaux réputés et les rituels et traditions familiales peuvent constituer des situations de référence valables pour observer les changements. Les dispositifs d'observation des populations locales peuvent avoir l'avantage supplémentaire de mobiliser les résidents et de mieux faire comprendre l'urgence de la situation. Ces avantages ont été documentés, mais de tels dispositifs n'ont pas été déclinés dans la planification climatique locale, régionale et nationale. Par exemple, les peuples autochtones sont très conscients des impacts du changement climatique, mais ils les considèrent dans le contexte d'une période beaucoup

plus longue et au regard de la mémoire des événements passés. Pour certains, l'adaptation au changement climatique peut ne pas être considérée comme un problème étant donné que cette adaptation s'est déjà produite par le passé. Cependant, chaque circonstance peut nécessiter de nouveaux modes d'adaptation, qui ne peuvent être déterminés que par le groupe culturel lui-même, l'objectif étant de préserver sa culture. Les programmes gouvernementaux peuvent a) évaluer un impact alors que les cultures autochtones ne le considèrent pas nécessairement comme tel et b) envisager des solutions complexes alors que la solution préférée des cultures autochtones est peut-être plus simple (comm. pers., Rivet, 2022).

MC25:

Une approche intégrée pour impliquer les individus et les communautés (notamment les divers acteurs comme les peuples autochtones et les populations locales) en tant que parties prenantes égales en matière d'évaluation des risques liés au changement climatique et de planification de la réponse à celui-ci est essentielle pour renforcer la résilience

Les détenteurs de connaissances traditionnelles, ainsi que les chercheurs et les praticiens qui côtoient les communautés, leur culture et leur patrimoine, disposent de connaissances et d'approches qui peuvent aider à aborder la diversité, l'inclusion, l'exclusion, les tensions et conflits historiques, la participation et le respect des valeurs. Des recherches supplémentaires sur le recours à ces approches peuvent contribuer à l'autonomisation des populations locales, en particulier des peuples autochtones, renforçant ainsi leur capacité d'expression, leur pouvoir de décision et leur capacité à faire face aux risques. Les approches exogènes et non inclusives de la culture et du patrimoine peuvent toutefois avoir une incidence inverse, et il convient de s'attaquer à l'usage qui en est fait. Par exemple, au Mali et au Burkina Faso, le pays Dogon s'étend sur 400 000 ha dans la région de Mopti. Cette région abrite 289 villages où vivent principalement des Dogons qui entretiennent une relation étroite avec leur environnement. Le paysage culturel « Falaises de Bandiagara (pays dogon) » a été proposé pour inscription par l'État partie du Mali et inscrit en 1989 sur la Liste du patrimoine mondial, mais seuls quelques-uns des 289 villages ont été désignés au sein des limites du bien du patrimoine mondial. Cette exclusion de tous les autres villages et communautés a rendu les relations déjà tendues entre les communautés encore plus conflictuelles, ce qui limite leur résilience (comm. pers., Chundu, 2021).

MC26:

Une approche globale du risque et de sa gestion est nécessaire grâce à l'implication des populations dans les endroits où les impacts du changement climatique pourraient sinon être négligés ou ignorés en raison de la faible occurrence d'événements climatiques extrêmes ou de l'absence d'indicateurs culturels permettant d'évaluer ces impacts.

Il est nécessaire de prendre davantage en compte les dimensions culturelles et patrimoniales des risques systémiques et l'interaction des aléas physiques et des impacts en chaîne à des échelles variées. Les risques et les impacts en chaîne prennent différentes formes et affectent les populations de différentes manières. Ils peuvent se produire parallèlement aux aléas climatiques ou apparaître comme une conséquence de ceux-ci. Ils comprennent : les migrations économiques qui entraînent la disparition des détenteurs de connaissances ou des pratiques traditionnelles ; l'insécurité alimentaire dans une région en raison de décisions relatives à la gestion de l'eau dans une autre ; une vulnérabilité accrue en raison des pratiques culturelles liées au genre ; etc. Ces impacts ne sont souvent pas pris en compte dans l'évaluation du risque climatique (y compris le risque

Étude de cas, Encadré 10

Autonomisation des femmes dans les zones rurales du Sri Lanka

Région de l'étude de cas : **Sri Lanka**, Asie du Sud

Auteur : Dr Dulma Karunaratna, Centre for Asia Pacific Initiative, université de Victoria, Canada



Dans les zones rurales du Sri Lanka, une série de projets ambitieux a conduit à la construction de réservoirs et de canaux de grande et de petite taille reliés au sein d'un bassin versant d'une zone sèche. Ces aménagements permettent d'exploiter les pluies de mousson et les pluies saisonnières, constituant ainsi une solution face aux variations météorologiques et climatiques. Ces aménagements ont à leur tour conduit à la prolifération dans tout le pays de milliers de petits réseaux de réservoirs en série dans les villages, construits grâce à un parrainage collectif. Ces « cultures villageoises » – aménagées dans et autour de l'eau – sont désormais inextricablement liées à leur milieu. Établissant un environnement bioculturel au cœur des cultures villageoises, ils traduisent un lien harmonieux entre la culture et la nature.

Les activités menées avec ces populations ont également donné une place prédominante aux traditions folkloriques environnementales et aux systèmes de connaissances traditionnelles en tant que patrimoine culturel important pour l'adaptation au changement climatique. Les chansons folkloriques, les contes populaires et la mémoire culturelle des villageois ont été collectés en tant que données fondamentales, et ce, en couvrant toutes les provinces du Sri Lanka. L'accent a également été mis sur le rôle des femmes dans la réponse aux événements météorologiques extrêmes et au changement climatique. Les femmes contribuent aux moyens de subsistance des villages grâce à un ensemble de rôles socio-économiques liés au genre, notamment la riziculture, la récolte, la protection des terres cultivées, la conservation des semences, la lutte contre les parasites, l'élevage d'animaux, la récolte de nourriture, la corvée d'eau et les activités artisanales. On a également constaté que les femmes étaient les plus touchées par les événements climatiques extrêmes.

Cependant, les défis auxquels ces femmes sont confrontées les ont rendues résilientes. Les questions liées au changement climatique ont enrichi et renforcé leurs connaissances de l'écologie locale, des prévisions météorologiques traditionnelles et de la gestion du foyer, et elles ont également développé un sens de l'anticipation des conditions hydriques. Ces difficultés ont donné aux femmes locales un profil autre que celui de la sphère domestique, leur offrant la possibilité de faire preuve de force, de capacités, de compétences et de responsabilités. Cette situation a également révélé les approches futuristes des femmes à l'égard du bien-être de leur famille, de la société et de l'environnement. Le rôle des femmes en tant que détentrices du patrimoine, associé à leurs connaissances autochtones et locales du climat, leur permet de contribuer efficacement aux solutions climatiques, aux stratégies d'adaptation au changement climatique et à la prise de décisions environnementales.



Cabane traditionnelle de guet sur une rizière, Sendiriyagama, province du centre-nord, Sri Lanka Photo © Dulma Karunaratna 2019



Chants et danses traditionnelles de rizières par des femmes, atelier de narration de souvenirs climatiques au bord de l'Hatamuna oya, un affluent de la rivière Mahaveli, district de Polonnaruwa, Province du centre-nord, Sri Lanka – Photo © CRITICAL Project – Dulma Karunaratna 2022

pour les sites patrimoniaux). Les pertes et préjudices causés aux ressources culturelles influent à leur tour sur la vulnérabilité climatique par des voies itératives qui doivent également être mieux comprises. Par exemple, la perte de lieux patrimoniaux emblématiques peut avoir un impact sur l'identité et la cohésion sociale. Les impacts climatiques et les mesures prises pour y faire face, ainsi que les processus qui se recoupent, comme le « développement », peuvent favoriser ou perturber les systèmes de connaissances et miner la capacité d'adaptation. À Grand-Pré, en Nouvelle-Écosse (Canada), le paysage peut être sujet à des changements et des solutions d'ingénierie peuvent être mises en place pour adapter les éléments structurels. Cependant, cela ne tient pas compte de la disparition potentielle d'éléments culturels ou patrimoniaux essentiels du paysage qui sont directement liés à la mémoire collective des Acadiens (comm. pers., Rivet, 2022). L'étude de cas de l'encadré 10 montre comment les défis posés par la gestion de l'eau, parallèlement à d'autres réponses au changement climatique, ont permis aux femmes de s'imposer dans la prise de décision et la gestion de la communauté.

MC27:

Il est nécessaire de mieux comprendre la relation entre les réponses au changement climatique (y compris la capacité de réponse) et certains aspects de recoupement.

Les catégorisations sociales reliées entre elles et appliquées à un individu ou à un groupe donné créent des systèmes interdépendants de discrimination ou de défavorisation ; ceux-ci ont à leur tour un impact sur l'exposition aux risques climatiques, la capacité d'adaptation et de réponse. Ces catégorisations sont souvent ancrées dans la culture, englobant des comportements liés au sexe, à la race, à la classe, à l'orientation sexuelle, à la capacité physique, au statut d'État-nation, à l'éducation et à la spiritualité. Les stratégies fondées sur la culture qui peuvent corriger ces systèmes doivent être plus largement connues. En outre, il est nécessaire de mieux comprendre le rôle de l'« infrastructure » culturelle et patrimoniale (par exemple, les institutions, les réseaux et les instances de délibération) dans la construction de causes communes à travers les mouvements sociaux et les intérêts croisés, en reliant la justice climatique à la justice de genre et à la justice raciale. Cela comprend de nouvelles méthodes de gestion des conflits et des traumatismes historiques, ainsi que des méthodes fondées sur la culture pour promouvoir la solidarité avec les populations marginalisées situées en première ligne et pour leur fournir des ressources. Il est important d'accroître les liens entre le fait de communiquer des informations sur le changement climatique aux communautés et d'étudier comment les outils créatifs et les arts peuvent aider à transmettre l'urgence et des possibilités aux populations locales. En Nouvelle-Zélande et dans d'autres pays anciennement colonisés, les répercussions sociales, économiques et politiques des « processus historiques et actuels du colonialisme et du capitalisme » (GIEC, 2022 ; 4.3.8), ainsi que les pratiques de gestion et d'utilisation extractives des terres et des mers, restent une réalité à prendre en compte. De nombreuses ressources sont encore utilisées pour compenser les répercussions, notamment la disparition des terres et la perte de statut, ce qui réduit les ressources pouvant être consacrées au changement climatique.

MC28:

Les pressions sociales, politiques et économiques accélérées par des processus tels que l'urbanisation ou la modernisation peuvent favoriser ou perturber les systèmes de connaissances et les pratiques, et avoir un impact sur la résilience des populations locales.

L'examen du passé afin de repérer des processus similaires, et les effets que ces processus ont pu avoir sur les sociétés passées peuvent guider les décisions actuelles. Par exemple, les réponses d'adaptation au changement

climatique dans le secteur de l'eau en Afrique, lorsqu'elles sont basées sur les connaissances autochtones et locales, se traduisent par une réduction des risques plus élevée que les réponses qui ne tiennent pas compte des connaissances autochtones et locales. Des études de cas menées dans le sud du Zimbabwe indiquent que l'urbanisation contribue généralement à la perturbation ou au déclin des systèmes de connaissances autochtones et locales, lesquels comportent de multiples indicateurs environnementaux permettant de prévoir la qualité des saisons, le début des pluies, les sécheresses, les inondations, etc. Ces populations comptent traditionnellement des personnes désignées sous le nom de « rêveurs », qui sont respectées et qui orientent les décisions des ménages face à la variabilité du climat. Cependant, cette fonction est exclusivement occupée par des hommes, qui l'abandonnent souvent et quittent le village pour les centres urbains. Cette tradition est donc rompue, car les femmes et les jeunes ne les remplacent pas dans ce rôle (comm. pers., Simpson, 2021).

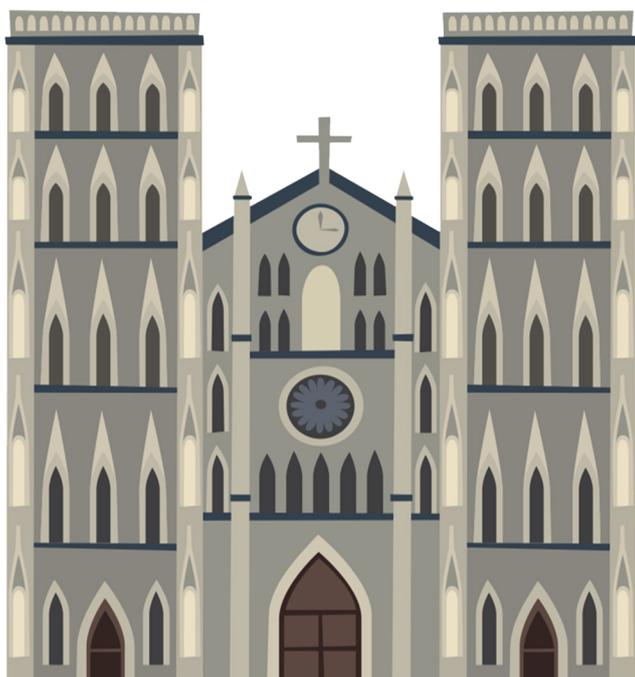
MC29:

Il est nécessaire de mieux comprendre le rôle de refuge du patrimoine (bâti, culturel ou naturel) et des sites archéologiques pour la population lors des crises climatiques (notamment les désastres et les catastrophes) et les lieux qui ont aidé les gens à survivre, à avoir un sentiment d'appartenance et à être reliés.

Ces lieux de refuge sont peu étudiés. Le rôle de la nature et de la culture dans l'emplacement, le bien-être et la santé mentale sont également importants, tout comme la compréhension des facteurs qui ont une incidence sur la persistance de l'habitat (ou son délaissement) dans des lieux particuliers : certains lieux sont occupés tandis que d'autres sont délaissés depuis des milliers d'années.

b. Possibilités de réponse : atténuation

Grâce à une meilleure compréhension de la culture, du patrimoine et du passé, des occasions d'accroître la possibilité et l'efficacité de l'atténuation des effets du changement climatique peuvent voir le jour. Les chercheurs et les praticiens peuvent encourager la coopération entre divers groupes et acteurs, et fournir des informations, le cas échéant, sur la façon dont la culture et le patrimoine peuvent favoriser la réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES) et contribuer à la création d'un avenir à faible émission de carbone. En facilitant un dialogue et une implication continus et collaboratifs entre les groupes et les intervenants concernés, les activités liées à la culture et au patrimoine peuvent favoriser le partage d'expériences, d'idées et de connaissances sur l'impact des « processus historiques et actuels du colonialisme et du capitalisme »



(GIEC, 2022 ; 4.3.8), du nationalisme et du fédéralisme en matière d'atténuation des GES ; la contribution des économies extractives, non circulaires et des pétrocultures à la capacité de répondre aux effets néfastes du changement climatique ; et la nécessité d'aborder la manière dont les mesures d'atténuation peuvent être entravées par la séparation entre culture, patrimoine et changement climatique.

MC30:

Améliorer les collaborations utiles, et inclure ceux (par exemple les chercheurs, les praticiens, les détenteurs de connaissances) qui ont une connaissance des valeurs, pratiques et normes culturelles et patrimoniales, afin de mieux comprendre comment les personnes et les lieux ont été ou sont façonnés par des modes de vie et des économies circulaires ou dépendantes du carbone.

Il est important, d'un point de vue critique, d'identifier les éléments culturels et pratiques (notamment les approches et les valeurs inhérentes à la durabilité, à la croissance, à la consommation, à la production et au progrès) qui peuvent déterminer tout ou partie de la manière dont le changement climatique est compris ou pris en compte. Chercheurs, praticiens, détenteurs de connaissances ou autres intervenants impliqués dans la production de connaissances sur la culture et le patrimoine peuvent partager des informations utiles. Cela peut comprendre des données et études de cas intégrant les valeurs, pratiques et perceptions qui permettent ou non les pratiques intensives en gaz à effet de serre (par exemple l'évaluation des risques, l'accès aux ressources naturelles, la disponibilité des sources d'énergie et l'utilisation de formes d'énergie alternatives durables).

De nouvelles méthodes de contextualisation, mémorisation et documentation de ces pratiques (passées et présentes) sont également nécessaires. Il s'agit notamment de la nécessaire mise en avant des analyses des cultures passées non liées au pétrole afin d'aider les populations contemporaines à comprendre les avantages et les inconvénients de notre dépendance actuelle aux énergies fossiles. Il s'agit aussi de déterminer les moyens de préserver et de promouvoir les cultures matérielles et immatérielles des pétrocultures. Par exemple, en Europe, les niveaux de dioxyde de soufre (SO₂) ont connu un pic des années 1960 aux années 1980 en raison de la prolifération des moteurs diesel et de leurs gaz d'échappement à forte teneur en soufre. À partir des années 1970, la politique européenne a visé à réduire les émissions de SO₂ et la consommation de charbon (particulièrement riche en soufre). Cette politique à long terme s'est appuyée sur les résultats de recherches financées par l'UE concernant l'impact des pluies acides sur les forêts européennes et les façades en marbre, notamment celles de cathédrales comme le Duomo de Milan. Cette politique a depuis lors permis de réduire la pollution atmosphérique, principalement le SO₂ et les particules générés par la combustion de combustibles fossiles, entraînant une réduction significative de la principale source de dégradation esthétique et matérielle pour le bâti. Les politiques fondées sur des données probantes fonctionnent, et l'échange de connaissances entre les nations dépendantes des combustibles fossiles peut renforcer la résilience de l'environnement (comm. pers., Bertolin).

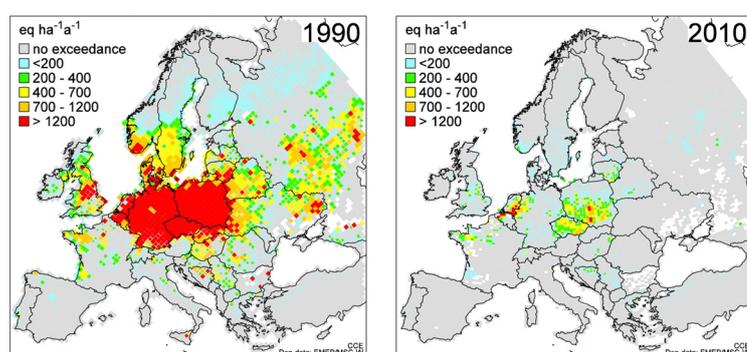


Illustration 12: résultat de la maîtrise des émissions de SO₂, NO_x et NH₃ entre 1990 et 2010 présenté sous forme de cartes montrant le dépassement des valeurs d'acidité. De telles cartes ont joué un rôle important pour illustrer les résultats des futures politiques et des actions entreprises (d'après Maas et Grennfelt, 2016)

MC31:

Il est nécessaire de mieux comprendre et de soutenir le rôle du patrimoine naturel dans le stockage et le piégeage du carbone pour qu'il fasse partie d'un éventail plus large de solutions fondées sur la nature, ainsi que des mesures de protection nécessaires.

Les recherches montrent que, même avec des efforts d'atténuation rapides, l'élimination du dioxyde de carbone sera probablement nécessaire pour compenser les émissions des secteurs qui ne peuvent pas facilement annuler leurs émissions, notamment le transport aérien. Le patrimoine naturel peut constituer un puits de carbone, notamment les forêts, les sols, les pâturages et les systèmes aquatiques côtiers (mangroves, prairies sous-marines, etc.), ainsi que les espaces naturels situés dans les villes (Osipova et coll., 2014). De nouvelles méthodologies sont nécessaires pour permettre une analyse coût-bénéfice efficace des différentes approches de l'élimination du dioxyde de carbone, en équilibrant les valeurs et la pérennité de la séquestration du carbone par rapport aux impacts sur les systèmes sociaux, les valeurs patrimoniales, la gouvernance et l'utilisation équitable des terres. On peut citer les exemples des impacts de la séquestration du carbone dans les forêts sur le régime foncier autochtone et les incidences du boisement sur les sites archéologiques. La réflexion doit également se poursuivre quant à l'utilisation efficace et éthique des connaissances écologiques traditionnelles dans la conception de projets appropriés de régénération par la culture, notamment la valorisation de la gestion des terres par les peuples autochtones et les populations locales. À la lumière de l'urgence de la mise en œuvre de l'action climatique, ces activités de recherche devraient être accélérées pour favoriser une atténuation ambitieuse – ainsi que les activités visant à renforcer la biodiversité, en particulier dans les écosystèmes riches en carbone. Au Sri Lanka et en Inde, par exemple, les populations locales sont impliquées dans la délimitation des terres autour des plans d'eau ; elles sont les gardiennes de ces terres. Au sein de ces populations, la gestion des ressources naturelles est ancrée dans les pratiques traditionnelles depuis des siècles, mais elle a été autrefois considérée comme « vernaculaire » et activement rejetée. À cet égard, il est nécessaire de reconnaître plus clairement les recoupements entre la culture, le patrimoine, la biodiversité et l'atténuation, et de permettre à davantage de personnes d'Asie du Sud-Est de s'exprimer (comm. pers., Mascarenhas, 2021).

MC32:

Les modèles de tourisme patrimonial (culturel et naturel) actuels doivent faire l'objet d'une réflexion critique quant à leur rôle dans le changement climatique et leurs impacts sur le patrimoine.

Il est nécessaire de procéder à un examen plus critique des avantages (par exemple la compréhension interculturelle) et des inconvénients (par exemple les émissions de carbone, la dégradation des écosystèmes et du patrimoine locaux) du tourisme culturel et patrimonial dans le cadre du changement climatique. Les personnes impliquées dans la culture et le patrimoine doivent s'efforcer de comprendre le rôle des protagonistes du tourisme culturel et patrimonial (culturel/naturel) pour donner aux populations tributaires du tourisme les moyens de faire face aux risques du changement climatique et de prendre les mesures correctives les plus appropriées. De meilleures lignes directrices sont nécessaires quant aux dimensions éthiques du tourisme culturel face au changement climatique, notamment le « tourisme de la dernière chance » concernant les sites en première ligne du changement climatique comme les régions polaires, qui se traduisent par des déplacements sur de longues distances et accroissent la vulnérabilité des sites aux impacts climatiques du fait de la

concentration des visiteurs. Les voyages de luxe, les voyages impliquant plusieurs trajets aériens et des vols long-courriers, notamment vers de nombreuses petites îles, doivent être pris en compte. Cela pourrait inclure les modes d'exacerbation de la vulnérabilité climatique par la surfréquentation touristique, ainsi que la comparaison des initiatives dites de « tourisme lent » (par exemple le cyclotourisme et le trekking) par rapport au « tourisme rapide » et aux mécanismes mondiaux (par exemple les énormes bateaux de croisière qui circulent dans les fjords de Norvège ainsi que dans d'autres environnements extrêmement sensibles). Ces navires ont non seulement un impact sur l'écosystème local des fjords en raison de l'accroissement du mouvement des vagues, du creusement des chenaux et donc de l'érosion, mais aussi un impact sur les émissions de CO₂, la modification des vues paysagères, l'impact visuel sur l'intégrité des sites du patrimoine et un impact potentiel énorme en cas d'accident ou de catastrophe. Les organisations du patrimoine doivent réévaluer leur rôle dans la promotion des déplacements à grande échelle indispensables pour visiter les sites et évaluer de manière critique l'impact des classements et inscriptions (statut de patrimoine mondial ou site Ramsar, par exemple) sur les émissions de gaz à effet de serre liées au tourisme. Nombre de ces organisations ont travaillé à la promotion de pratiques durables en matière de tourisme patrimonial et sont en train d'élaborer une charte culturelle qui vise à promouvoir l'abandon du modèle de croissance destructrice actuel au profit du modèle des communs.

MC33:

Il est nécessaire de mieux comprendre les connaissances culturelles inhérentes à l'utilisation des sols ainsi qu'à la planification et la conception urbaines des établissements historiques. Ces relations entre planification et conception des établissements historiques, émissions de GES et économies circulaires doivent également être mieux comprises, afin que ces connaissances (nouvelles et existantes) puissent être intégrées plus efficacement dans la planification du changement climatique et dans la conservation des villes et établissements historiques menacés par les impacts climatiques, conformément à la recommandation de l'UNESCO de 2011 concernant le paysage urbain historique.

L'occupation des sols urbains et la planification territoriale des villes et établissements historiques, notamment les modes de production et de distribution alimentaires, ont été sous-représentées dans la planification de l'atténuation. Les personnes impliquées dans la culture et le patrimoine, y compris la compréhension du passé, disposent d'une expertise et d'outils solides pour comprendre les dimensions spatiales des villes et des établissements humains, et leur interaction avec les économies et les modes de vie circulaires ; la mobilité et l'accessibilité piétonnière ; les économies créatives et l'autosuffisance locale ; la gastronomie et une vie saine dans un environnement sain. De nombreuses villes et zones urbaines historiques se sont développées de manière durable pendant des millénaires. Les outils qui permettent aux urbanistes de comprendre l'impact des différentes options d'aménagement urbain sur les émissions et leurs implications pour l'adaptation au changement climatique devraient mieux intégrer ces dimensions culturelles. Davantage de recherches et d'actions relatives à ces relations pourraient améliorer les résultats en matière d'atténuation et d'adaptation tout en générant des retombées sociales supplémentaires. Les facteurs culturels éclairent les choix en matière de consommation et de production. De telles dimensions culturelles du comportement peuvent elles-mêmes favoriser des politiques de transformation verte plus durables, créant ainsi un besoin de recherche supplémentaire pour les personnes impliquées dans la culture et le patrimoine, notamment la compréhension du passé. La culture et la production culturelle peuvent nourrir les idées de croissance, de durabilité et de développement, et présenter des enjeux pour la transformation verte. Une meilleure compréhension de la relation entre la gestion de l'utilisation des sols, l'écologie et les impacts du changement climatique serait également précieuse pour la conservation des villes et établissements historiques, conformément à la recommandation de l'UNESCO de 2011 sur le paysage urbain historique.

MC34:

Des activités et des investissements supplémentaires sont nécessaires pour améliorer la documentation et la compréhension des avantages de l'atténuation et de la réduction des émissions de carbone découlant de l'utilisation continue ou de la réutilisation adaptative du parc immobilier existant (y compris les bâtiments historiques et traditionnels).

Les retombées positives du bâti historique en matière d'atténuation sont largement négligées dans la planification climatique, alors que le patrimoine et ce bâti sont au cœur de la durabilité urbaine. L'utilisation continue et la réutilisation adaptative des bâtiments existants permettent d'éviter les émissions associées aux nouvelles constructions. Si l'on se base sur l'analyse du cycle de vie (ACV), il s'agit souvent de la meilleure stratégie d'atténuation, surtout lorsqu'elle est associée à des interventions ciblées visant à améliorer la fonctionnalité. Cependant, de meilleurs outils sont nécessaires pour quantifier ces avantages. En outre, les protocoles actuels de comptabilisation du carbone négligent souvent l'énergie contenue dans les bâtiments (et les biens de consommation) et les matériaux produits en dehors des limites de la ville (le « carbone de portée 3 »). Il est urgent de pallier ces insuffisances afin d'obtenir une image plus précise des émissions du secteur du bâtiment.

Ces innovations pourraient révéler les coûts en carbone engendrés par les démolitions et d'autres choix d'environnement bâti. Elles sont complémentaires à la nécessité d'étendre le bénéfice de la conservation et de l'entretien du patrimoine et des bâtiments historiques de l'échelle des bâtiments particuliers à celle d'un quartier, voire d'une ville. Quelques rares cadres méthodologiques ont été conçus pour faciliter cette transition. Récemment, Loli et Bertolin (2018) ont présenté le dispositif ZERT (Zero Emissions Research and Technology – recherches et technologies en matière d'émissions zéro), qui répond à l'insuffisance des connaissances scientifiques et techniques relatives à la séquestration du carbone afin de sélectionner des interventions de rénovation appropriées dans les bâtiments historiques au niveau du quartier – en évaluant la valeur du bâtiment, l'étendue de la dégradation, le type d'intervention requise (sur un mètre carré de mur) et l'émission de GES correspondante. Ce cadre prend également en compte l'impact sur le changement climatique et l'atténuation potentiellement apportée par l'intervention. Le cadre ZERT est toujours en cours de mise au point pour améliorer plus avant l'évaluation de l'importance des bâtiments historiques lors des interventions de rénovation ou d'amélioration de l'efficacité énergétique. L'étude de cas de l'encadré 11 illustre le travail effectué à Hong Kong pour répondre aux préoccupations concernant l'utilisation et la conservation durables des bâtiments historiques de manière à soutenir la durabilité urbaine.

La dimension culturelle des modes d'utilisation des bâtiments ainsi que la perception de la notion de confort suscitent un intérêt sur le plan de la « suffisance » (c'est-à-dire la réduction de la demande en matériaux et en énergie tout en assurant un niveau de vie décent pour tous dans le cadre des limites de notre planète).

MC35:

Les personnes impliquées dans la culture et le patrimoine, y compris la compréhension du passé, ont l'expertise nécessaire pour mettre au point des formes de communication ambitieuses visant aussi à promouvoir l'action climatique et le changement de comportement à plus long terme, comme l'éducation à l'environnement

L'interprétation du patrimoine peut tirer parti des enseignements et du caractère symbolique du patrimoine

et de la culture afin d'inspirer l'action grâce à de multiples visions du monde en faveur de l'atténuation et de l'action climatique.

c. Réponses possibles : Adaptation

Une meilleure compréhension de la culture, du patrimoine et du passé peut offrir des occasions d'introduire, de faire évoluer et d'améliorer les approches et les stratégies d'adaptation, augmentant ainsi le nombre de choix disponibles et améliorant l'efficacité. Les chercheurs et les praticiens peuvent encourager la coopération entre divers groupes et intervenants ; ils peuvent également fournir des informations, le cas échéant, sur la manière dont la culture et le patrimoine peuvent favoriser l'adaptation, notamment celle des villes, des établissements humains et du patrimoine bâti. En facilitant un dialogue et un engagement permanents et collaboratifs entre les groupes et intervenants concernés, les personnes travaillant dans le domaine de la culture et du patrimoine peuvent partager leurs expériences, leurs idées et leurs connaissances. Ce faisant, elles renforcent la capacité d'autrui à répondre aux effets néfastes du changement climatique en s'intéressant à divers systèmes de connaissances, valeurs, pratiques et modes de vie.





Étude de cas, Encadré 11:

Sensibilisation au climat et élaboration de stratégies concernant le centre urbain historique de Macao

Région de l'étude de cas : région administrative spéciale de [Macao](#), Chine

Auteur : Professeur adjoint Kin Hong Ip, Université des sciences et technologies de Macao



Ancienne résidence du général Ye Ting © K. Hong Ip



Extinction traditionnelle et préparation de la chaux avec de la paille © K. Hong Ip

La conquête accélérée des terres sur la mer et l'urbanisation rapide ont fait payer un lourd tribut à l'architecture patrimoniale du village de pêcheurs autrefois paisible de Macao. Les phénomènes récents comme la gravité et la fréquence accrues des typhons d'été, les pluies torrentielles et l'intrusion d'eau de mer, tous issus du changement climatique, ont encore aggravé ces impacts. Plusieurs projets de réutilisation adaptative ont révélé des conséquences inattendues avec une aggravation notable des dommages causés par le sel, la condensation de l'humidité et la prolifération biologique. Les bâtiments « passifs » d'origine ont également été désaffectés pour la plupart, remplacés par des constructions et des matériaux plus modernes. Par conséquent, « vivre en harmonie avec la nature » s'est rapidement transformé en « modifier la nature pour le confort ». Cette étude de cas présente un projet visant à étudier l'efficacité des connaissances anciennes qui ont présidé à la conception de bâtiments passifs, et ce, pour l'avenir durable de notre environnement.

L'ancienne résidence du général Ye Ting est un bâtiment de deux niveaux construit dans les années 1920. Elle était à l'origine située près d'une rivière qui a depuis été comblée en raison de l'urbanisation. Cette résidence, ainsi que de nombreux bâtiments du patrimoine local, a subi une détérioration accrue due à plusieurs problèmes qui se recoupent : le changement climatique, la conquête accélérée des terres sur la mer et l'urbanisation rapide, exacerbés par la perte des connaissances locales et des compétences traditionnelles en matière de construction. Cela a eu un impact sur la capacité durable de la collectivité à pallier le changement climatique ou à s'y adapter. L'abandon de la conception passive des bâtiments a également mis fin à l'adaptation naturelle des bâtiments locaux à l'environnement de façon à ne pas générer de gaz à effet de serre néfastes. La restauration de l'ancienne résidence du général Ye Ting a permis d'impliquer les artisans locaux expérimentés qui ont travaillé et transmis les compétences traditionnelles à la jeune génération. Grâce au travail de ces artisans, la dégradation observée précédemment a été considérablement réduite suite à la remise en place de matériaux perméables traditionnels et d'éléments de construction d'origine tels que le carrelage fait à la main et les volets en bois. La ventilation indispensable a également été rétablie en rouvrant les puits de lumière existant et en cessant d'utiliser les climatiseurs afin de lutter contre la violence du changement climatique.

MC36:

Pour mieux comprendre l'adaptation et la résilience, il est nécessaire d'approfondir la compréhension des dimensions culturelles, sociales, spirituelles et politiques qui sont au cœur des capacités d'une population et de son aptitude à faire face aux effets néfastes du changement climatique et de la perte de biodiversité.

Les sciences du changement climatique négligent souvent l'expérience humaine et le prisme culturel dans l'analyse des causes, des impacts et des réponses au changement climatique. Les personnes impliquées dans la culture et le patrimoine, y compris la compréhension du passé, sont en mesure de partager des informations et une expertise sur les enchaînements historiques et la représentation des événements et des réponses sur une période allant jusqu'à des millénaires afin d'approfondir cette analyse. Des systèmes de connaissances diversifiés, une multiplicité de réseaux sociaux et l'inclusion sociale jouent des rôles essentiels dans l'adaptation et la résilience, et il est essentiel d'approfondir les études sur la façon dont cela peut être mesuré et pertinent dans divers contextes. Les valeurs façonnent les préférences en matière d'adaptation et la culture façonne les valeurs (notamment la perception de ce qui est juste et équitable, de qui est responsable, de l'ampleur des avantages du changement) – le tout ayant à son tour une incidence sur l'adaptation. L'étude de cas de l'encadré 12 illustre également comment la pratique autochtone hautement technique de la construction de murs en pierre, pratiquée depuis des centaines d'années, est maintenant adoptée dans les centres urbains et d'autres régions en raison de la résilience climatique de cette pratique.

MC37:

Les personnes impliquées dans la culture et le patrimoine, y compris la compréhension du passé, disposent de l'expertise nécessaire pour aider à mieux comprendre pourquoi et comment les processus de planification de l'adaptation au changement climatique sont susceptibles de promouvoir l'inclusion de groupes et d'intervenants ethniques ou divers particuliers tout en négligeant et en ignorant d'autres groupes divers.

Il s'agit notamment de comprendre comment les connaissances locales au sein des établissements informels du monde entier peuvent favoriser l'adaptation au changement climatique, ainsi que les avantages que l'on peut tirer de l'intégration des détenteurs de connaissances locales et traditionnelles et des connaissances locales dans la planification de cette adaptation – en intégrant les modes de connaissance et de pensée locaux et en comprenant les systèmes de valeurs et les aspirations locales.

MC38:

Il est nécessaire de mieux savoir comment transposer la compréhension des événements passés et des transformations naturelles et anthropiques historiques dans la planification contemporaine de l'adaptation au changement climatique.

Les paysages culturels, le patrimoine vivant, notamment les traditions orales, ainsi que le patrimoine matériel comme les ressources archéologiques, recèlent des témoignages des réponses humaines aux catastrophes passées, y compris l'évolution des vulnérabilités au fil des siècles. Pourtant, l'interprétation et l'application de ces informations à la planification et à la mise en œuvre de l'adaptation au changement climatique constituent un défi. Les personnes impliquées dans la culture et le patrimoine sont régulièrement amenées à travailler à partir des connaissances du passé (catastrophes, interventions d'adaptation, évolution de

Étude de cas, Encadré 12

Pratique de construction de murs en pierre dans la région de la Cordillère, nord des Philippines

Région de l'étude de cas : Région de la Cordillère, Philippines

Auteur : Wilfredo Alangui, détenteur de connaissances autochtones/
Kankana-ey Igorot et Ilocano, université des Philippines de Baguio



Construction locale de murs en pierre selon des pratiques autochtones traditionnelles. © W. Alangui

Les peuples autochtones de la Cordillère, dans le nord des Philippines, désignés collectivement sous le nom d'Igorot, ont façonné de vastes rizières en terrasses sur les pentes des montagnes et des terrains accidentés. On trouve également des rizières en terrasses au Népal, au Vietnam, en Indonésie et en Chine. Cependant, les rizières en terrasses de la Cordillère, qui datent de plusieurs siècles, ont été décrites comme étant parmi « les plus productives et les plus efficaces du monde » (Bodner, 1986). Il s'agit d'une activité qui intègre des principes techniques et agricoles à des connaissances sociales et culturelles. Elle relie les Igorot à leurs ancêtres et témoigne de leur vision du monde. La pratique autochtone de construction de murs en pierre est un élément essentiel de la riziculture en terrasses. Les

murs de pierre constituent une technologie de conservation des sols et de l'eau pour les rizières en terrasses construites dans des paysages de montagne pentus (Brett, 1985). Des murs de pierre sont construits pour maintenir les rizières, retenir l'eau et empêcher toute forme d'érosion. Dans de nombreux cas, ils sont également utilisés pour accroître la superficie des rizières. La construction de murs en pierre est une forme de savoir très technique. Tout, de la sélection des pierres au remblayage et au positionnement de chaque pierre, est soigneusement étudié pour édifier des murs durables (Alangui, 2010, 2018). Il s'agit d'un savoir genré, réalisé principalement par les membres masculins de la communauté. Les spécialistes de la pierre sont des membres bien considérés de la communauté ; beaucoup d'entre eux deviennent des anciens respectés et des détenteurs de connaissances.

En tant que technologie autochtone mise au point dans les communautés montagnardes et pratiquée depuis des centaines d'années, la mise en place de murs de pierre a évolué de diverses manières : du maintien des rizières en terrasses au soutènement des maisons, des canaux d'irrigation, des routes et des zones qui s'érodent régulièrement à cause des typhons (Alangui, 2010, 2018). Les murs de pierre ont longtemps empêché l'érosion et favorisé la stabilisation des sols dans les zones montagneuses de la Cordillère. Cette technologie est actuellement adaptée avec quelques modifications dans les centres urbains et dans de nombreuses autres zones situées en dehors de la Cordillère. La construction de murs de pierre empêche l'érosion et favorise la stabilisation des sols dans les localités montagneuses (tant rurales qu'urbaines), ces zones étant devenues de plus en plus vulnérables à la violence des typhons.



Artisan à l'œuvre © W. Alangui

l'urbanisation), généralement constituées d'informations au niveau du site émanant de la population locale. Par exemple, l'impact des inondations est matérialisé dans toute l'Europe par des repères en pierre datant du Moyen Âge ou du début de l'ère moderne, ainsi que par des toponymes et des caractéristiques topographiques qui ont subsisté. Ces données fournissent des informations précieuses sur la réponse historique des populations aux aléas (comm. pers., Bertolin, 2022). La mise en œuvre de ces données nécessite une plus grande étude des processus dynamiques, adaptatifs et de planification des politiques rendue possible par la collaboration de divers acteurs issus de différents domaines (historiens, architectes, professionnels de la culture, climatologues, urbanistes, conservateurs et experts en gestion des risques).

Dans ce cadre, ils rapportent les récits faisant appel à l'histoire des lieux, analysent les vestiges matériels des aléas passés (par exemple les marques et plaques de hautes eaux) intégrés aux bâtiments historiques dans les lieux où les catastrophes se sont produites, puis examinent comment les communautés ultérieures ont appliqué certains changements pour renforcer la résilience. De telles démarches permettent de comprendre comment les populations ont traversé des périodes difficiles et de faciliter ainsi l'adaptation aux changements futurs.

MC39:

Il est nécessaire d'en savoir plus sur le rôle joué par les approches culturelles et les méthodologies patrimoniales pour garantir et faciliter le recours aux connaissances locales dans la planification de l'adaptation au changement climatique, ainsi que sur l'implication des populations locales dans les processus décisionnels et l'élaboration des politiques.

L'intégration des connaissances locales et communautaires dans les processus décisionnels reste un défi. La recherche scientifique privilégie certains types de connaissances au détriment d'autres. Les autorités ont tendance à préférer les solutions de haut niveau et de type descendant, tandis que la plupart des bailleurs de fonds privilégient les méga-infrastructures en matière de solutions, d'investissements et de réponses. Cependant, un soutien et une étude plus poussés de multiples projets de micro-infrastructures pourraient constituer une alternative plus durable. Pour cela, il est nécessaire de consolider l'ensemble des données probantes sur les dimensions culturelles de l'adaptation au changement climatique et de favoriser l'inclusion des dimensions culturelles dans la planification de cette adaptation. Les personnes impliquées dans la culture et le patrimoine, y compris la compréhension du passé, doivent collaborer étroitement par-delà les cloisonnements pour réunir les enseignements tirés et les rapprochements avec des expériences de pratiques d'adaptation basées sur les écosystèmes.

MC40:

Il est nécessaire de mieux comprendre le rôle de la culture et du patrimoine dans la mobilité humaine, y compris les migrations, les déplacements et les délocalisations prévus pour faire face au changement climatique.

Les humains ont toujours été en mouvement, et la culture et le patrimoine témoignent de cette mobilité. Une meilleure compréhension de ces phénomènes permettrait de mettre en lumière la mobilité liée au climat. Il est important d'éviter de supposer que migrations et mouvements sont universellement négatifs (ou positifs) ; par exemple, la culture du nomadisme fait partie du patrimoine de certains peuples. Il s'agit de formes de

patrimoine culturel souvent remises en question par les frontières nationales, la privatisation du régime foncier, etc. Une certaine immobilité peut également être le résultat du colonialisme et de l'oppression (comm. pers., Sider, 2022). Le fruit des recherches existantes et nouvelles doit être traduit en nouvelles méthodologies du patrimoine culturel. Par exemple, une démarche communautaire collaborative est nécessaire pour hiérarchiser et documenter le patrimoine abandonné, et pour conserver et perpétuer les valeurs collectives du patrimoine scientifique et immatériel des communautés déplacées en cours de relocalisation ou dispersées (diaspora). Il est nécessaire d'accroître les recherches sur les stratégies d'implantation basées sur la culture et le patrimoine pour aider les communautés déplacées, ainsi que pour traiter les impacts culturels sur les populations d'accueil. Par exemple, les travaux sur diverses populations d'immigrants et sur les populations d'accueil montrent que les systèmes de connaissances des communautés d'origine et d'accueil peuvent être globalement modifiés et améliorés plutôt que simplement perdus. De même, la migration de personnes peut modifier les normes dans les régions d'origine en apportant une évolution et un élargissement des perceptions (Jíménez, 2017).

d. Culture, patrimoine et capacité de changement transformateur

Le changement climatique a accru et continue d'accroître les risques pour les systèmes naturels et humains, notamment la culture et le patrimoine. Cependant, les liens entre la culture, le patrimoine et les avantages climatiques, les avantages connexes, les compromis ou les contraintes doivent encore être analysés. Il s'agit notamment de mieux comprendre comment tirer le meilleur parti de tous les avantages directs ou associés et de réduire les compromis et autres désavantages, lesquels pourraient être mieux gérés ou évités. Les dimensions culturelles et patrimoniales de ces décisions sont essentielles pour déterminer les trajectoires à suivre en matière de résilience climatique au profit de divers intervenants et communautés. Les personnes impliquées dans la culture et le patrimoine, y compris la compréhension du passé, peuvent faciliter et encourager les populations à étudier les avantages climatiques, les avantages connexes, les compromis et les limites auxquels elles sont confrontées. Elles peuvent également examiner les possibilités qui s'offrent aux populations en matière de politique et de mise en œuvre, de cohésion sociale, de détermination des urgences et d'autres considérations liées au climat.

MC41:

Les personnes impliquées dans la culture et le patrimoine, y compris la compréhension du passé, sont en mesure de mieux faire comprendre comment les systèmes de connaissances englobent des ensembles cohérents de connaissances, de pratiques et de valeurs indissociables.

Si l'on s'est intéressé à la manière dont les connaissances et les pratiques autochtones et locales ont contribué à la conservation et à la gestion de la nature, ainsi qu'à l'adaptation au changement climatique et à l'atténuation de ses effets, on a accordé moins d'attention aux conceptions du monde et aux valeurs qui sous-tendent les systèmes de connaissances. Les peuples autochtones et les populations locales conçoivent souvent la nature comme un réseau de vie interdépendant, reliant les humains et les non-humains dans une relation complexe. Selon ces conceptions, l'homme est considéré comme un élément intégral de la nature et celle-ci est empreinte de valeurs sociales, culturelles et spirituelles. De plus, la conception que les peuples autochtones et les populations locales se font de la nature s'inspire souvent d'une éthique de bonne gestion fondée sur la réciprocité entre les humains et les non-humains, la conservation temporaire pour les générations futures, ainsi que la santé de la terre et l'attachement à celle-ci. Ces conceptions constituent la base de la gestion des paysages terrestres et marins. Elles sont conformes à la Vision 2050 de la Convention des Nations Unies sur la diversité biologique « Vivre en harmonie avec la nature » (Orlove et coll., 2022).in harmony with nature' (Orlove et al., 2022).

MC42:

Il est nécessaire d'en savoir plus sur la sensibilisation au changement climatique et comment une meilleure compréhension des valeurs et normes culturelles, de l'histoire profonde et un recours plus efficace aux langues locales peuvent améliorer les campagnes climatiques et l'action pour l'autonomisation climatique.

Les approches fondées sur la culture et le patrimoine offrent des outils, des perspectives et des possibilités supplémentaires pour faire progresser la sensibilisation et l'autonomisation en matière de climat. En facilitant de nouvelles alliances et coalitions avec des intervenants culturels, les groupes et les institutions peuvent tirer parti du pouvoir de la culture et des infrastructures culturelles existantes pour faire progresser l'action climatique. Les approches artistiques et créatives peuvent donner corps à l'invisible et provoquer un réexamen des présupposés hérités de manière à transcender les mesures progressives et à favoriser un changement évolutif. L'incorporation de récits et de descriptifs sur le changement climatique dans l'interprétation des sites du patrimoine est un symbole puissant qui peut inspirer l'action et souligner son urgence. Le fait d'investir et de soutenir les artistes et les organismes culturels peut présenter des avantages connexes sur le plan de la capacité à communiquer plus largement et plus efficacement. Cependant, à l'heure actuelle, la culture et le patrimoine sont rarement intégrés aux stratégies officielles d'éducation au climat, ce qui crée un écart de mise en œuvre qui doit être appréhendé et dépassé. L'université de Liverpool a eu recours à l'histoire orale et aux archives pour étudier l'histoire des inondations du site du patrimoine mondial du District des Lacs anglais. Afin d'encourager la mobilisation en faveur de l'eau et du paysage au sens large, l'utilisation de l'art, et plus particulièrement de la poésie, a amené les citoyens à réévaluer une partie de ce qu'ils savent ou comprennent de ces lieux (comm. pers., Fluck, 2021).

MC43:

Les coûts et conséquences des compromis entre la conservation du patrimoine culturel et les interventions d'atténuation du changement climatique et d'adaptation à celui-ci doivent être mieux appréhendés

Des tensions réelles et perceptibles existent entre l'atténuation du changement climatique et l'adaptation à celui-ci, d'une part, et la sauvegarde de la culture et la conservation du patrimoine, d'autre part. Parmi les exemples de ces tensions, citons l'interdiction de l'exploitation traditionnelle de la tourbe, l'adaptation des bâtiments historiques à des fins d'efficacité énergétique selon des modalités qui sont perçues comme portant atteinte aux valeurs patrimoniales, la mise en place d'infrastructures d'énergie renouvelable dans des paysages culturels et la mise en place de projets d'atténuation des émissions de carbone qui sapent les pratiques de gestion forestière et le régime foncier des peuples autochtones. Les coûts et conséquences des compromis entre l'atténuation du climat (par exemple, les infrastructures d'énergie renouvelable et l'impact sur l'environnement historique ou naturel) et les interventions d'adaptation (par exemple, la restauration du paysage et l'impact de la non-accessibilité pour les populations locales) ne sont pas bien appréhendés. Pourtant, ces choix ont également un impact sur la culture et le patrimoine et touchent directement les populations locales (y compris les populations autochtones). Une plus grande coopération à long terme et des discussions multisectorielles sont nécessaires pour réduire au minimum les inconvénients des compromis et favoriser les avantages communs, en particulier dans le contexte des trajectoires transformatrices axées sur l'objectif de 1,5 °C. Des structures participatives sont nécessaires pour que les défenseurs de la culture et du patrimoine, y compris les populations locales, soient impliqués dans les réflexions dès le stade de conception des projets. Une coopération constructive et à long terme ainsi que des réflexions interdisciplinaires et multisectorielles sont nécessaires pour atténuer les compromis et favoriser les avantages en

La culture sur brûlis en Asie du Sud-Est

Région de l'étude de cas : [Asie du Sud-Est](#)

Auteur : Gabriel Caballero, point focal de l'ICOMOS concernant les Objectifs de développement durable de l'ONU



La culture sur brûlis est une forme de savoir traditionnel en Asie du Sud-Est. Par exemple, les montagnes du parc national de l'Iglit-Baco ont été façonnées par les populations Tau-Buid et Buhid Mangyan ; ici, des générations de kaingin (culture sur brûlis) sont à l'origine d'un paysage culturel avec des espèces spécialement adaptées (Caballero, 2015). Cependant, cette pratique est tellement répandue en Indonésie qu'elle a entraîné une augmentation des gaz à effet de serre et des émissions de CO₂, affectant les pays voisins comme Singapour, la Malaisie, la Thaïlande, les Philippines et Brunei (Ketterings et coll., 1999). Les lois visant à interdire les feux ont été durcies par le gouvernement indonésien à partir de 1999, mais la pratique a toujours cours (Fajrini, 2022). La rotation traditionnelle des cultures de l'agriculture sur brûlis comprend une période de jachère qui permet aux forêts de repousser et aux nutriments de se reconstituer. Bien que certaines populations se félicitent des recherches selon lesquelles cette pratique peut raisonnablement être efficace, cette forme d'agriculture peut également contribuer à la perturbation prolongée de l'équilibre des nutriments et à la perte de biodiversité, ce qui nécessite de brûler d'autres zones après un certain temps.

L'une des pistes possibles consiste donc à proposer des alternatives économiquement viables à l'agriculture sur brûlis, qui soient à la fois respectueuses des spécificités socioculturelles et équitables. Ces alternatives comprennent la promotion d'autres types d'agriculture, par exemple les cultures intercalaires ou les forêts productives, ou la mise en place de possibilités d'agrotourisme et d'écotourisme durables, moins néfastes pour l'environnement. Il convient donc de trouver un équilibre pour adapter les pratiques traditionnelles et mettre l'accent sur la maîtrise des méthodes d'application, tout en préservant les connaissances sociales, culturelles et environnementales des peuples autochtones. Il est également nécessaire de faire appliquer la loi plus fermement pour interdire les brûlis à grande échelle et à des fins commerciales, d'accorder des formes accrues de protection juridique aux domaines autochtones et d'améliorer la concertation entre les communautés et les diverses parties prenantes sur les effets globaux des pratiques traditionnelles potentiellement néfastes.

améliorant les connaissances en vue d'une compréhension plus fine et propre à chaque lieu des tensions qui apparaissent entre les politiques de développement, la conservation du patrimoine et l'adaptation. Les personnes impliquées dans la culture et le patrimoine, y compris la compréhension du passé, doivent être amenées à contribuer à ces réflexions dès les premières étapes d'un projet afin de contribuer à la réflexion critique sur les perspectives et les enjeux pour la culture et le patrimoine.

MC44:

Il est nécessaire d'approfondir les connaissances en matière d'observation et de suivi, ainsi que d'évaluer les réponses inadaptées et les blocages involontaires des populations ou des sociétés passées ou existantes, afin de mieux appréhender le rôle joué par la maladaptation par le passé et l'impact qu'elle a eu sur la culture et le patrimoine.

La prise en compte de l'impact de la maladaptation au changement climatique sur la culture et le patrimoine locaux peut contribuer à une meilleure conception des projets et au renforcement de la résilience des populations. Les personnes impliquées dans la culture et le patrimoine, y compris la compréhension du passé, sont expertes pour repérer les avantages et les compromis, ainsi que pour savoir comment ou pourquoi des décisions inadaptées sont prises. Des normes sont nécessaires pour déterminer quand les actions climatiques doivent être considérées comme inadaptées en raison de leurs impacts sur la culture ou le patrimoine et d'autres effets négatifs. En Irlande, l'architecture vernaculaire (toits de chaume, pierres, etc.) typique du paysage irlandais était très peu appréciée pendant la période postcoloniale ; elle était associée à un ensemble d'associations historiques et culturelles, notamment la famine, la pauvreté et un mode de vie paysan. Pourtant, ces caractéristiques sont intrinsèquement durables, car elles font appel à des matériaux locaux et peuvent être réparées par des solutions à faible émission de carbone. Cependant, le chaume n'est actuellement plus produit en Irlande et doit être importé de Chine, de Roumanie et d'autres pays. Ce fait, associé à la faible capacité d'isolation des structures en chaume, rend la vie plus difficile pour les personnes qui y vivent. Il est nécessaire de reprendre les anciennes structures vernaculaires pour les adapter au monde moderne (comm. pers., Daly, 2021).

MC45:

Le rôle du patrimoine culturel dans la « transition juste » nécessite des recherches et des actions supplémentaires.

Si l'on veut que l'action transformatrice réussisse, il faut prêter attention aux régions, aux secteurs économiques et aux travailleurs qui seront confrontés aux plus grands défis. Il est nécessaire de mieux appréhender la manière dont les méthodologies du patrimoine et les processus culturellement appropriés peuvent faire en sorte que les institutions concernées reconnaissent et intègrent les contributions et les doléances des populations locales (par exemple, lorsque les moyens de subsistance et la culture traditionnels ont été affectés par les mesures de réponse au changement climatique). Les professionnels de la culture peuvent contribuer à encourager la co-création locale de la planification de la transition en favorisant l'établissement de priorités et la documentation des effets des mesures d'intervention par les communautés, ainsi qu'en encourageant les activités qui reconnaissent les contributions historiques des régions, des travailleurs et des secteurs économiques touchés. L'artisanat, le patrimoine et les moyens de subsistance traditionnels peuvent tous contribuer à la reconversion et à la diversification économique contemporaines.



Partie III : Mener des actions en faveur d'une recherche collaborative et orientée vers les enjeux en matière de changement climatique, de culture et de patrimoine.

Cette section porte sur les différentes possibilités de mise en œuvre de ce Programme mondial de recherche et d'action sur la culture, le patrimoine et le changement climatique. Il est étayé par trois livres blancs (Systèmes de connaissances, Impacts et Solutions) dans lesquels figurent les citations complètes des sources pertinentes. Comme illustré dans les deux sections précédentes, de nombreuses insuffisances en matière de connaissances, de recherche et de données doivent encore être corrigées afin d'appréhender les dimensions culturelles et patrimoniales du changement climatique et de libérer les capacités de l'action climatique fondée sur la culture et le patrimoine. La réunion a permis de rassembler les connaissances issues des communautés, de la science, de la culture, de la pratique et de la politique, et de faire un grand pas en avant dans la compréhension des insuffisances en matière de connaissances. La réunion a également souligné le grand avantage de la collaboration dans des perspectives diverses afin d'établir des connaissances fondées sur des faits et de faire grandir la capacité mondiale en associant culture, patrimoine et changement climatique dans le cadre du cycle du septième rapport d'évaluation du GIEC et au-delà. Un engagement aux niveaux mondial, national et local est nécessaire pour renforcer ces collaborations entre différents secteurs, groupes concernés, systèmes de connaissances et disciplines. Cette section présente une liste non exhaustive d'actions qui peuvent être entreprises pour renforcer cette collaboration.

1. Décloisonner les systèmes de connaissances

La co-conception, la coproduction et le partage éthique et respectueux des connaissances et des informations à travers les systèmes de connaissances et par les chercheurs, praticiens et politiciens, de manière collaborative, renforceront la valeur de ces connaissances pour éclairer les actions et initiatives concernant le changement climatique et le patrimoine. Une série d'actions permettrait de renforcer ces collaborations.

Élaborer, perfectionner, mettre en œuvre des lignes directrices pour appréhender, respecter, reconnaître et accroître les possibilités d'engagement éthique dans les divers systèmes de connaissances ; les populations locales devraient constituer une priorité pour tous les intervenants qui s'attaquent au changement climatique, mais surtout pour ceux qui créent, organisent et diffusent les connaissances. De telles lignes directrices permettraient aux organisations – y compris les organismes publics chargés du climat, de la culture et du patrimoine et les organismes de recherche – d'agir en toute confiance et d'éviter les approches problématiques comme celles qui traitent les systèmes de connaissances traditionnels et autochtones, ainsi que les descriptifs culturels, qui peuvent être monolithiques, statiques et déterminés, ou qui séparent ces systèmes de leurs contextes environnementaux, culturels et historiques. Ces lignes directrices pourraient également encourager et encadrer l'inclusion de récits et d'histoires en tant que témoignages et données. Il est essentiel que les représentants des populations autochtones et des populations locales participent à l'élaboration de ces lignes directrices. Plusieurs exemples existent déjà, tels que les recommandations de Kawerak pour la coproduction de connaissances.

Des approches nouvelles ou actualisées de la gestion et de la prise de décision des organismes de recherche (notamment les demandes de subventions, les appels d'offres et les contrats) peuvent renforcer et favoriser les divers systèmes de connaissances, par exemple grâce à des démarches de coproduction. Cela nécessite un examen permanent et critique des approches existantes et de leur prise en compte des enjeux

(tels que les connaissances préalables, le consentement libre, préalable et éclairé ; les droits de propriété intellectuelle ; les droits fonciers ; la reconnaissance des normes et du droit coutumier ; la reconnaissance de la souveraineté autochtone), ainsi qu'un perfectionnement continu pour aborder les questions émergentes de manière efficace et inclusive.

Les obstacles à la mobilisation et à la coproduction des connaissances doivent être levés pour renforcer la capacité organisationnelle aux niveaux communautaire et national et appréhender les connaissances autochtones et locales.

Une communication ouverte entre les peuples autochtones et les populations locales, d'une part, et les organismes de recherche, les organismes publics et les institutions décisionnaires en matière de climat, d'autre part, est essentielle pour favoriser la coproduction de connaissances. Ces liens devraient guider le cadrage et l'inclusion des informations culturelles dans les programmes de développement et de recherche ; ils devraient également favoriser la prise en compte des descriptifs et des récits. Cependant, de nombreux organismes et institutions chargés du climat manquent actuellement de capacités et d'expertise pour atteindre ces objectifs. Les organisations des populations autochtones et les populations locales doivent également être dotées de plus grandes capacités pour favoriser les activités de coproduction – par exemple pour appliquer des méthodes collectives de définition des connaissances à partager. Ces capacités doivent être développées et financées en tant que composante nécessaire et souhaitable pour améliorer la compréhension du changement climatique, y compris la science du climat et les fonctions politiques à tous les niveaux. Les organismes publics chargés de la culture et du patrimoine (ministères de la Culture, services du patrimoine, conseils culturels, agences du patrimoine et organismes de financement) peuvent fournir le cadre de cet objectif, ou du moins le promouvoir, bien que cette possibilité semble rarement mise en œuvre. Ces organismes sont bien placés pour mettre en évidence les ruptures qu'il convient de traiter.

2. Actions pour donner les moyens d'agir aux parties prenantes de la culture et du patrimoine

À l'heure actuelle, de nombreuses voix importantes de la culture et du patrimoine ne sont pas entendues dans les domaines de l'action, de la planification et de la politique climatiques. Les méthodes scientifiques conventionnelles ainsi que la gestion des terres, des mers et des zones protégées (et la gouvernance officielle en matière de culture et de patrimoine) ont historiquement exclu les peuples autochtones et les populations locales ainsi que leurs systèmes de connaissances ; cette situation perdure encore beaucoup. Le traitement de la culture et du patrimoine est souvent absent des contributions déterminées au niveau national, de la planification climatique à tous les niveaux et des évaluations des risques et de la vulnérabilité. Les planificateurs climatiques préfèrent souvent les solutions technologiques et industrielles ou reposant sur le marché, négligeant les aspects sociaux, économiques et culturels de l'urgence climatique, moins faciles à quantifier, ainsi que la nature plus transgressive de certaines interventions culturelles et patrimoniales. Les méthodes traditionnelles d'étude de la culture et du patrimoine ont tendance à être qualitatives. Il a été avancé que les données issues de ces méthodes ne s'accordent pas avec les approches prévalant dans d'autres sciences sociales et naturelles sur le changement climatique, qui mettent l'accent sur les mesures et la quantification. Voici quelques aspects à prendre en compte lorsque l'on s'efforce de donner aux personnes impliquées dans la culture et le patrimoine les moyens d'agir en faveur du climat ; ces aspects peuvent être adaptés et perfectionnés en fonction des contextes locaux.

Il convient d'accorder une attention particulière aux éléments de la culture et du patrimoine qui permettent ou non de mettre en œuvre des mesures d'action climatique.

Une mobilisation active des intervenants du secteur de la culture et du patrimoine peut contribuer à combattre les activités qui contribuent au changement climatique, tout en faisant progresser celles qui favorisent la durabilité. En s'efforçant de recenser, d'interpréter, de contextualiser et de remettre en question ces « pétrocultures » et les « paysages carbonés » qui leur sont associés, la culture et le patrimoine peuvent éclairer les origines du changement climatique anthropique et guider les décideurs quant à la réponse à apporter. Le fait de ne pas prêter attention à ces aspects complexes peut nuire à la mobilisation des divers acteurs. Les connaissances autochtones peuvent contribuer à appréhender les liens entre les dommages environnementaux, les inégalités et les injustices systémiques, tandis que les institutions culturelles/sites du patrimoine gérés par des organisations de référence et dont l'interprétation s'appuie déjà sur des descriptifs locaux offrent des espaces propices à ce dialogue.

Collaborer avec divers partenaires pour obtenir des résultats complexes.

L'interdisciplinarité et la multidisciplinarité sont depuis longtemps encouragées parmi les divers acteurs et groupes impliqués dans la culture et le patrimoine. Pour tirer parti de l'action climatique et de la réalisation d'autres Objectifs de développement durable des Nations Unies, comme la réduction des inégalités et de l'injustice, par exemple, il faut intégrer des interdépendances complexes entre divers secteurs selon une approche systémique. Il est nécessaire de faire appel à un ensemble diversifié de partenaires pour donner aux intervenants de la culture et du patrimoine les moyens d'atteindre de tels résultats. Il s'agit là de divers secteurs, systèmes de connaissances et types d'expertise. Les engagements intersectoriels des acteurs de la culture et du patrimoine en faveur des initiatives d'atténuation du changement climatique dans des domaines tels que la mobilité, l'agriculture et les énergies propres sont décrits dans le Livre vert sur le patrimoine culturel européen. Ces exemples soulignent le besoin croissant d'équipes polyvalentes de praticiens, d'experts et de parties prenantes dans la pratique culturelle et patrimoniale, y compris des climatologues, des praticiens, des militants et des décideurs politiques. Il peut être utile pour les gouvernements de lier officiellement la planification du changement climatique aux mandats des organismes artistiques, culturels et patrimoniaux. On peut citer à titre d'exemple la déclaration de Rome de 2021 des ministres de la Culture du G20, qui demande aux pays d'envisager d'inclure la culture et le patrimoine dans leurs communications nationales d'adaptation au titre de l'article 7 de l'Accord de Paris.

Plus largement, il est urgent d'accroître la diversité des participants aux réflexions sur le changement climatique – ce qui favorisera à son tour une plus grande implication (et autonomisation) des détenteurs de connaissances, notamment les peuples autochtones, les populations locales et les savoirs traditionnels. Par exemple, les valeurs et les cosmologies des peuples autochtones et des populations locales qui n'ont pas été cooptées par les approches modernes de type « take-make-waste » (« prendre-fabriquer-jeter ») peuvent constituer des contrepoints aux conceptions « modernes » en matière de progrès et de développement. Ces points de vue devraient être soutenus (notamment financièrement) pour établir des plans de développement durable et d'action climatique, dans une démarche d'anticipation plutôt que de réaction pour que ces approches constituent une alternative aux modèles enracinés dans les systèmes non durables. Les plans d'action, les politiques et évaluations climatiques donnent des occasions uniques d'atteindre ces objectifs. Dans les îles du Pacifique, où le pourcentage de peuples autochtones est élevé, certaines évaluations et certains plans d'action nationaux incluent explicitement les connaissances autochtones. On peut citer entre autres le document néo-zélandais Arotakenga Huringa Āhuarangi : Cadre pour l'évaluation nationale des risques liés au changement climatique pour Aotearoa Nouvelle-Zélande (ministère de l'Environnement, 2019). Ce document encourage la prise en compte du Mātauranga Māori (savoir maori) tout au long du processus d'évaluation.

Rechercher des synergies ; se préparer aux compromis.

De multiples faisceaux de données montrent que l'action transformatrice suppose des compromis complexes et inévitables au sein d'une large gamme de trajectoires différentes, ce qui souligne le rôle des valeurs sociétales, des contestations internes et des dynamiques politiques. Pourtant, les liens entre la culture et les valeurs patrimoniales, d'une part, et les avantages climatiques, les avantages connexes, les compromis ou les limitations, d'autre part, doivent encore être analysés. Le développement de la recherche dans ces domaines sera essentiel pour trouver des moyens d'offrir de meilleures trajectoires de résilience au changement climatique pour les divers acteurs et populations, et pour éviter maladaptation et mauvaise atténuation.

Les expériences de terrain au niveau des projets montrent que la conciliation des compromis entre les secteurs et les échelles spatiales constitue l'un des principaux défis de l'intégration réelle de l'adaptation, de l'atténuation et du développement durable. Des tensions réelles et perceptibles existent entre l'atténuation et l'adaptation au climat, d'une part, et la promotion de la culture et la conservation des valeurs patrimoniales, d'autre part. Les transitions rapides et profondes nécessaires pour atténuer le changement climatique peuvent sans doute être en contradiction avec les notions de continuité, de conservation, de préservation et de sauvegarde qui sont souvent au cœur des politiques culturelles et patrimoniales. Ces tensions peuvent rendre plus délicate l'action climatique des personnes impliquées dans la culture et le patrimoine. Pour réduire les conflits et encourager les résultats gagnant-gagnant, il convient de promouvoir des méthodologies de conciliation en cas de conflit dans les domaines de la culture et du patrimoine. En Irlande, par exemple, les personnes vivant dans une zone tourbeuse ont le droit culturel et de propriété de récolter la tourbe pour produire de l'énergie, mais cette pratique traditionnelle s'oppose désormais aux efforts de conservation des habitats de tourbières pour la biodiversité et la séquestration du carbone. Dans le cadre d'une démarche de transition juste, le Community Wetlands Forum s'efforce de faire face à ces tensions et d'encourager les solutions.

3. Actions pour le renforcement des collaborations fructueuses dans la recherche, la politique et la pratique

culture et de patrimoine. Les conceptions du monde autochtones et locales et les techniques, pratiques et technologies traditionnelles, les compétences, les histoires orales, les récits et la littérature grise regorgent d'informations précieuses sur les causes et les impacts du changement climatique et les réponses à y apporter.

La réunion a également révélé plusieurs enjeux, sujets et recommandations spécifiques concernant les secteurs du patrimoine et de la science du climat qui bénéficieraient d'une attention supplémentaire. Il s'agit notamment de projets visant à étudier l'utilisation et la reconstruction du passé et le recours aux archives archéologiques et historiques dans les rapports sur le changement climatique (y compris les rapports du GIEC) ; des initiatives similaires portent sur les rôles de la culture et de la société dans les comportements de consommation et de production, ainsi que sur le rôle de la culture et du patrimoine dans les ambitions d'atténuation et les trajectoires d'adaptation. Ces initiatives de collaboration devraient déboucher sur des recommandations à l'attention des décideurs politiques, en conformité avec les résultats attendus des politiques d'organisations telles que l'UNESCO et le GIEC.

Les projets de recherche et les études de synthèse doivent aller au-delà de la littérature évaluée par les pairs pour inclure d'autres formes de connaissances tout en respectant les normes éthiques et les droits culturels,

et ainsi s'inspirer d'autres exemples. On peut citer l'exemple de l'IPBES et de la CBD, dont la démarche est basée sur la diversité des données, et par laquelle on reconnaît l'incommensurabilité des divers systèmes de connaissances et les problèmes de pouvoir souvent asymétriques qui se posent lorsque l'on tente de relier différentes branches de la science aux systèmes de connaissances locaux. Les chercheurs devraient également favoriser l'expérimentation, notamment en recherchant et en évaluant les connaissances coproduites et les recherches menées par des parties prenantes, les questions posées aux acteurs locaux se concentrant sur les informations dont ces acteurs locaux veulent avoir connaissance à propos des sujets qui les intéressent. Il est nécessaire de nouer le dialogue avec les financeurs internationaux, gouvernementaux et philanthropiques de la recherche afin de rendre leurs critères d'éligibilité plus inclusifs.

Il est également nécessaire d'augmenter la fréquence du dialogue et des actions menées par les chercheurs, les décideurs et les praticiens professionnels des organismes de la science du climat et du patrimoine sur le thème de la culture, du patrimoine et de la science du changement climatique, et de mettre en place des actions concrètes visant à déconstruire la marginalisation et l'exclusion dans la lutte contre les impacts du changement climatique. Cela pourrait commencer par une différenciation des échelles, des lieux de dialogue, des formes d'action et des relations de pouvoir afin de garantir le fait que – en partant de l'échelle locale et de la population – les chercheurs et les bailleurs de fonds doivent respecter les normes sociales, les droits territoriaux et le régime foncier, et reconnaître officiellement les connaissances traditionnelles préexistantes ; ils doivent également demander un consentement libre, préalable et éclairé, et rendre des comptes sur leurs méthodologies. L'inclusion et l'ouverture doivent également être présentes à l'échelle nationale, régionale et internationale, ce qui devrait encourager et faciliter la représentation des peuples autochtones et des populations locales, ainsi que d'autres groupes marginalisés, et promouvoir des lois et règlements qui respectent les valeurs, les droits territoriaux et les institutions coutumières.

Dans la mesure du possible et en toute équité, les détenteurs de connaissances traditionnelles et autochtones doivent être des chercheurs principaux ou des co-chercheurs, et être inclus en tant qu'auteurs principaux et collaborateurs dans les résultats de la recherche. Il convient de promouvoir une plus grande implication des auteurs ayant une expertise en sciences sociales, culture et patrimoine dans les processus de recherche et de synthèse existants. Des actions de communication ciblées par des organisations de référence peuvent s'avérer nécessaires pour recenser et soutenir les experts concernés. Par exemple, en 2021, des ateliers dirigés par le groupe de travail de facilitation de la Plateforme des communautés locales et des peuples autochtones (établie par la COP24 de la CCNUCC à Katowice, en Pologne, en décembre 2018) ont examiné le thème de la mobilisation éthique des connaissances autochtones dans le contexte de la prévention, de la réduction au minimum et de la prise en compte des impacts négatifs du changement climatique. Les actions découlant de ces ateliers de formation comprennent la nécessité de soutenir les réseaux officiels et officiels de détenteurs de connaissances autochtones ; d'augmenter les ressources financières pour que les peuples autochtones puissent organiser et programmer des ateliers locaux et nationaux, et de soutenir les droits au maintien, à la maîtrise, à la protection et au développement des connaissances.

3. Actions pour le financement

Les structures de financement et d'incitation existantes peuvent engendrer un soutien financier préférentiel à une communauté plutôt qu'à une autre. Une telle situation aboutit à ce que les chercheurs universitaires n'étudient que ce pour quoi ils sont financés, tandis que certaines populations locales et autochtones ont un accès limité aux sources de financement. Ces biais, souvent institutionnels ou traduisant les intérêts et les perspectives des donateurs ou des gouvernements nationaux, peuvent conduire à une répartition inégale des

fonds consacrés à la recherche. Les disparités régionales en matière de financement (qui touchent à la fois les chercheurs et d'autres parties prenantes) aggravent encore le manque d'attention accordée à la recherche collaborative sur le climat et le patrimoine, ce qui peut entraîner une répartition géographique inégale des recherches financées. Les organismes de financement de la recherche devraient encourager, et dans certains cas exiger, des partenariats entre les chercheurs et les parties prenantes des populations locales ou autochtones dès le début de la conception du projet envisagé. Il est nécessaire d'évaluer et de traiter la structure du financement de la recherche et leurs biais inhérents, lesquels ont engendré une recherche déséquilibrée.

Le déficit de connaissances, en particulier dans certaines régions du monde, est le reflet direct d'un financement inéquitable et inégal. Les programmes de financement nationaux et internationaux devraient faciliter les projets gérés et dirigés par des personnes de diverses régions du monde afin de renforcer les capacités et de collecter les données les plus pertinentes – en respectant les normes sociales et le régime foncier, en reconnaissant les connaissances préexistantes, en demandant un consentement libre, préalable et éclairé et en rendant des comptes sur les méthodologies mises en œuvre.

References

- Adelekan, I. and T. Fregene, T. 2015. 'Vulnerability of artisanal fishing communities to flood risks in coastal southwest Nigeria', *Climate and Development* 7(4): 322–38.
- Alangu, W. V. 2010. Stone walls and water flows: *Interrogating mathematics and cultural practice*. Unpublished thesis; Department of Mathematics, The University of Auckland.
- Alangu, W. V. 2018. Building stone walls. In K. Yasukawa, A. Rogers, K. Jackson, & B. V. Street (Eds.), *Numeracy as social practice: Global and local perspectives*. Routledge.
- Allen, M.R., O.P. Dube, W. Solecki, F. Aragón-Durand, W. Cramer, S. Humphreys, M. Kainuma, J. Kala, N. Mahowald, Y. Mulugetta, R. Perez, M. Wairiu, and K. Zickfeld, 2018: Framing and Context. In: *Global Warming of 1.5°C. An IPCC Special Report on the impacts of global warming of 1.5°C above pre-industrial levels and related global greenhouse gas emission pathways, in the context of strengthening the global response to the threat of climate change, sustainable development, and efforts to eradicate poverty* [Masson-Delmotte, V., P. Zhai, H.-O. Pörtner, D. Roberts, J. Skea, P.R. Shukla, A. Pirani, W. Moufouma-Okia, C. Péan, R. Pidcock, S. Connors, J.B.R. Matthews, Y. Chen, X. Zhou, M.I. Gomis, E. Lonnoy, T. Maycock, M. Tignor, and T. Waterfield (eds.)].
- Auckland Council 2020. *Te Tāruke-ā-Tāwhiri: Auckland's Climate Action Plan*. Available here: <https://www.aucklandcouncil.govt.nz/plans-projects-policies-rports-bylaws/our-plans-strategies/topic-based-plans-strategies/environmental-plans-strategies/aucklands-climate-plan/Documents/auckland-climate-plan.pdf>.
- Bertolin, C. and A. Loli. 2018. 'Sustainable interventions in historic buildings: A developing decision-making tool', *Journal of Cultural Heritage* 34: 291–302.
- Bettencourt, Luís M. A. 2021. *Introduction to Urban Science: Evidence and Theory of Cities as Complex Systems*. Cambridge: MIT Press.
- Bodner, C. C. 1986. *On the Evolution of Agriculture in Central Bontoc*. Unpublished thesis; University of Missouri, Columbia.
- Brett, J. P. 1985. Stone walls and waterfalls: Irrigation and ritual regulation in the Central Cordillera, Northern Philippines. In K. L. Hutterer, A. T. Rambo, A. T. Rambo, & G. Lovelace (Eds.), *Cultural Values and Human Ecology in Southeast Asia*. University of Michigan Press. <https://doi.org/10.3998/mpub.19463>
- Brondizio, E. S., Y. Aumeeruddy-Thomas, P. Bates, J. Carino, Á. Fernández-Llamazares, M. Ferrari, K. Galvin, V. Reyes-García, P. McElwee, Z. Molnar, A. Samakov and U. Shrestha. 2021. 'Locally Based, Regionally Manifested, and Globally Relevant: Indigenous and Local Knowledge, Values and Practices for Nature', *Annual Review of Environment and Resources*, Vol. 46, no. 1: 481-509. DOI: 10.1146/annurev-environ-012220-012127

Caballero, G. 2015. Recent Discussion on Cultural Landscapes in the Philippines. *International Federation of Landscape Architects*, 22 June 2015.

Carmen, W. J., Koenig, W. D., R. L. Mumme. 1987. *Acorn production by five species of oaks over a seven-year period at the Hastings Reservation, Carmel Valley, California*. USDA Forest Service general technical report PSW - United States, Pacific Southwest Forest and Range Experiment Station (USA) ISSN: 0092-9662

Coningham, R., and Witcher, R., 2022. Editorial. *Antiquity*, 96(385), 1-14. doi:10.15184/aqy.2022.2

Coninham, R. & L.J Lucero, 2021. Joint paper on 'Urban Infrastructure, Climate Change, Disaster and Risk: Lessons from the Past for the Future', *British Academy Journal*. <https://www.thebritishacademy.ac.uk/documents/3539/JBA-9s9-05-Coningham-et-al.pdf>.

Daly, C. 2014. 'A Framework for Assessing the Vulnerability of Archaeological Sites to Climate Change; Theory, Development and Application'. In *Conservation and Management of Archaeological Sites*, Vol. 16, No. 3, p.268-82. Maney Publishing.

Daly, C., C. Engel-Purcell, C. Chan, J. Donnelly, M. MacDonagh and P. Cox. 2020. 'Climate Change Adaptation Planning, a National Scale Methodology'. *Journal of Cultural Heritage Management and Sustainable Development*. Emerald.

Fajrini, R. 2022. 'Environmental harm and decriminalization of traditional slash-and-burn practice in Indonesia', *International Journal for Crime, Justice and Social Democracy* 11(1): 28-43.

Grant. C. 2021. Aboriginal (Kuku Yalanji from the Jalun-Warra clan) and Torres Strait Islander (Mualgal from Kubin on Moa Island). Personal Communication to Grant, 6 December 2021.

Giliberto, F., 2021 (December). 'Heritage, Disaster Response and Resilience'. Contribution to *UK National Commission for UNESCO Policy Brief*. <https://unesco.org.uk/wp-content/uploads/2021/12/Heritage-Disaster-Response-and-Resilience-Report.pdf>.

IPBES. E. S. Brondizio, J. Settele, S. Díaz and H. T. Ngo (eds). 2019. *Global Assessment Report of the Intergovernmental Science-Policy Platform on Biodiversity and Ecosystem Services*. UN-IPBES, 1148 pp. ISBN: 978-3-947851-20-1; DOI: <https://doi.org/10.52>.

IPCC, 2022. *Climate Change 2022: Impacts, Adaptation, and Vulnerability. Contribution of Working Group II to the Sixth Assessment Report of the Intergovernmental Panel on Climate Change* [H.-O. Pörtner, D.C. Roberts, M. Tignor, E.S. Poloczanska, K. Mintenbeck, A. Alegría, M. Craig, S. Langsdorf, S. Lösschke, V. Möller, A. Okem, B. Rama (eds.)]. Cambridge University Press

Jiménez, T., 2017. *The other side of assimilation: How immigrants are changing American life*. Univ of California Press.



Ketterings, Q. M., T.T. Wibowo, M. van Noordwijk and E. Penot. 1999. 'Farmers' perspectives on slash-and-burn as a land clearing method for small-scale rubber producers in Sepunggur, Jambi Province, Sumatra, Indonesia', *Forest Ecology and Management*, 120 (1-3): 157-69.

Kraus, S. and Koch, N., 2021. Provisional COVID-19 infrastructure induces large, rapid increases in cycling. *Proceedings of the National Academy of Sciences* 118(15), p.e2024399118

Lake, F.K. 2021. Indigenous fire stewardship: Federal/Tribal partnerships for wildland fire research and management. *Fire Management Today* 79(1):30-39.

Lobo, José, Luis M.A. Bettencourt, Scott G. Ortman and Michael E. Smith. 2020. 'Settlement Scaling Theory: Bridging the Study of Ancient and Contemporary Urban Systems', *Urban Studies* 57(4): 731-47.

Loli, A. and C. Bertolin. 2018. 'Towards Zero Emission Refurbishment in Historic Urban Districts. Conserving Cultural Heritage', *Proceedings of the 3rd International Congress on Science and Technology for the Conservation of Cultural Heritage*, 21-24 May 2017, Cadiz, Spain. TechnoHeritage.

Loli, A., C. Bertolin and T. Kleiven. 2019. 'Refurbishment of Historic Buildings at a District Scale: Enhancement of cultural value and emissions reduction potential', *Earth and Environmental Scienc*, 352(1): 012023, IOP Conference Series.

Loli, A., C Bertolin and L. Kotova. 2020. 'Service life prediction of building components in the times of climate change', *Materials Science and Engineering* 949: 012048, IOP Conference Series.

Loli, A. and C. Bertolin. 2021. Application of the Zero Emission Refurbishment Method at a District Scale, *International Journal of Disaster Risk Reduction* 62: 102393.

Oldenziel, R. and Trischler, H., 2016. *Cycling and Recycling: Histories of Sustainable Practices*. Berghan Books

Orlove, B., Dawson, N., Sherpa, P., Adelekan, I., Alangui, W., Carmona, R., Coen, D., Nelson, M., Reyes-Garcia, V., Rubus, J., Sanago, G., Wilson, A., 2022. *ICSM CHC White Paper I: Intangible Cultural Heritage, Diverse Knowledge Systems and Climate Change: Contribution of Knowledge Systems Group I to the International Co-Sponsored Meeting on Culture, Heritage and Climate Change*. Charenton-le-Pont & Paris, France: ICO-MOS & ICSM CHC

Ortman, Scott G., José Lobo and Michael E. Smith. 2020. 'Cities: Complexity, Theory and History', *PLOS-One* 15(12): e0243621.

Revi, A., D.E. Satterthwaite, F. Aragón-Durand, J. Corfee-Morlot, R.B.R. Kiunsi, M. Pelling, D.C. Roberts and W. Solecki. 2014. 'Urban areas'. In *Climate Change 2014: Impacts, Adaptation, and Vulnerability, Part A: Global and Sectoral Aspects*, 535-612. *Contribution of Working Group II to the Fifth Assessment Report of the Intergovernmental Panel on Climate Change*, edited by C.B. Field, V.R. Barros, D.J. Dokken, K.J. Mach, M.D. Mastrandrea, T.E. Bilir, M. Chatterjee, K.L. Ebi, Y.O. Estrada, R.C. Genova, B. Girma, E.S. Kissel, A.N. Levy, S. MacCracken, P. R. Mastrandrea, and L.L. White. Cambridge, UK; New Work



Roos, C.I., Thomas W. Swetnam, T. J. Ferguson, M. J. Liebmann, Rachel A. Loehman, John R. Welch, Ellis Q. Margolis, Christopher H. Guiterman, William C. Hockaday, Michael J. Aiuvalasit, Jenna Battillo, Joshua Farella, and Christopher A. Kiahtipes. 2021) Native American fire management at an ancient wildland-urban interface in the Southwest United States. *PNAS* January 26, 2021 118 (4) e2018733118

Shepherd, N., Cohen, J.B., Carmen, W., Chundu, M., Ernsten, C., Guevara, O., Haas, F., Hussain, S.T., Riede, F., Siders, A.R., Singh, C., Sithole, P., Troi, A., 2022. *ICSM CHC White Paper III: The Role of Cultural and Natural Heritage for Climate Action: Contribution of Solutions Group III to the International Co-Sponsored Meeting on Culture, Heritage and Climate Change*. Charenton-le-Pont & Paris, France: ICOMOS & ICSM CHC

Simpson, N.P., Orr, S.A., Sabour, S., Clarke, J., Ishizawa, M., Feener, M., Ballard, C., Mascarenhas, P.V., Pinho, P., Bosson, J.B., Morrison, T., Zvobogo, L., 2022. *ICSM CHC White Paper II: Impacts, vulnerability, and understanding risks of climate change for culture and heritage: Contribution of Impacts Group II to the International Co-Sponsored Meeting on Culture, Heritage and Climate Change*. Charenton-le-Pont & Paris, France: ICOMOS & ICSM CHC

Smith, M. E., Lobo, J., Peeples, M., York, A., Stanley, B., Crawford, K., Gauthier, N., Huster, A., 2021. 'The Persistence of Ancient Settlements and Urban Sustainability', in *Proceedings of the National Academy of Sciences*.

Annexe A

Co-présidents de la Réunion internationale coparrainée sur la culture, le patrimoine et le changement climatique

Debra Roberts (*Coprésidente du groupe de travail II du GIEC, cheffe du département de la planification environnementale et de la protection du climat de la municipalité d'eThekweni, Durban*)

Jyoti Hosagrahar (*Directrice adjointe du Centre du patrimoine mondial de l'UNESCO*)

William Megarry (*Référent sur le changement climatique au Conseil international des monuments et des sites, université Queen's de Belfast*)

Mechtild Rössler (*ancienne coprésidente représentant l'UNESCO, active jusqu'en octobre 2021, ancienne directrice du Centre du patrimoine mondial de l'UNESCO*)

Coordinateur scientifique de la Réunion internationale coparrainée sur la culture, le patrimoine et le changement climatique

Hana Morel (*Coordinatrice scientifique de la Réunion internationale coparrainée sur la culture, le patrimoine et le changement climatique ; responsable de la durabilité du réseau archéologique de la zone côtière et intertidale du MOLA, CITIZAN*)

Marcy Rockman (*Ancienne coprésidente représentante de l'ICOMOS et coordinatrice scientifique, en fonction de juillet 2019 à août 2021*) (*Lifting Rocks, LLC/Université du Maryland-College Park*)

Comité directeur scientifique

Yunus Alikan (*Directeur des activités mondiales de plaidoyer, Secrétariat mondial de l'ICLEI*)

Eduardo Brondizio (*Professeur d'anthropologie, département d'anthropologie, université d'Indiana Bloomington, États-Unis. Directeur du Centre pour l'analyse des paysages sociaux-écologiques [CASEL]*)

May Cassar (*Directrice de l'Institut du patrimoine durable de l'UCL*)

Gregory Flato (*Vice-président du groupe de travail I du GIEC, chercheur scientifique principal à Environnement et Changement climatique Canada*)

Rohit Jigyasu (*Vice-président du Conseil international des monuments et des sites [ICOMOS], président du Comité national indien de l'ICOMOS [ICOMOS Inde] et du Comité scientifique international sur la préparation aux risques, Université Ritsumeikan, Japon*)

Valérie Masson-Delmotte (*Coprésidente du groupe de travail I du GIEC, scientifique senior au Laboratoire des Sciences du Climat et de l'Environnement, Institut Pierre Simon Laplace, Université Paris Saclay*)

Hindou Oumarou Ibrahim (*Éleveuse Mbororo, Tchad, Présidente de l'Association des femmes peules et des peuples autochtones du Tchad [AFPAT]*)

Hans-Otto Pörtner (*Coprésident du groupe de travail I du GIEC, physiologiste et biologiste marin à l'Institut Alfred Wegener, Centre Helmholtz pour la recherche polaire et marine*)

Sandeep Sengupta (*Coordinateur mondial chargé du changement climatique à l'Union internationale pour la conservation de la nature [UICN]*)

Pasang Dolma Sherpa (*coprésidente inaugurale de la Plateforme des communautés locales et des peuples autochtones [LCIPP] de la CCNUCC ; directrice exécutive du Center for Indigenous Peoples Research and Development ; et présidente du Groupe de spécialistes de la CEESP de l'UICN sur les peuples autochtones, les lois coutumières et environnementales et les droits humains*)

Ahmed Skounti (*en activité entre janvier 2021 et août 2021*) (Professeur à l'Institut National d'Archéologie et de Sciences du Patrimoine – INSAP, Rabat, Maroc)

Richard Veillon (*Spécialiste de programme au Centre du patrimoine mondial de l'UNESCO*)

Spécialiste du patrimoine climatique de la Réunion internationale coparrainée sur la culture, le patrimoine et le changement climatique

Sarah Forgeson (*Ngati Whakaue, étudiante-chercheuse UCL, chargée d'enseignement université de Waikato*)

Annexe B

Systèmes de connaissances

Auteurs principaux

Ben Orlove (*Université de Columbia*)

Neil Dawson (*Université de St. Andrews/SCAPE Trust*)

Pasang Sherpa (*Coprésidente inaugurale de la Plateforme des communautés locales et des peuples autochtones [LCIPP] de la CCNUCC ; directrice exécutive du Center for Indigenous Peoples Research and Development ; et présidente du Groupe de spécialistes de la CEESP de l'UICN sur les peuples autochtones, les lois coutumières et environnementales et les droits humains*)

Auteurs collaborateurs

Ibidun Adelekan (*Université d'Ibadan, Ibadan, Nigeria*)

Wilfredo Alangui (*Kankana-ey Igorot et Ilocano, université des Philippines à Baguio City [UP Baguio]*)

Rosario Carmona (*Département d'anthropologie des Amériques, Uni-Bonn, Allemagne*)

Deborah Coen (*Professeure, présidente du programme d'histoire des sciences et de la médecine, université de Yale*)

Melissa Nelson (*Anishinaabe, Cree, Métis, université d'État de l'Arizona*)

Victoria Reyes-García (*Professeure-chercheuse CREA à l'Institut de Ciència i Tecnologia Ambientals [ICTA]*)

Jennifer Rubis (*Spécialiste des peuples autochtones au Fonds vert pour le climat*)

Gideon Sanago (*Maasai tanzanien, coordinateur chargé du changement climatique ; organisations non gouvernementales autochtones pastorales [PINGO's Forum]*)

Andrew Wilson (*Université de Columbia*)

Collaboratrice

Petua Mukimba (*Université de Columbia*)

Impacts

Auteurs principaux

Nicholas P. Simpson (*Université du Cap*)

Scott Orr (*Institut du patrimoine durable de l'UCL*)



Auteurs collaborateurs

Salma Sabour (*Université de Southampton*)

Joanne Clarke (*Université d'East Anglia*)

Maya Ishizawa (*Université de Tsukuba*)

R. Michael Feener (*Université de Kyoto*)

Christopher Ballard (*Université nationale australienne*)

Poonam Verma Mascarenhas (*Archinova_Environs, université de York*)

Patricia Pinho (*Université de Californie, Santa Cruz*)

Jean-Baptiste Bosson (*Union internationale pour la conservation de la nature [UICN]*)

Tiffany Morrison (*Centre d'excellence de l'Australian Research Council consacré à l'étude des coraux, université James Cook, Australie*)

Scientifique (pour ce chapitre)

Luckson Zvobgo (*Université du Cap*)

Solutions

Auteur principal

Nick Shepherd (*Université d'Aarhus/université de Pretoria*)

Auteurs collaborateurs

William Carmen (*Détenteur de connaissances autochtones/Pascua Yaqui*)

Moses Chundu (*African Leadership and Management Academy/université du Zimbabwe*)

Joshua Benjamin Cohen (*Université d'Aarhus*)

Christian Ersten (*Université de Maastricht*)

Oscar Guevara (*Fonds mondial pour la nature [WWF]*)

Franziska Haas (*Institut des énergies renouvelables*)

Shumon Hussain (*Université d'Aarhus*)

Felix Riede (*Université d'Aarhus*)

A.R Siders (*Université du Delaware*)

Chandni Singh (*Indian Institute for Human Settlements*)

Pindai Sithole (*African Leadership and Management Academy*)

Alexandra Troi (*Institut des énergies renouvelables*)

Annexe C

Liste des participants ayant contribué au premier examen (février 2021) de l'ensemble des messages tirés de la Réunion internationale coparrainée sur la culture, le patrimoine et le changement climatique.

Chiara Bertolin (*Université norvégienne des sciences et de la technologie*)

Robin Coningham (*Chaire UNESCO, université de Durham*)



Cathy Daly (*Carrig Conservation et université de Lincoln*)

Lori Ferriss (*Directrice de la durabilité et de l'action climatique chez Goody Clancy*)

Max Friesen (*Université de Toronto*)

Carola Hein (*TU Delft*)

Maya Ishizawa (*Université de Tsukuba*)

Dulma Karunarathna (*Centre for Asia Pacific Initiative, Université de Victoria, Canada*)

Jon Kohl (*PUP Global Heritage Consortium*)

Timothy Kohler (*Université d'État de Washington*)

Helen McCracken (*JSC-ANZCORP*)

Gabriela Mora Navarro (*Instituto Nacional de Antropología e Historia*)

Scott Orr (*Institut du patrimoine durable de l'UCL*)

A.R. Siders (*Université du Delaware*)

Cecile Smith-Christensen (*World Heritage Catalysis, Université de Cumbria*)

Michael Smith (*Université d'État de l'Arizona*)

José Lobo (*Université d'État de l'Arizona*)

Scott Ortman (*Université du Colorado à Boulder*)

Sarah Sutton (*PDG de Environment & Culture Partners [ECP]*)

Chris Underwood (*Président du Comité international sur le patrimoine culturel subaquatique [ICUCH]*)

Ibidun Adelekan (*Université d'Ibadan, Ibadan, Nigeria*)

Wilfredo Alanguí (*Kankana-ey Igorot et Ilocano, Université des Philippines de Baguio City [UP Baguio]*)

Rosario Carmona (*Département d'anthropologie des Amériques, Uni-Bonn, Allemagne*)

Ben Orlove (*Université de Columbia*)

Neil Dawson (*Université de St. Andrews/SCAPE Trust*)

Deborah Coen (*Professeure, présidente du programme d'histoire des sciences et de la médecine, université de Yale*)

Melissa Nelson (*Anishinaabe, Cree, Métis, université d'État de l'Arizona*)

Victoria Reyes-García (*Professeure-chercheuse CREA à l'Institut de Ciència i Tecnologia Ambientals [ICTA]*)

Jennifer Rubis (*Spécialiste des peuples autochtones au Fonds vert pour le climat*)

Gideon Sanago (*Maasai tanzanien, coordinateur chargé du changement climatique ; organisations non gouvernementales autochtones pastorales [PINGO's Forum]*)

Andrew Wilson (*Université de Columbia*)

Annexe D

Matériel/ressources supplémentaires fournis par les auteurs des études de cas :

Les villes en tant que moteurs de transformation pour la durabilité mondiale dans le monde urbain du XXI^e siècle

Auteurs : Yunus Arikan, ICLEI

Andrew Potts, Climate Heritage Network

İzmir Planlama Ajansı, 2022. *Who We Are?* <https://izmirplanlama.org/en/page/who-we-are>

Soyer, T., 2021. UCLG Culture Summit 2021: Opening Speech by Tunç Soyer, Mayor of Izmir Metropolitan Municipality. <https://www.uclg-culturesummit2021.org/YuklenenDosyalar/SabitVeriler/enacilis.pdf>

Impact du changement climatique sur le patrimoine inuit

Auteur : Max Friesen (*université de Toronto*)

<https://www.kitikmeotheritage.ca/>

<https://irc.inuvialuit.com/service/inuvialuit-cultural-centre-pitquhiit-pitqusiit>

Cadre national irlandais d'adaptation au climat

Auteur: Dr Cathy Daly (*Carrig Conservation et université de Lincoln*)

Daly, C., C. Engel-Purcell, C. Chan, J. Donnelly, M. MacDonagh & P. Cox. 2020. 'Climate Change Adaptation Planning, a National Scale Methodology' in *Journal of Cultural Heritage Management and Sustainable Development*, Emerald.

2019. Climate Change Adaptation Sectoral Plan for Built and Archaeological Heritage. Dublin: Department of Culture Heritage and the Gaeltacht. *Layout 1 -a0ad0e1d-339c-4e11-bc48-07b4f082b58f.pdf* (www.gov.ie)

Peuples autochtones, connaissances écologiques traditionnelles et changement climatique : le patrimoine culturel subaquatique emblématique des déversoirs de marée en pierre

Auteur: Akifumi Iwabuchi (*Université des sciences et technologies marines de Tokyo [réseau UNITWIN de l'UNESCO pour l'archéologie sous-marine]*)

https://forum.oceandecade.org/users/5714031?p=true&ventures_venture=86790

<https://panorama.solutions/en/solution/safeguarding-underwater-cultural-heritage-stone-tidal-weirs-earth>

<https://www.facebook.com/Stonefishweirs>

<https://twitter.com/stonefishweirs>

<https://www.youtube.com/watch?v=qIQNNJhix0Q>

Peut-on reconstruire le Kasthamandap ? Gestion des catastrophes au Népal

Auteurs: Robin Coningham (*Chaire UNESCO, université de Durham*), Mr Kai Weise (*ICOMOS Népal*)

Coningham, R.A.E. & Lucero, L.J. 2021. Urban infrastructure, climate change, disaster and risk: lessons from the past for the future. *Journal of the British Academy* 9 (s8): 79-114.

<https://www.thebritishacademy.ac.uk/documents/3539/JBA-9s9-05-Coningham-et-al.pdf>

Coningham, R.A.E. et al. 2019. Reducing disaster risk to life and livelihoods by evaluating the seismic safety of Kathmandu's historic urban infrastructure: enabling an interdisciplinary pilot. *Journal of the British Academy* 7 (s2): 45-82.

<https://www.thebritishacademy.ac.uk/documents/935/JBA-7s2-03-Coningham-et-al.pdf>

Autonomisation des femmes dans les zones rurales du Sri Lanka

Auteur: Dr Dulma Karunarathna (*Centre for Asia Pacific Initiative, Université de Victoria, Canada*)

Souvenir et mémoire culturelle, atelier de narration, Polonnaruwa, Sri Lanka, 1er janvier 2022, par Dr. Dulma Karunarathna – Adaptation au changement climatique et patrimoine culturel (ed.ac.uk)

https://blogs.ed.ac.uk/climate_culture/2021/12/02/sri-lankas-hydraulic-civilisation-dulma-karunarathna/

<https://events.uvic.ca/capi/event/60534-global-days-lessons-from-eco-friendly-food>

<https://www.uvic.ca/research/centres/capi/about/home/researchers/index.php>

<https://www.uvic.ca/research/centres/capi/about/home/administrative-team/index.php>

<https://www.linkedin.com/in/dulma-karunarathna-b10aa277/>

Sensibilisation au climat et élaboration de stratégies concernant le centre urbain historique de Macao

Auteur : Professeur adjoint Kin Hong Ip (*Université des sciences et technologies de Macao*)

<https://www.icm.gov.mo/en/YeTing>

Les sites de référence suivants sont exclusivement disponibles en chinois :

<https://www.gov.mo/zh-hant/news/108113/>

<https://www.culturalheritage.mo/cn/detail/mainNewsID11306>

<https://www.culturalheritage.mo/cn/detail/mainNewsID10231>

La culture sur brûlis en Asie du Sud-Est

Auteur: Gabriel Caballero (*Point focal de l'ICOMOS concernant les Objectifs de Développement Durable de l'ONU*)

Caballero, G., 2015. Recent Discussions on Cultural Landscapes in the Philippines. *International Federation of Landscape Architects*, 22.

Fajrini, R., 2022. Environmental harm and decriminalization of traditional slash-and-burn practice in Indonesia. *Internal Journal for Crime, Justice and Social Democracy*, 11 (1), pp. 28-43.

Ketterings, Q. M., Wibowo, T.T., Van Noordwijk, M. and Penot, E., 1999. Farmers' perspectives on slash-and-burn as a land clearing method for small-scale rubber producers in Sepunggur, Jambi Province, Sumatra, Indonesia. *Forest Ecology and Management*, 120 (1-3), pp.157-169.

